

PROCE-VERBAL DE CARENCE DE L'ASSEMBLEE DU 26 Mai 2020
(initialement prévu le 17 Mars 2020)
CRISE SANITAIRE (COVID-19)

IMMEUBLE : Jardin Baccara A&B

Madame, Monsieur,

Le syndic avait convoqué les copropriétaires pour que l'assemblée générale se tienne le 17 Mars 2020, puis le 26 Mai 2020, à l'Espace Jules Ferry, salle des Familles.

Face à la situation sanitaire, l'assemblée n'a pas pu se tenir pour la(les) raison(s) précise(s) suivante(s) :

- ☒ Déplacement et participation à des réunions non-consignés dans l'attestation de déplacement dérogatoire. Aucun motif valable de déplacement ne correspond à la tenue d'une assemblée générale de copropriété
- ☒ Annulation de la réservation de la salle (fermeture sanitaire) selon l'**arrêté du 14 mars 2020** modifié puis abrogé et remplacé par le **décret n° 2020-293 du 23 mars** :
 - La fermeture des lieux, accueillant du public, non indispensables à la vie de la Nation y compris, au titre de la catégorie L.
 - L'interdiction des réunions de plus de 100 personnes (article 2 de l'arrêté puis article 7 du décret)
- ☐ Distanciation sociale (distance > 1 mètre entre les personnes) impossible à respecter dans les locaux du syndie

Une nouvelle convocation se tiendra sur le même lieu dans la Salle des Famille à l'Espace Jules Ferry le 2 Septembre 2020 à 18h00 et chacun devra être muni d'un masque et de son stylo afin de respecter les normes sanitaires. Il faudra limiter le nombre de personnes en salle et donc ne pas venir accompagné exceptionnellement.

Vous aurez la possibilité de déléguer mandant en remplissant votre POUVOIR qu'il faudra nous adresser au préalable dûment complété.

A défaut, et afin de limiter le nombre de personnes en salle, vous disposez également d'un bulletin de vote par correspondance si vous ne pouvez pas vous déplacer. C'est là, et vous l'aurez compris le moyen privilégié à mettre en application pour cette année.

Nous vous remercions de vous aviser au préalable (par email) au moins 3 jours avant la réunion de votre présence ou de votre procuration pour une meilleure organisation de la salle.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Fait à Lyon, le 18 Juin 2020

Votre Syndic

Rapport du Conseil Syndical pour l'année 2019

Le conseil syndical, représenté par M. BELL et M. COPINET, a procédé à la vérification des comptes de la copropriété de la résidence, le 29 janvier 2020 dans les locaux du syndic Evotion avec M. RUIVO.

La situation de trésorerie:

La situation comptable remise au conseil syndical indique une situation saine.

Les dépenses de charges courantes pour l'année 2019 sont de 137 395,86 €.

Le budget des dépenses 2020 a été élaboré par le syndic assisté du conseil syndical pour l'exercice du 01/01/20 au 31/12/20 et arrêté à la somme de 138 000 €.

Le compte bancaire est positif : 26 647 € pour 1208 € de factures engagées à ce jour.

Ci-dessous l'inventaire des actions menées et suivies par le conseil syndical avec le concours du syndic Evotion.

Sécurité de la résidence :

Extincteurs :

En juin 2019, plusieurs extincteurs ont été vidés dans les garages de la résidence par des individus extérieurs ou des résidents, ceci pour la deuxième fois depuis la création de la résidence. Le montant de ces incivilités s'élève à 2442,07 €.

Parkings visiteurs :

Des résidents font part régulièrement au conseil syndical de dégradations des véhicules stationnés dans les emplacements réservés aux visiteurs.

Il est également constaté que des résidents utilisent des emplacements interdits au stationnement (places réservées aux manœuvres de véhicules), malgré les panneaux d'affichage qui sont parfois arrachés.

Vols de colis :

Des colis ont été volés, soit dans les boîtes aux lettres, soit devant les entrées des appartements.

Animaux domestiques :

Certains résidents laissent toujours leur animal en liberté dans les espaces verts de la résidence, allant même jusqu'à les laisser faire leurs besoins dans le hall d'entrée de la résidence, ainsi que dans les accès aux garages.

Piscine :

Il est régulièrement constaté :

- que la porte de la piscine n'est pas fermée à clef après le dernier baigneur ;
- que la plupart des baigneurs n'utilisent pas la douche avant la baignade ;
- que certains se permettent d'amener des boissons alcoolisées dans des verres et bouteille en verre ;
- que certains fument dans l'enceinte de la piscine malgré le règlement ;
- que certains vont même jusqu'à uriner derrière le pool house ;
- et que beaucoup de baigneurs ne portent pas de bracelet comme le prévoit le règlement.

Au vu de ces incivilités, le conseil syndical a, dans un premier temps, mis en place des poignées fixes aux accès équipés de serrure, dans le but de commencer à tranquilliser la résidence, tout en respectant les règles de sécurité conforme aux issues de secours.

Une grande partie des résidents des bâtiments A et B souhaitent davantage de sécurité dans cette copropriété.

A ce titre, il sera mis à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale du mardi 17 mars 2020, des actions visant à plus de sécurité par :

- la pose d'un système digicode à l'entrée de l'ascenseur, évitant ainsi à toute personne étrangère ou non autorisée d'accéder aux étages, comme il a été fait pour les accès aux garages ainsi qu'aux cages d'escaliers ;
- la pose de caméras dans le hall d'entrée ainsi que dans les entrées des garages ;
- un vigik sur la porte d'entrée de la piscine, permettra l'accès aux seuls résidents et à leurs invités et renforcera la sécurité.

Chauffage :

Nous avons changé le fournisseur de gaz ENGIE par Gaz Européen, meilleur tarif, plus fiable et réactif.

Eau :

Concernant l'eau froide qui coule à une température supérieure à la normale, une analyse de recherche de légionellose a été effectuée, aucune anomalie n'a été constatée.

Ascenseurs :

Le contrat de la société OTIS a été résilié au profit de la société SCHINDLER, beaucoup plus réactive en cas de panne.

Bâtiment C :

Pour donner suite à l'affectation des appartements du RDC du bâtiment C, une nouvelle répartition, afférente au chauffage, a été établie par le notaire comme suit :

- BAT C : 2928/10370 (centièmes)
- BAT A et B : 7442/10370 (centièmes)

Litiges avec le promoteur BOUYGUES :

Les litiges (eau, électricité, gaz et piscine) ont été résolus et la régularisation comptable a été faite.

Pour les parkings visiteurs, le conseil syndical a mandaté Mr Gouret et Mr Attias pour renégocier avec le promoteur Bouygues, sachant que ces parkings dits visiteurs sont actuellement lotis et que le permis de construire stipule un certain nombre de parkings visiteurs inclus dans les parties communes. Mr Gouret et Mr Attias ont pu rencontrer le responsable de Bouygues immobilier Mr Roy, le 12/11/2019. Une réponse de Bouygues aurait dû être faite fin décembre 2019. Une lettre recommandée avec AR a été transmise à Mr Roy Bouygues immobilier, le 27/01/2020.

Nettoyage :

Suite à de nombreuses défaillances du prestataire ECS, le conseil syndical a été unanime pour changer de prestataire. A compter du 1er mars 2020, la société AFNET remplacera la société ECS.

Etude énergétique :

Le conseil syndical a validé l'offre ACTINEO pour la certification de la RT 2012 au sein de la copropriété.

Un premier passage à la caméra thermique a été réalisé cet été pour le repérage des canalisations d'eau chaude dans les bâtiments A et B avant la remise en marche du chauffage.

Le bureau des fluides ACTINEO a ensuite déposé des sondes enregistreuses dans 8 appartements des bâtiments A et B pour évaluer la température ambiante.

Le responsable ACTINEO fera une présentation de l'audit au syndic EVOTION le 12 février 2020 en présence de membres du conseil syndical.

Espaces verts :

La pelouse de la piscine avait été refaite, mais au vu du résultat, le conseil syndical a demandé la reprise de cette pelouse par la société OSEPIAN.

Cinq érables verts ont été plantés derrière la roseraie, deux d'entre eux ont séché, ils ont été remplacés au titre de la garantie et replantés côté piscine devant le BAT C.

Au vu des nombreuses déconvenues avec le paysagiste OSEPIAN, le contrat a été dénoncé avec mesures conservatoires dès le 31 janvier 2020 (échéance contractuelle étant au 30/04/2020 et le préavis de 2 mois).

Piscine :

La société Téréo ne peut pas chiffrer la pose d'une bâche pour l'hivernage de la piscine, la configuration avec le retour en « L » ne permettra pas d'avoir une bâche adaptée.

Etude du Parc :

La commission dédiée pour travailler sur le support de Mr FAYOLLE est composée de Mme GOURET, Mme DERVISSOGLOU, Mr ~~ANSELLEY~~, Mr HIOLIN. Des chiffrages seront réalisés par Mr FAYOLLE pour l'entretien du parc et pour la replantation de certains arbres qui auront été pris en compte par cette commission.

L'abattage du tilleul coté BAT A a été fait par la société FAYOLLE courant juin 2019.

La responsabilité de la copropriété (Bat A et B) n'est pas engagée après la chute d'un pin noir d'Autriche qui avait provoqué des dommages au BAT C, le litige entre l'assurance et OSEPIAN est en cours.

Les membres du Conseil Syndical restent à votre disposition pour répondre à vos questions ou interrogations et comptent sur votre participation lors de la prochaine assemblée générale qui aura lieu le mardi 17 mars 2020. Si vous n'êtes pas disponible le jour de l'A.G., pensez à donner votre pouvoir à une personne de votre choix.

Report au 26/05/2020 Covid-19
↳ Report 21/25/2020 -

Contrat de Syndic de Copropriété



Puisqu'aujourd'hui rien ne se fait sans confiance, nous nous engageons à vous accompagner au quotidien dans la gestion et le développement de votre patrimoine.

L'implication : un facteur clé pour la gestion de votre immeuble.

Une visite des immeubles régulière : pour un contrôle objectif et pérenne.

Un suivi des consommables : analyse et comparatif de l'ensemble des consommables pour une quantification de leurs évolutions en volume et en valeur.

Un contrôle assidu : des comptes à chaque mi-exercice et une renégociation des contrats chaque année.

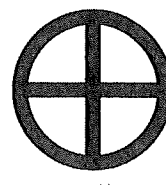
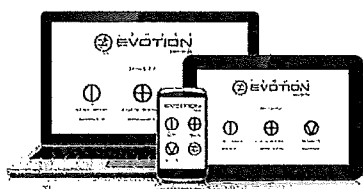
Optez pour la **disponibilité** : individualisation de chaque problématique ou solution à apporter.

Intervention rapide sur site en cas de nécessité.

Bénéficier d'une **équipe** avec des interlocuteurs dédiés et identifiés : capacité à répondre à toutes vos questions techniques, administratives ou comptables.

Restez **toujours informés** : clarté dans toutes les démarches entreprises, explications fournies rapidement sur celles-ci. Information régulière transmises à nos clients dans le suivi des opérations entreprises.

Notre syndic de copropriété mise sur la différence.



SYNDIC



Site internet

Nouvelle

Génération.

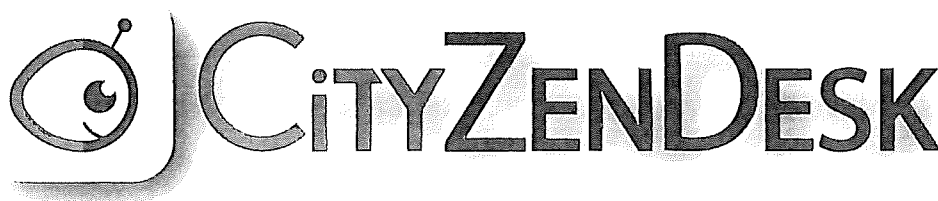
- Paiement des charges de copropriété par l'Extranet
- Espace d'échange privé sur internet pour votre copropriété offert
- Extranet avec accès à la comptabilité et à vos archives
- Demande express avec réponse de suivi garantie sous 24H

Cliquez :



- La première **application Smartphone** pour gérer, informer, réparer les incidents en copropriété !

Essayez :



CONTRAT DE SYNDIC

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1. LE SYNDICAT DES COPROPRIÉTAIRES

Le Syndicat des copropriétaires de la copropriété JARDIN BACCARA sise 42Ter, 42 Bis Avenue du 8 Mai 1945 à Tassin (69160).

comprenant 77 lots principaux

Représenté par Monsieur ou Madame

Spécialement mandaté à cet effet par l'assemblée générale du 02/09/2020.

Titulaire d'un contrat d'assurance responsabilité civile souscrit le / / à .

Inscrit dans le registre des mandats sous le n° .

Ci-après dénommé le Syndicat

D'une part,

ET :

2. LE SYNDIC

La Société par Actions Simplifiées AF GESTION LYON 2, administrateur de biens - syndic de copropriété, ayant son siège social au 11 place Bellecour à Lyon (69002). Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le n°538 000 019.

Représentée par Monsieur BARBIER Sylvain, en sa qualité de président, titulaire de la carte professionnelle mention « Syndic de Copropriété, Gestion Immobilière et Transaction sur Immeubles et fonds de commerce » n° CPI 6901 2018 000 025 051, délivrée par la Chambre de Commerce de Lyon, garanti par GALIAN, 89 rue de la Boétie 75008 Paris, sous le n°111226 X et assuré en responsabilité civile professionnelle auprès de COVEA RISKS, 19-21 allées de l'Europe 92616 Clichy Cedex, sous le n° de police 120137405.

D'autre part,

IL A ÉTÉ FAIT ET CONVENU CE QUI SUIT :

Par décision prise en Assemblée Générale des copropriétaires réunie le 02/09/2020, le syndicat confie au cabinet AF GESTION LYON 2 qui l'accepte, les fonctions du syndic dudit immeuble, définies à l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965 et aux clauses et conditions ci-dessous. En contrepartie de la liberté tarifaire de la prestation de syndic, nous nous engageons à une information préalable, claire et détaillée aux copropriétaires sur le contenu du présent contrat et sur les modalités de calcul des honoraires, en particulier, pour ce qui concerne les prestations invariables relevant d'un forfait annuel et les prestations qualifiées de particulières, non identifiable dans le cadre d'un forfait annuel.

3. FONCTIONS

Le Syndicat donne mandat au cabinet ci-dessus, qui accepte d'exercer la mission de Syndic de l'immeuble ci-dessus indiquée, dans le cadre de la loi du 10 juillet 1965 et du décret du 17 mars 1967, modifiés par la loi du 31 décembre 1981, et des recommandations émises par la Commission Relative à la Copropriété, aux clauses et conditions ci-après.

Les articles 1984 et suivants du Code Civil s'y appliquent de façon supplétive.

4. DURÉE

Le présent contrat est conclu pour une durée de 1 an. Il commencera le 1/07/2020 pour se terminer le 30/06/2021.

Conformément au Décret n°2015-342 du 26 mars 2015 définissant le contrat type de syndic de copropriété, le contrat n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

5. RÉVOCATION DU SYNDIC

Le contrat peut être révoqué par l'Assemblée Générale des copropriétaires statuant à la majorité des voix de tous les copropriétaires (art. 25 de la loi du 10 juillet 1965).

Cette révocation doit être fondée sur un motif légitime.

La délibération de l'Assemblée générale désignant un nouveau syndic vaut révocation de l'ancien à compter de la prise de fonction du nouveau (art. 18, dernier alinéa, de la loi du 10 juillet 1965).

6. DÉMISSION DU SYNDIC

Le Syndic de son côté, pourra pendant la même période mettre fin à ses fonctions à condition d'en prévenir par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins 3 mois à l'avance, en indiquant les raisons fondées et graves de sa démission, le Président du Conseil Syndical, ou à défaut chaque copropriétaire.

7. NOUVELLE DÉSIGNATION DU SYNDIC

À la fin du présent contrat, l'assemblée générale des copropriétaires procède à la désignation du syndic de la copropriété. Un nouveau contrat, soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale, est conclu avec le syndic renouvelé dans ses fonctions ou avec le nouveau syndic.

L'Assemblée générale appelée à se prononcer sur cette désignation est précédée d'une mise en concurrence de plusieurs projets de contrat, qui s'effectue dans les conditions précisées de l'article 21 de la loi du 10 juillet 1965.

8. FICHE SYNTHÉTIQUE DE COPROPRIÉTÉ

En application de l'article 8-2 de la loi du 10 juillet 1965, le syndic établit une fiche synthétique de la copropriété regroupant les données financières et techniques essentielles relatives à la copropriété et à son bâti, dont le contenu est défini par décret. Le syndic met à jour la fiche synthétique de la copropriété chaque année.

Le syndic met cette fiche à disposition des copropriétaires. Il la communique dans les quinze jours au copropriétaire qui en fait la demande par lettre recommandée avec accusé de réception ou autres modalités par courriel ou à défaut par lettre simple. (Rayer les mentions inutiles).

À défaut, il est tenu à la pénalité financière suivante : 1,00 € par jour de retard.

Cette pénalité est déduite de la rémunération du syndic lors du dernier appel de charges de l'exercice.

Le défaut de réalisation de la fiche synthétique est un motif de révocation du syndic.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux syndicats administrant des immeubles à destination totale autre que d'habitation.

9. PRESTATIONS ET MODALITÉS DE RÉMUNÉRATIONS DU SYNDIC PROFESSIONNEL

Les jours et heures ouvrables de référence pour la détermination des modalités de rémunérations sont fixés comme suit :

Du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Le vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Le samedi l'agence est fermée.

Sauf en cas d'urgence, les démarches individuelles de chaque copropriétaire ou occupant de l'immeuble auprès du syndic s'effectuent aux jours et heures suivantes (accueil physique et/ou téléphonique effectif) :

Accueil physique :

Du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Le vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Le samedi l'agence est fermée.

Accueil téléphonique :

Du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Le vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Le samedi l'agence est fermée.

La rémunération du syndic professionnel est déterminée de manière forfaitaire.

Toutefois, une rémunération spécifique peut être perçue en contrepartie des prestations particulières limitativement énumérées à l'annexe 2 du décret du 17 mars 1967 et dans les conditions stipulées au 7.2 du présent contrat (art. 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965).

9.1. LE FORFAIT

I. CONTENU DU FORFAIT

Le forfait convenu entre les parties comprend toutes les prestations fournies par le syndic au titre de sa mission, à l'exclusion des prestations limitativement énumérées à l'annexe 2 du décret du 17 mars 1967. A ce titre, il effectue les visites et vérifications périodiques de la copropriété impliquée par la mission relative à l'administration, à la conservation, à la garde et à l'entretien de l'immeuble.

Il est convenu la réalisation, au minimum, de 12 visites et vérifications périodiques de la copropriété d'une durée minimum de 1 heures, avec ou sans rédaction d'un rapport et en présence ou hors la présence du président du conseil syndical. Une liste non limitative des prestations incluses dans le forfait est précisée dans le présent contrat.

Il est bien prévu dans ce présent contrat « tout compris » que seuls les affranchissements en recommandés ou i-recommandés et les éventuelles locations de salle seront facturés en plus.

Les frais de reprographie et les frais administratifs afférents aux prestations sont inclus dans la rémunération forfaitaire. Ne donnent lieu à aucune rémunération supplémentaire et sont comprises dans la rémunération forfaitaire :

- les formalités de déclaration de sinistre concernant les parties communes et les parties privatives quand le sinistre a source dans les parties communes ;
- la gestion des règlements aux bénéficiaires.

Les frais de location de salle seront offerts pour toutes les assemblées générales pouvant être réalisées dans nos locaux avec un maximum de 55 participants. Pour les autres cas les frais de location de salle seront facturés au réel.

Les parties conviennent que l'assemblée générale annuelle sera tenue pour une durée de 3 heures à l'intérieur d'une plage horaire allant de 9 heure à 21 heure, par :

- le syndic
 - un ou plusieurs préposés
- (Rayer les mentions inutiles).

II. PRESTATIONS OPTIONNELLES QUI PEUVENT ÊTRE INCLUSES DANS LE FORFAIT SUR DÉCISION DES PARTIES

Le forfait convenu entre les parties en vertu du présent contrat pourra expressément inclure l'une ou plusieurs des prestations ci-dessous :

(Si les parties conviennent de retenir une prestation, elles remplissent les mentions ci-dessous afin de préciser ses modalités d'exécution. Elles rayer les mentions inutiles.)

~~La préparation, convocation et tenue de Assemblée(s) Générale(s), autre(s) que l'Assemblée Générale annuelle de heures, à l'intérieur d'une plage horaire allant de heure(s) à heures ;~~

L'organisation de 4 réunions avec le conseil syndical d'une durée de 2 heure jusqu'à 19 heure.

III. PRESTATIONS QUI PEUVENT ÊTRE EXCLUES DES MISSIONS DU SYNDIC SUR DÉCISION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES COPROPRIÉTAIRES

En application de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, l'Assemblée Générale des copropriétaires peut, par décision spéciale prise aux conditions précisées par cet article :

- Dispenser le syndic d'ouvrir un compte bancaire ou postal séparé ;
- Dispenser le syndic d'offrir un accès en ligne sécurisé aux documents dématérialisée relatifs à la gestion de l'immeuble ou des lots gérés ;
- Confier les archives du syndicat des copropriétaires à une entreprise spécialisée aux frais du syndicat.

En cas de décision régulièrement adoptée par l'Assemblée Générale antérieurement à la conclusion du présent contrat, la prestation considérée n'est pas incluse dans le forfait.

IV. MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION

Le Syndic réalisera les prestations définies ci-dessous qui donneront lieu aux rémunérations indiquées ci-après.

Les honoraires forfaitaires HT du syndic, pour ses prestations, sont fixés, pour l'année civile en cours à :
Trésorerie déposée ou non avec un compte séparé ouvert au nom du Syndicat des copropriétaires.

Les frais d'affranchissements et d'acheminements sont facturés au réel.

	Contrat d'1 an
Total HT	10 000.00 € HT
TVA	2 000.00 €
Total TTC	12 000.00 € TTC*

* tarif communiqué pour 12 mois d'activité.

Modalités de paiement (rayer la mention inutile) :

- Trimestre d'avance ;
- Suivant la périodicité suivante (préciser le terme) : trimestrielle .

~~Elle peut être révisée chaque année au 1^{er} Janvier selon l'indice BT01 de l'année en cours :~~

Les dépassements des horaires et durées convenus pour la tenue des Assemblées Générales, réunions et visites/vérifications périodiques incluses dans le forfait sont facturés selon le coût horaire mentionné au 9. 2. I.

L'envoi des documents afférents aux prestations du forfait donne lieu à remboursement au syndic des frais d'affranchissement ou d'acheminement engagés.

Dans l'hypothèse où l'Assemblée Générale des copropriétaires a, en cours d'exécution du présent contrat et dans les conditions précisées à l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, décidé de confier les archives du syndicat à une entreprise spécialisée, le montant de sa rémunération forfaitaire annuelle hors taxe est imputé soit (rayer la mention inutile) :

- ~~- De la somme de _____ € (que les parties conviennent de fixer dès à présent) ;~~
- De la somme toutes taxes comprises effectivement facturée au syndicat par le tiers auquel cette tâche aura été confiée (sur justificatif).

Dans l'hypothèse où l'Assemblée Générale des copropriétaires a, en cours d'exécution du présent contrat et dans les conditions précisées à l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, décidé de dispenser le syndic de son obligation de mise à disposition d'un service d'accès en ligne aux documents dématérialisés, le montant de sa rémunération forfaitaire annuelle est imputé soit (rayer la mention inutile) :

- ~~- De la somme de _____ € (que les parties conviennent de fixer dès à présent) ;~~
- De la somme toutes taxes comprises effectivement facturée au syndicat par le tiers auquel cette tâche aura été confiée (sur justificatif).

Le montant de l'imputation prévue au titre des deux derniers alinéas est calculé prorata temporis de la période restant à courir jusqu'à la date d'exigibilité de la rémunération.

9.2. PRESTATIONS PARTICULIÈRES POUVANT DONNER LIEU À RÉMUNÉRATION COMPLÉMENTAIRE

I. MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION DES PRESTATIONS PARTICULIÈRES

La rémunération due au syndic professionnel au titre des prestations particulières est calculée :

- Soit en application du coût horaire ci-dessous, appliqué au prorata du temps passé :

	HT	TVA	TTC
Tarif vacation heure Syndic pendant les heures ouvrables	50,00 €€	10.00 €€	60.00 €€
Tarif vacation heure Syndic pendant les heures non ouvrables	90,00 €€	18.00 €€	108.00 €€

- Soit en application du tarif convenu par les parties pour chaque prestation particulière.

La rémunération due au titre des prestations particulières s'entend hors frais d'envoi. L'envoi des documents afférents aux prestations particulières donne lieu à remboursement au syndic des frais d'affranchissement ou d'acheminement engagés.

II. PRESTATIONS RELATIVES AUX RÉUNIONS ET VISITES SUPPLÉMENTAIRES (AU-DELÀ DU CONTENU DU FORFAIT STIPULÉ AUX 9.2.I ET 9.2.III)

	HT	TVA	TTC
Préparation, convocation et tenue d'une Assemblée Générale supplémentaire de 2 heures, à l'intérieur d'une plage horaire allant de 18 à 21 heures	89,70 € par heure	17,94 € par heure	107,64 € par heure
Organisation d'une réunion supplémentaire avec le conseil syndical d'une durée de ____ heure(s), par rapport à celle(s) incluse(s) dans le forfait au titre du 9.1.III	89,70 € par heure	17,94 € par heure	107,64 € par heure
Réalisation d'une visite supplémentaire de la copropriété avec rédaction d'un rapport / sans rédaction d'un rapport et en présence du conseil syndical / hors la présence du conseil syndical (rayer les mentions inutiles), par rapport à celle(s) incluse(s) dans le forfait au titre du 9.1.I	125,00 €	25,00 €	150,00 €

III. PRESTATIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ ET À L'ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION

	HT	TVA	TTC
Établissement ou modification du règlement de copropriété à la suite d'une décision du syndicat prise en application de l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965 (si l'Assemblée Générale décide, par un vote spécifique, de confier ces prestations au syndic)	200,00 €	40,00 €	240,00 €
Publication de l'état descriptif de division et du règlement de copropriété ou des modifications apportées à ces actes	200,00 €	40,00 €	240,00 €

IV. PRESTATIONS DE GESTION ADMINISTRATIVE ET MATÉRIELLE RELATIVES AUX SINISTRES

	HT	TVA	TTC
Déplacements sur les lieux	62,50 €	12,50 €	75,00 €
Prise de mesures conservatoires	250,00 €	50,00 €	300,00 €
Assistance aux mesures d'expertise	45,83 € par heure	9,17 € par heure	55,00 € par heure
Suivi du dossier auprès de l'assureur	125,00 €	25,00 €	150,00 €

Les prestations effectuées en dehors des jours et heures ouvrables et rendues nécessaires par urgence sont facturées (rayer la mention inutile) :

~~Sans majoration ;~~

- Au coût horaire majoré de 30 %.

Toute somme versée par l'assureur au syndic au titre de la couverture des diligences effectuées par ce dernier dans le cadre du règlement d'un sinistre vient en déduction de la rémunération due en application du présent article.

V. PRESTATIONS RELATIVES AUX TRAVAUX ET ÉTUDES TECHNIQUES

Les travaux dont la liste est fixée à l'article 44 du décret du 17 mars 1967 peuvent faire l'objet d'honoraires spécifiques. Ces honoraires concernent :

- Les travaux de conservation ou d'entretien de l'immeuble, autres que ceux de maintenance ou d'entretien courant ;

- Les travaux portant sur les éléments d'équipement communs, autres que ceux de maintenance ;
- Les travaux d'amélioration, tels que la transformation d'un ou plusieurs éléments d'équipement existants, l'adjonction d'éléments nouveaux, l'aménagement de locaux affectés à l'usage commun ou la création de tels locaux, l'affouillement du sol ou la surélévation de bâtiments ;
- Les études techniques, telles que les diagnostics ou consultations ;
- D'une manière générale, les travaux qui ne concourent pas à la maintenance et à l'administration des parties communes ou à la maintenance et au fonctionnement des équipements communs de l'immeuble.

Les honoraires complémentaires éventuels sont votés lors de la même Assemblée Générale que les travaux concernés et aux mêmes règles de majorité (article 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965).

Le présent contrat ne peut se lire comme fixant un barème relatif à ces honoraires spécifiques, même à titre indicatif.

Une telle rémunération fixée dans le projet de résolution soumis au vote de l'Assemblée Générale doit être exprimée en pourcentage du montant hors taxes des travaux, à un taux dégressif selon l'importance des travaux préalablement à leur exécution.

Le choix du prestataire par l'Assemblée Générale est précédé d'une mise en concurrence dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 21 de la loi du 10 juillet 1965 et à l'article 19-2 du décret du 17 mars 1967.

Les diligences entreprises par le syndic dans le cadre de la réalisation du diagnostic de performance énergétique collectif et de l'audit énergétique peuvent donner lieu à rémunération dans les conditions prévues au présent article.

VI. PRESTATIONS RELATIVES AUX LITIGES ET CONTENTIEUX

	HT	TVA	TTC
Mise en demeure d'un tiers par lettre recommandée avec accusé de réception	15,00 €€	3,00 €€	18,00 €€
Constitution du dossier transmis à l'avocat, à l'huissier de justice ou à l'assureur protection juridique (à l'exclusion des formalités visées au 9.2.IV)	150,00 €€	30,00 €	180,00 €
Suivi du dossier transmis	Vacation heure		Voir Article 9.2.1

VII. AUTRES PRESTATIONS

	HT	TVA	TTC
Diligences spécifiquement liées à la préparation des décisions d'acquisition ou de disposition des parties communes	150,00 €€	30,00 €	180,00 €
Reprise de la comptabilité sur exercice(s) antérieur(s) non approuvés ou non répartis (changement de syndic)	Inclus dans notre contrat		
Représentation du syndicat aux Assemblées d'une structure extérieure (syndicat secondaire, union des syndicats, association syndicale libre) créée en cours de mandat ainsi qu'aux Assemblées supplémentaires de ces mêmes structures si elles existaient antérieurement à la signature du présent contrat	Vacation heure (Voir article 9.2.1)		
Constitution du dossier d'emprunt souscrit au nom du syndicat en application de l'article 26-4 alinéas 1 et 2 de la loi du 10 juillet 1965	Vacation heure (Voir article 9.2.1)		
Constitution et suivi d'un dossier de subvention accordé au syndicat	Vacation heure (Voir article 9.2.1)		
Immatriculation initiale du syndicat	Vacation heure (Voir article 9.2.1)		

Mise à disposition de la salle de réunion dans nos locaux	Inclus dans notre contrat
---	---------------------------

Gestion des opérations financières de l'article 35-1 du décret du 17 mars 1967 et du placement de toutes indemnités pouvant revenir au syndicat	Inclus dans notre contrat
---	---------------------------

Gestion et suivi des dossiers sinistres	Inclus dans notre contrat
---	---------------------------

Location de salle extérieure	Facturation au réel
Tirage des documents (au réel)	Inclus dans notre contrat
Frais d'affranchissements, d'acheminements de toute correspondance (au réel)	Tarif postal en vigueur

10. FRAIS ET HONORAIRES IMPUTABLES AUX SEULS COPROPRIÉTAIRES

Le coût des prestations suivantes est imputable au seul copropriétaire concerné et non au syndicat des copropriétaires qui ne peut être tenu d'aucune somme à ce titre.

	HT	TVA	TTC
Frais de recouvrement :			
- Mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception	15,00 €€	3,00 €€	18,00 €€
Relance après mise en demeure	13,38 €€	2,67 €€	16,05 €€
Conclusion d'un protocole d'accord par acte sous seing privé	Vacation heure		
- Frais de constitution d'hypothèque	75,00 €€	15,00 €€	90,00 €€
- Frais de mainlevée d'hypothèque	75,00 €€	15,00 €€	90,00 €€
- Dépôt d'une requête en injonction de payer	75,00 €€	15,00 €€	90,00 €€
- Constitution du dossier transmis à l'auxiliaire de justice (uniquement en cas de diligences exceptionnelles)	Vacation heure		
- Suivi du dossier transmis à l'avocat (uniquement en cas de diligences exceptionnelles)	Vacation heure		
Frais et honoraires liés aux mutations :			
- Établissement de l'état daté	300,00 €€	60,00 €€	360,00 €€
- Opposition sur mutation (article 20 de la loi du 10 juillet 1965)	Inclus dans notre contrat		
- Délivrance du certificat prévu à l'article 20 II de la loi du 10 juillet 1965	Inclus dans notre contrat		
- Frais de délivrance des documents sur support papier (article 33 du décret du 17 mars 1967 et R. 143-3 du Code de la Construction et de l'Habitation) :	Inclus dans notre contrat		
- Délivrance d'une copie du carnet d'entretien	16,67 €	3,33 €	20,00 €
- Délivrance d'une copie du carnet d'entretien dématérialisé	Inclus dans notre contrat		
- Délivrance d'une copie des diagnostics techniques	25,00 € €	5,00 € €	30,00 € €
- Délivrance des informations nécessaires à la réalisation d'un diagnostic de performance énergétique individuel mentionnées à l'article R. 143-3 du Code de la Construction et de l'Habitation	25,00 € €	5,00 € €	30,00 € €
- Délivrance au copropriétaire d'une copie certifiée conforme ou d'un extrait de procès-verbal d'Assemblée Générale ainsi que des copies et annexes (hors notification effectuée en application de l'article 18 du décret du 17 mars 1967)	Inclus dans notre contrat		

11. LISTE NON LIMITATIVES DES PRESTATIONS INCLUSES DANS LE FORFAIT

	PRESTATIONS	DETAILS
I. - ASSEMBLEE GENERALE	I-1° Préparation de l'assemblée générale.	a) Etablissement de l'ordre du jour ; b) Mise à disposition de tous les copropriétaires des différentes pièces comptables et justificatives dans les conditions prévues à l'article 18-1 de la loi du 10 juillet 1965.
	I-2° Convocation à l'assemblée générale	a) Elaboration et envoi de la convocation avec l'ordre du jour, des documents à joindre à la convocation et des projets de résolutions.
	I-3° Tenue de l'assemblée générale.	a) Présence du syndic ou de son représentant à l'assemblée générale suivant les stipulations prévues par le contrat au titre du forfait ; b) Etablissement de la feuille de présence, émargement, vérification des voix et des pouvoirs ; c) Rédaction et tenue du registre des procès-verbaux.
	I-4° Information relative aux décisions prises en assemblée générale.	a) Envoi et notification du procès-verbal comportant les décisions prises en assemblée générale aux copropriétaires (opposant ou défaillant) ; b) Information des occupants de chaque immeuble de la copropriété des décisions prises par l'assemblée générale par affichage d'un procès-verbal dans les parties communes.
II. - CONSEIL SYNDICAL	II-5° Mise à disposition et communication au conseil syndical de toutes pièces ou documents se rapportant à la gestion du syndicat ou des lots gérés (notamment par accès en ligne sécurisé) ;	
	II-6° Recueil des avis écrits du conseil syndical lorsque sa consultation est obligatoire.	
III. - GESTION DES OPERATIONS FINANCIERES ET COMPTABILITE GENERALE DE LA COPROPRIETE	III-7° Comptabilité du syndicat.	a) Etablissement des comptes de gestion et des annexes du syndicat des copropriétaires, conformément à l'article 14-3 de la loi du 10 juillet 1965 ; b) Etablissement du budget prévisionnel, en collaboration avec le conseil syndical, conformément à l'article 14-1 de la même loi et au décret n° 2005-240 du 14 mars 2005 ; c) Présentation des comptes en conformité avec la réglementation en vigueur.
	III-8° Comptes bancaires.	a) Ouverture d'un compte bancaire séparé ou, le cas échéant, d'un sous-compte individualisé en cas de dispense (résultant d'une décision de l'assemblée générale des copropriétaires statuant dans les conditions prévues au II de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965) ; b) Ouverture d'un compte bancaire séparé destiné à recevoir les cotisations prévues à l'article 14-2 de la loi du 10 juillet 1965.
	III-9° Comptabilité séparée de chaque copropriétaire.	a) Tenue des comptes de chaque copropriétaire ; b) Appel des provisions sur budget prévisionnel ; c) Imputations des consommations individuelles de fluide ou d'énergie ; d) Reconstitution des consommations, forfaits et régularisations sur compteurs en l'absence de relevé ; e) Appels sur régularisations de charge ; f) Appels des cotisations du fonds de travaux.
	III-10° Autres.	a) Vérification et paiement des factures des fournisseurs et prestataires ; b) Recouvrement des créances auprès des tiers : relance par lettre simple avant mise en demeure ; c) Calcul des intérêts légaux au profit du syndicat ; d) Attestation de TVA aux fournisseurs et prestataires.
	III-11° Remise au syndic successeur.	a) Remise de l'état financier, de la totalité des fonds, de l'état des comptes des copropriétaires et des comptes du syndicat.

IV. - ADMINISTRATION ET GESTION DE LA COPROPRIETE EN CONFORMITE AVEC LE REGLEMENT DE COPROPRIETE	IV-12° Immatriculation du syndicat.	a) Mise à jour du registre d'immatriculation.
	IV-13° Documents obligatoires.	a) Elaboration et mise à jour de la fiche synthétique de copropriété ; b) Gestion de tous les audits, diagnostics et dossiers obligatoires (à l'exclusion du diagnostic de performance énergétique collectif et de l'audit énergétique, qui peuvent faire l'objet d'honoraires spécifiques dans les conditions précisées au 7.2.5 du présent contrat) ; c) Etablissement et mise à jour du carnet d'entretien conformément au décret n° 2001-477 du 30 mai 2001 ; d) Etablissement et mise à jour de la liste des copropriétaires ; e) Notification de l'exercice du droit de délaissement prévue au III de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965.
	IV-14° Archives du syndicat et accès en ligne sécurisé aux documents dématérialisés.	a) Détention et conservation des archives, notamment les plans, le règlement de copropriété, l'état de répartition des charges, l'état de division, les procès-verbaux des assemblées générales, les diagnostics techniques, les contrats de travaux des préposés du syndicat, les contrats d'assurance de l'immeuble et documents nécessaires pour leur mise en œuvre, les documents et décisions de justice relatifs à l'immeuble dont les délais de contestation ne sont pas révolus, les contrats d'entretien et de maintenance des équipements communs ainsi que toute pièce administrative (l'assemblée générale, statuant à la majorité de tous les copropriétaires, peut décider de confier les archives du syndicat des copropriétaires à une entreprise spécialisée aux frais du syndicat en application du I de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965) ; b) Transmission des archives au syndic successeur ; c) Elaboration et transmission au conseil syndical du bordereau récapitulatif des archives transmises au syndic successeur ; d) Mise à disposition d'un accès en ligne sécurisé aux documents dématérialisés relatifs à la gestion de l'immeuble ou des lots gérés (sauf décision contraire de l'assemblée générale des copropriétaires statuant dans les conditions prévues à l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965).
	IV-15° Entretien courant et maintenance.	a) Visites de la copropriété et vérifications, selon les stipulations prévues au contrat ; b) Gestion des travaux d'entretien courant et de maintenance visés à l'article 45 du décret du 17 mars 1967 ; c) Vérifications périodiques imposées par les réglementations en vigueur sur les éléments d'équipement communs ; d) Négociation, passation, suivi des marchés des prestataires et gestion des contrats à l'échéance dans le cadre du budget prévisionnel ; e) Etablissement et présentation à l'assemblée générale, au moins tous les trois ans, de la liste des travaux d'entretien et de conservation des parties communes et des éléments d'équipement commun nécessaires dans les trois années à échoir, en vue de la constitution de provisions spéciales ; f) En vue de la consultation au cours d'une assemblée générale incluse dans le forfait, appel d'offres, étude des devis et mise en concurrence résultant de la demande d'une pluralité de devis ou de l'établissement d'un devis descriptif soumis à l'évaluation de plusieurs entreprises lorsque celle-ci est obligatoire dans le cadre des travaux de maintenance définis à l'article 45 du décret du 17 mars 1967.
V. - ASSURANCES	V-16° Souscription des polices d'assurance au nom du syndicat soumis au vote de l'assemblée générale.	
	V-17° Déclaration des sinistres concernant les parties communes ou les parties privatives lorsque le dommage a sa source dans les parties communes.	
	V-18° Règlement des indemnités aux bénéficiaires.	

VI. - GESTION DU PERSONNEL	VI-19° Recherche et entretien préalable.	
	VI-20° Etablissement du contrat de travail et de ses avenants éventuels.	
	VI-21° Gestion des procédures de rupture du contrat de travail.	
	VI-22° Paiement du salaire, tenue du livre des salaires, édition des bulletins de paies.	
	VI-23° Déclarations et paiement aux organismes fiscaux et sociaux.	
	VI-24° Attestations et déclarations obligatoires.	
	VI-25° Gestion des remplacements pendant les congés, arrêts maladie et maternité.	
	VI-26° Mise en place et mise à jour du document unique d'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.	
	VI-27° Gestion de la formation du personnel du syndicat. VI-28° contrôle d'activité du personnel du syndicat.	

12. COPROPRIÉTÉ EN DIFFICULTÉ

En application de l'article 29-1 de la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, la désignation d'un administrateur provisoire entraîne la cessation de plein droit sans indemnité du présent contrat.

13. REDDITION DES COMPTES

La reddition des comptes interviendra tous les ans à la date arrêtée au

14. COMPÉTENCE

Tous les syndics nés de l'exécution du présent contrat sont de la compétence de la juridiction du lieu de situation de l'immeuble.

Les parties élisent domicile aux fins des présentes, aux adresses ci-dessous :

Pour le syndic : Lyon.

Pour le syndicat : Lyon.

Pour l'entière exécution des présentes, les parties élisent domicile, pour le Syndicat, à l'immeuble, pour le Syndic.

Fait à Lyon, le Comprenant 13 pages.

Signatures précédées de la mention « LU ET APPROUVÉ ».

Pour le Syndic

Pour le Syndicat

- (1) Dans la limite de trois ans maximum (article 28 du décret du 17 mars 1967)
- (2) Le contrat de syndic confié à l'organisme d'habitation à loyer modéré en application de l'article L. 443-15 du code de la construction et de l'habitation prend fin dans les conditions prévues par cet article. Le mandat de syndic confié par un syndicat coopératif prend fin dans les conditions prévues à l'article 41 du décret du 17 mars 1967.
- (3) Le cas échéant, la majorité prévue à l'article 25-1 de cette loi est applicable.
- (4) Conformément à l'article 54-IV de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, la fiche synthétique doit être établie à compter du :
 - 31 décembre 2016, pour les syndicats de copropriétaires comportant plus de 200 lots ;
 - 31 décembre 2017, pour les syndicats de copropriétaires comportant plus de 50 lots ;
 - 31 décembre 2018, pour les autres syndicats de copropriétaires.
- (5) En application de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, cette possibilité de dispense est applicable uniquement lorsque le syndicat comporte au plus quinze lots à usage de logements, de bureau ou de commerce et que le syndic est soit un professionnel soumis à la loi du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, soit un syndic dont l'activité est soumise à une réglementation professionnelle organisant le maniement de fonds du syndicat.
- (6) En application de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, cette possibilité de dispense est applicable uniquement au syndic professionnel.

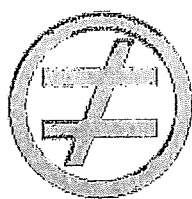


G R O U P E
EVOTION
IMMOBILIER

DEVIS SOUMIS AU VOTE DE L'ASSEMBLEE



**NOUVEAU
SYNDIC.COM**



G R O U P E
EVOTION

IMMOBILIER

SYNTHESE ETUDE ENERGETIQUE

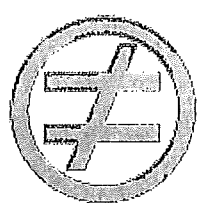


**NOUVEAU
SYNDIC.COM**

SYNTHESE ETUDE ENERGETIQUE JARDIN DE BACCARA (TASSIN)

Synthèse des problématiques constatées et des actions correctives envisageables

Problématiques constatées	Actions correctives
<ul style="list-style-type: none"> - Températures d'eau chaude sanitaire (ECS) mesurée trop hautes sur plusieurs points de puisage de salles de bain (51 à 54°C, doit être inférieure à 50°C, arrêté du 30/11/2005) - Températures d'eau froide sanitaire (EFS) mesurée trop hautes sur plusieurs points de puisage en logements (jusqu'à 30°C, doit être inférieure à 25°C, arrêté du 11/01/2007) - Remontée de la température d'eau froide lors de puisage (jusqu'à 8°C) et durée de stabilisation de température d'eau froide adéquate trop longue (jusqu'à 1 mn) <p>=> causées vraisemblablement par des transferts de calories dans les dalles entre canalisations d'ECS et d'EFS, entre les gaines palières et les nourrices dans les logements</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Faire constater par un huissier ces données - Faire retirer l'ensemble des canalisations situées entre les gaines palières et les nourrices des logements (canalisations en apparent, avec création de faux plafonds dans les paliers d'étages)
<p>Températures ambiantes excessives dans les paliers (mesurées au sol jusqu'à 36,8°C)</p> <p>=> causées par des transferts de chaleur des canalisations dans les dalles</p>	Idem ci-dessus
<p>Canalisations d'ECS et d'EFS <u>possiblement</u> (non vérifiable en l'état sans test destructif) trop proches dans la dalle et non calorifugées pour l'ECS (respect du DTU 60.1)</p>	<p>Vérifier que la construction respecte ces éléments et le DTU 60.1 (notamment espacement minimal de 5 cm entre les canalisations encastrées, canalisations calorifugées)</p> <p>=> obligation de casser la dalle à différents endroits et de constater visuellement</p> <p>En cas de non respect, cf action corrective ci-dessus</p>
<p>Consommations énergétiques très importantes (année 2018) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ratio de gaz élevé (chauffage corrigée DJU + ECS) : 129 kWh/ m².an - Ratio de production d'ECS également élevé : 168 kWh/ m3 (ratio usuel entre 110 et 140 kWh/ m3 pour ce type d'installation) <p>=> causées vraisemblablement en partie par des pertes thermiques au niveau des canalisations d'ECS (cf ci-avant)</p>	<p>Instrumenter la production d'eau chaude sanitaire en chaufferie (compteurs de calories et enregistreurs de températures, sur le départ et le retour de boucle), afin d'estimer le préjudice financier avec les transferts excessifs de calories au niveau des canalisations d'ECS</p>



G R O U P E
EVOTION

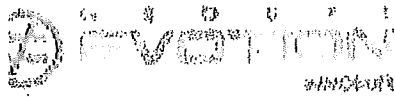
IMMOBILIER

DEVIS : TRAVAUX ESPACES VERTS



**NOUVEAU
SYNDIC.COM**

Pont 15 :



TRAVAIL ESPACES VERTS

Michel RUIVO <m.ruivo@groupe-evotion.com>

Re: JARDIN BACCARA - Commission Espaces Verts Retour suite visite

message

hiolin.

10 février 2020 à 20:1

A : Michel RUIVO <m.ruivo@groupe-evotion.com>

Cc : "micka" , Cecile Dervissoglou

Véronique Gouret

Bonsoir Monsieur Ruivo,

Suite à notre 2ème passage dans le parc nous pensons que la plantation de 2 arbres est nécessaire; Nous ne voyons pas l'utilité de planter celui prévu à l'entrée du 42 bis.

Nous nous demandons si il est nécessaire de prévoir un budget pour supprimer les branches mortes dans les arbres car cela est purement esthétique... ou alors on décide de le faire juste cette année pour partir sur de bonnes bases :)

De ce fait nous proposons de prévoir un budget de 2400€ + plantation de 2 arbres.

Véronique, Cécile et Michael, merci de compléter ce mail si vous le souhaitez.

Cordialement
xavier

Total ⇒ 3 216 € TTC *après déduction*

ARDIN BACCARA - Commission Espaces Verts Retour suite visite

message

Michel RUIVO <m.ruivo@groupe-evotion.com>

28 janvier 2020 à 09:

: Veronique Gouret <

c : ' hiolini

, "micka

, Cecile Dervissoglou

Bonjour à tous,

Tout d'abord merci pour votre disponibilité pour l'intérêt général de la Résidence.

Je vous adresse l'actualisation des chiffrages réalisée par M. Fayolle suite à notre dernière entrevue.

J'ai prévu une "enveloppe travaux" de 3 500 € sur votre budget de charges courantes tout en conservant le montant du budget de l'an passé donc on sait qu'une partie des travaux sera absorbée par vos appels courants et qu'une autre partie serait à financer par un appel travaux en sus.

En résumé :

Si l'on plante 3 beaux arbres d'un diamètre d'environ 18 / 20 cm pour remplacer les sujets à enlever le budget complet (fosse, arbre, terrassement, apport de terre...) cela coûterait 4 656 € TTC.

Si l'on regarde le budget des travaux prioritaires à réaliser pour l'année 2020, réajusté suite à la visite sur place avec vous, on serait à 2 400 €.

Le budget complémentaire serait alors de 3 556 € par un appel de fond travaux dédié à voter en AG.

Merci de me donner votre avis afin que je remonte au Conseil Syndical préparatoire qui se tiendra en partie ce mercredi 29/01/2020 pour la partie comptable et qui sera finalisé le 12/02/2020 avec fixation de l'ODJ (Ordre Du Jour) à porter aux votes de la prochaine Assemblée.

Bonne journée

Bonne réception,

Cordialement,**Michel RUIVO - Directeur Service Copropriété****Assistante Anna THIMONIER : 04.72.40.54.93**Horaires d'ouverture :*Du lundi au jeudi de 9 heures à midi et de 14 heures à 18 heures,**Le vendredi de 9 heures à midi et de 14 heures à 17 heures*

Tel : 04 78 42 01 09
www.groups-evotion.com



Toute notre
équipe
vous souhaite
une très belle
année



5 pièces jointes



COP BACCARA_EVOTION PLAN 2020.PDF
286K



COP BACCARA_EVOTION ELAGAGE DETAILS.PDF
439K



COP BACCARA_EVOTION 070.PDF
285K



COP BACCARA_EVOTION 034.PDF
269K

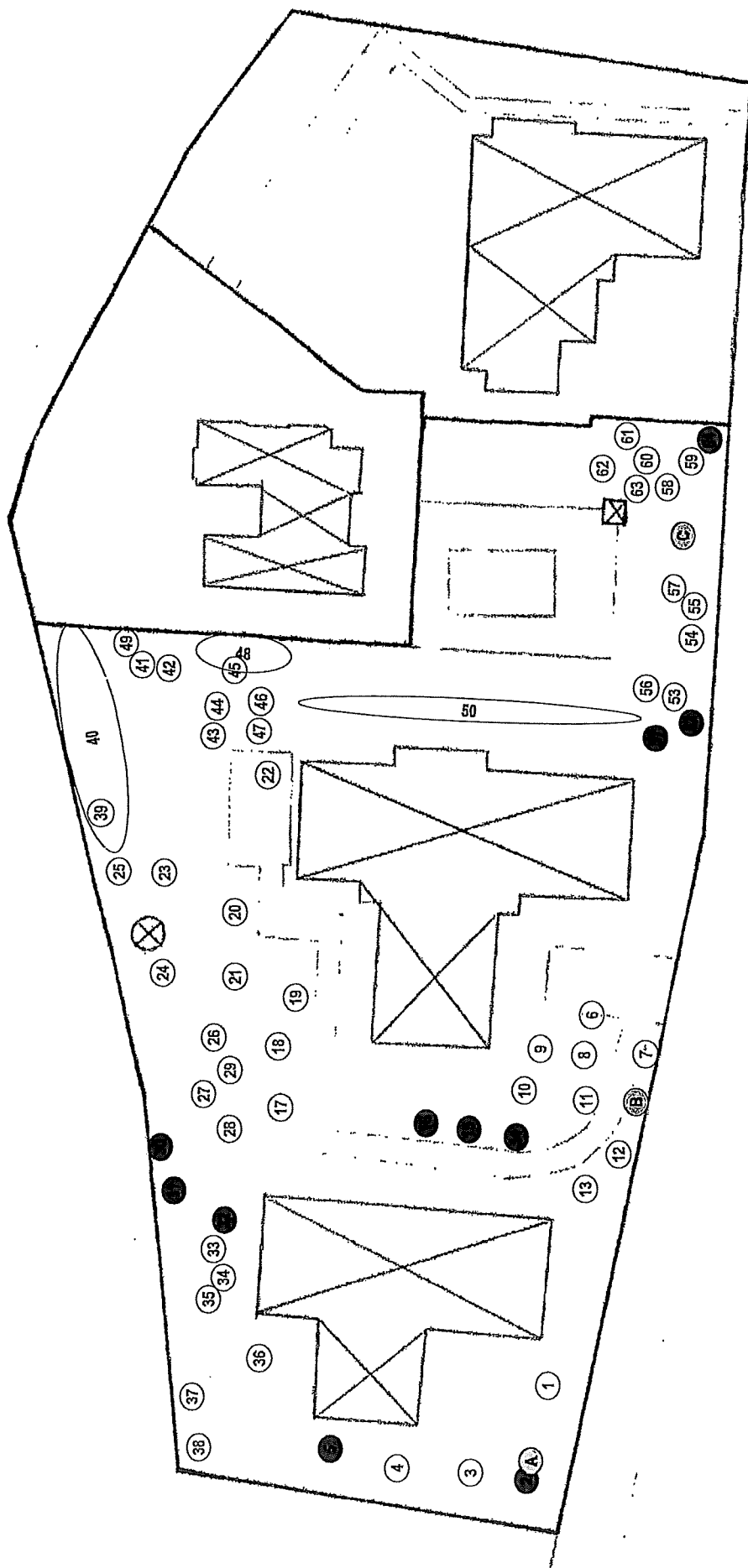


COP BACCARA_EVOTION PLANTATIONS.PDF
29K

N°	Espèce	QUANTITÉ	Ø de la couronne	FORME	Hauteur	boisement oui / non	diagnostics				DIAGNOSTIC GÉNÉRAL	Travaux à exécuter	PRIX UNITAIRE	Travaux d'intervention	
							Note de 1 à 4	Arbre mort	Arbre malade	Arbre en danger					
2	Soule		40	Archi	4		4	4	4	Arbre dépérissant.	Arbre sans avenir. Abattage.	180,00 €	180,00 €		
5	Chamille pyramidale		30	L			4	2	2	Présence de bois mort, peu de vigueur.	Élimination du bois mort, dégagement du bâtiment.	180,00 €	180,00 €		
2	Chêne		45	L			3	2	2	Arbre penché sur la voirie, rien à signaler.	Relèvement de voûte. Élimination du bois mort et des branches cassées. Taille au gabarit routier.	280,00 €	280,00 €		
4	Arbre de Judée		5	L						Jeune plantation à suivre.	Jeune plantation; paillage, cuvette.	90,00 €	90,00 €		
5	Pin		60	L			3	2	2	Présence de bois mort, chenilles, sphacelopsis.	Élimination du bois mort.	280,00 €	280,00 €		
6	Pin		60	L			3	2	2	Présence de bois mort, chenilles, sphacelopsis.	Élimination du bois mort.	280,00 €	280,00 €		
10	Aubépine		10	L			2	2	2	Dégagement du mur, rien à signaler.	Dégagement du mur.	90,00 €	90,00 €		
31	Magnolia mort		15	L			4	4	4	Arbre mort.	Abattage.	90,00 €	90,00 €		
22	Arbre de Judée			Cépée			2	2	2	Jeune plantation à suivre.	Paillage; taille de formation.	90,00 €	90,00 €		
51	Epicea		45	L			2	2	2	Présence de bois mort et des branches cassées.	Élimination du bois mort et des branches cassées.	180,00 €	180,00 €		
22	Chamaecyparis		40	L			4	2	2	Présence de bois mort, peu de vigueur.	Dégagement du mur de clôture, élimination du bois mort.	120,00 €	120,00 €		
64	2 ifs dont 1 mort.			L			4	4	4	Présence de bois mort, peu de vigueur/peu d'avenir.	Suivi du bois mort.	140,00 €	140,00 €		
													Total HT	2 000,00 €	2 000,00 €
													TVA 20%	400,00 €	400,00 €
													Total TTC	2 400,00 €	2 400,00 €

PAYCHÉ ELAGAGE
 Spécialiste en arboriculture
 12 chemin des Eclapans 69390 VOURLES
 Tél. 04 78 46 41 11 - 06 79 00 23 47
 www.paychél-elagage.fr

→ Somme intégrée dans le budget courant !

[illegible]

Point 15:



AF GESTION LYON 2

Simulation de quote-part travaux

Copropriété : LE JARDIN BACCARA BÂT. A & B
Clé de répartition : 0001 - Charges Parties Communes
Nature des travaux : Complément Travaux plantation arbres

Différentiel avec le budget de 3500 € déjà prévu dans les charges courantes de la Résidence

Devis	Fournisseurs	Montants
1	FAYOLLE ELAGAGE	2116,00

$$2116 \text{ €} = 3500 - (2400 + 32.16)$$

Compte	Copropriétaire	Tantièmes	QP devis 1	QP devis 2	QP devis 3
P000001	LEVY Jean-Claude	120,00	25,39		
P000025 6	TRICAUD LEROY Chantal	68,00	14,39		
P001001	AGABRIEL ETIENNE 571080	65,00	13,75		
P001002	ARMANET *JEAN-PIERRE	9,00	1,90		
P001003	AMET JEAN-FRANCOIS	149,00	31,53		
P001004	AIT MAHIOUT Kamel	124,00	26,24		
P001005	AMSELLEM Mickaël	138,00	29,20		
P001006	ATTIAS Bernard	203,00	42,95		
P002001	BOUYGUES IMMOBILIER	156,00	33,01		
P002002	BOUSSIF* OTMANE	87,00	18,41		
P002003	BELL* ALAN	229,00	48,46		
P002004	BIRON Cyril 900860	146,00	30,89		
P002005	BOIZARD NICOLAS	108,00	22,85		
P002006	BIANCHINI DAVID*	155,00	32,80		
P002007	BENOIT Evelyne	140,00	29,62		
P002008	BOCCOZ Didier	120,00	25,39		
P002009	BATTARD Michel	131,00	27,72		
P002010	BORDET Olivier	87,00	18,41		
P002011	BOTTALUSCIO Marc JEANDEAU Anne	148,00	31,32		

11 place Bellecour 69002 Lyon - Tél. 04 78 42 01 09 - contact@groupe-evotion.com - www.nouveausyndic.com

S.A.R.L. AF Immobilier capital de 320 000€ - RCS Lyon 434 241 899
S.A.S. AF GESTION LYON2 capital de 12 000€ - RCS Lyon 538 000 019
S.A.S. AF GESTION BONNEL capital de 1 000€ - RCS Lyon 749 810 532

Garanties Financières

CPI 6901 2018 000 025 046
CPI 6901 2018 000 025 051
CPI 6901 2018 000 025 628

GALIAN

n° 110 762 T
n° 111 226 X
n° 111 245 T

ORIAS

n° 17002422
n° 16006670
n° 17002423
n° 19000417

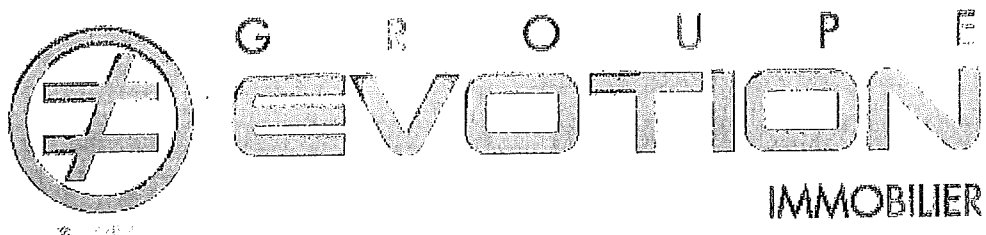
P002024 1	MANIN Olivier	84,00	17,77		
P003001	COLOMBE PATRICK	13,00	2,75		
P003002	COPINET	272,00	57,56		
P003003	CHAPEY ALEXANDRE	121,00	25,60		
P003004	CHATTE GERARD	124,00	26,24		
P003005	CHAVENT CEDRIC	118,00	24,97		
P003006	COTARD Jean-Pierre	8,00	1,69		
P003007	COUTURIER Emilie	151,00	31,95		
P003008	COUSIN Arnaud	84,00	17,77		
P003009	CORNIER* Pierre	130,00	27,51		
P004001	DESSEIGNE JEAN-CLAUDE	134,00	28,35		
P004002	DERUAZ* JEAN-CHRISTOPHE	124,00	26,24		
P004004	DELATTRE Valérie	124,00	26,24		
P004005	DOMPS Fabien	148,00	31,32		
P004006	DERVISSOGLOU Vincent	115,00	24,33		
P006001	FRANCIA STEPHANE	164,00	34,70		
P006002	FERNOUX PATRICK	143,00	30,26		
P006003	FLEURY CHRISTOPHE	119,00	25,18		
P006004	FERRARI Olivier 900540	72,00	15,24		
P007002	GRIGLIO PASCAL	138,00	29,20		
P007003	GUIGARD MURIEL	73,00	15,45		
P007004	GOURET Philippe	384,00	81,25		
P007005	GAND Pascal	123,00	26,03		
P007006	GREGOT* Jean-Philippe	115,00	24,33		
P007007	GLADEL Joachim	121,00	25,60		
P007008	GROH *Alexander	260,00	55,02		
P008001	HACHANI Yohann, STAGNOLI Maud	141,00	29,84		
P008002	HOLIN* Xavier SAWICZ* Isabelle	158,00	33,43		
P008003	HACINI Rachid	122,00	25,82		
P010001	JURINE C. ET TAPPA KARINE	160,00	33,86		
P010002	JAILLET Arnad, COTET Marine	110,00	23,28		
P010003	JUNIQUE François	65,00	13,75		

P011001	KROENER Sébastien	99,00	20,95		
P012001	LAFON CHRISTOPHE	156,00	33,01		
P012002	LANGERON PASCAL	92,00	19,47		
P013001	MAZOYER YANNICK	91,00	19,26		
P013002	MAIRE HENRY-FRANCOIS 900290	99,00	20,95		
P013003	MORAIS-CORREIA Conceição Maria	108,00	22,85		
P013004	MOREL* Fabrice	228,00	48,24		
P016001	PEREZ J-P. & PANTSIOS S.	203,00	42,95		
P016002	PONCET MONTANGE SABINE	115,00	24,33		
P016003	PILLIE Robert	109,00	23,06		
P016004	PIERNOT Régis	152,00	32,16		
P018001	RAMBALDI OLIVIER 900300	130,00	27,51		
P018002	ROSSI *Fabien	9,00	1,90		
P018003	RISSE Alexandre	129,00	27,30		
P019001	SCHWALL FRANCOIS	13,00	2,75		
P019003	SCHURCH Mathieu	110,00	23,28		
P019004	SPOSITO Fabrice 900530	119,00	25,18		
P019005	STRUYF* Julie	124,00	26,24		
P020001	TRINCAL Sylvain	109,00	23,06		
P020002	TONNAR Jeff	125,00	26,45		
P020003	TURZO Florent	155,00	32,80		
P020004	THENOT Christian	152,00	32,16		
P020005	TCD IMMO	129,00	27,30		
P020006	TRANCHART* Laurent, BONNET P.	68,00	14,39		
P022001	VEDRINNE* JEAN-MARC	122,00	25,82		
P022002	VACHERON Olivier	131,00	27,72		
P022003	VAN GORP Luc	115,00	24,33		
P022004	VILLEMONT DE LA CLERGERIE O. 900580	91,00	19,26		
P023001	WISNIEWSKI J. - LOUVET F.	116,00	24,55		
	TOTAUX	10000,00	2 116,00		

Réf Plan	Espèce	QUANTITE	Création d'une fosse	Plantation du sujet	Circonférence	2020
A	Chêne vert	1	REALISATION de la fosse de plantation. Terrassement pour ouvrir la fosse y compris chargement et évacuation des terres. Fourniture et mise en place de terre amendée avec matière organique.	PLANTATION de sujet. Acheminement et repli du matériel de levage et de manutention pour transport des arbres en fonction des contraintes d'accès au site. Travaux de plantation, tuteurage, formation d'une cuvette d'arrosage, paillage, mise au propre du chantier.	18/20	1 480,00 €
B	Charmille pyramidale	1	REALISATION de la fosse de plantation. Terrassement pour ouvrir la fosse y compris chargement et évacuation des terres. Fourniture et mise en place de terre amendée avec matière organique.	PLANTATION de sujet. Acheminement et repli du matériel de levage et de manutention pour transport des arbres en fonction des contraintes d'accès au site. Travaux de plantation, tuteurage, formation d'une cuvette d'arrosage, paillage, mise au propre du chantier.	18/20	1 200,00 €
C	Celtis	1	REALISATION de la fosse de plantation. Terrassement pour ouvrir la fosse y compris chargement et évacuation des terres. Fourniture et mise en place de terre amendée avec matière organique.	PLANTATION de sujet. Acheminement et repli du matériel de levage et de manutention pour transport des arbres en fonction des contraintes d'accès au site. Travaux de plantation, tuteurage, formation d'une cuvette d'arrosage, paillage, mise au propre du chantier.	18/20	1 200,00 €
						Total HT 3 880,00 €
						Tva 20% 776,00 €
						Total TTC 4 656,00 €

FAYOLLE ELAGAGE
 Société Anonyme
 Spécialiste Arboriculture
 des arbres 69390 VOURLES
 12 chemin des Eclapons 69390 VOURLES
 Tel. 04 78 46 11 11 - 13 72 30 79 38
 www.fayolle-jerome.fr
 Siret 393 843 732 00624

A
 Zaccari
 d'après
 la Commission
 Cedex
 Baccara
 Max 3216€



DEVIS : INSTALLATION VIDEOSURVEILLANCE

Pont 17:

VIDÉOSURVEILLANCE



G R O U P E
EVOTION
IMMOBILIER

AF GESTION LYON 2

Simulation de quote-part travaux

Copropriété : LE JARDIN BACCARA BÂT. A & B

Clé de répartition : 0001 - Charges Parties Communes

Nature des travaux : Vidéoosurveillance

Devis	Fournisseurs	Montants
2	RCF	3799,40

Compte	Copropriétaire	Tantièmes	QP devis 1	QP devis 2	QP devis 3
P000001	LEVY Jean-Claude	120,00	45,59		
P000025 6	TRICAUD LEROY Chantal	68,00	25,84		
P001001	AGABRIEL ETIENNE 571080	65,00	24,70		
P001002	ARMANET *JEAN-PIERRE	9,00	3,42		
P001003	AMET JEAN-FRANCOIS	149,00	56,61		
P001004	AIT MAHIOUT Kamel	124,00	47,11		
P001005	AMSELLEM Mickaël	138,00	52,43		
P001006	ATTIAS Bernard	203,00	77,13		
P002001	BOUYGUES IMMOBILIER	156,00	59,27		
P002002	BOUSSIF* OTMANE	87,00	33,05		
P002003	BELL* ALAN	229,00	87,01		
P002004	BIRON Cyril 900860	146,00	55,47		
P002005	BOIZARD NICOLAS	108,00	41,03		
P002006	BIANCHINI DAVID*	155,00	58,89		
P002007	BENOIT Evelyne	140,00	53,19		
P002008	BOCCOZ Didier	120,00	45,59		
P002009	BATTARD Michel	131,00	49,77		
P002010	BORDET Olivier	87,00	33,05		
P002011	BOTTALUSCIO Marc JEANDEAU Anne	148,00	56,23		

11 place Bellecour 69002 Lyon - Tél. 04 78 42 01 09 - contact@groupe-evotion.com - www.nouveausyndic.com

S.A.R.L. AF Immobilier capital de 320 000€ - RCS Lyon 434 241 899
S.A.S. AF GESTION LYON2 capital de 12 000€ - RCS Lyon 538 000 019
S.A.S. AF GESTION BONNEL capital de 1 000€ - RCS Lyon 749 810 552
S.A.S. AF GESTION CONFLUENCE capital de 1000€ - RCS Lyon 830 636 619

Garanties Financières

CPI 6901 2018 000 025 046
CPI 6901 2018 000 025 051
CPI 6901 2018 000 025 628
CPI 6901 2017 000 020 733

GALIAN

n°110 762 T
n°111 226 X
n°111 245 T
n°120 597 J

ORIAS

n° 17002422
n° 16006670
n° 17002423
n° 19000417

33645513692034:6



G R O U P E
EVOTMTION
IMMOBILIER

AF GESTION LYON 2

P003001	COLOMBE PATRICK	13,00	4,94		
P003002	COPINET	272,00	103,34		
P003003	CHAPEY ALEXANDRE	121,00	45,97		
P003004	CHATTE GERARD	124,00	47,11		
P003005	CHAVENT CEDRIC	118,00	44,83		
P003006	COTARD Jean-Pierre	8,00	3,04		
P003007	COUTURIER Emilie	151,00	57,37		
P003008	COUSIN Arnaud	84,00	31,91		
P003009	CORNIER* Pierre	130,00	49,39		
P004001	DESSEIGNE JEAN-CLAUDE	134,00	50,91		
P004002	DERUAZ* JEAN-CHRISTOPHE	124,00	47,11		
P004003	DUBOIS Julie	84,00	31,91		
P004004	DELATTRE Valérie	124,00	47,11		
P004005	DOMPS Fabien	148,00	56,23		
P004006	DERVISSOGLOU Vincent	115,00	43,69		
P006001	FRANCIA STEPHANE	164,00	62,31		
P006002	FERNOUX PATRICK	143,00	54,33		
P006003	FLEURY CHRISTOPHE	119,00	45,21		
P006004	FERRARI Olivier 900540	72,00	27,36		
P007002	GRIGLIO PASCAL	138,00	52,43		
P007003	GUIGARD MURIEL	73,00	27,74		
P007004	GOURET Philippe	384,00	145,90		
P007005	GAND Pascal	123,00	46,73		
P007006	GREGOT* Jean-Philippe	115,00	43,69		
P007007	GLADEL Joachim	121,00	45,97		
P007008	GROH *Alexander	260,00	98,78		
P008001	HACHANI Yohann, STAGNOLI Maud	141,00	53,57		
P008002	HIOLIN* Xavier SAWICZ* Isabelle	158,00	60,03		
P008003	HACINI Rachid	122,00	46,35		
P010001	JURINE C. ET TAPPA KARINE	160,00	60,79		
P010002	JAILLET Arnad, COTET Marine	110,00	41,79		
P010003	JUNIQUE François	65,00	24,70		
P011001	KROENER Sébastien	99,00	37,61		

11 place Bellecour 69002 Lyon - Tél. 04 78 42 01 09 - contact@groupe-evotion.com - www.nouveausyndic.com

S.A.R.L. AF Immobilier capital de 320 000€ - RCS Lyon 434 241 899
S.A.S. AF GESTION LYON2 capital de 12 000€ - RCS Lyon 538 000 019
S.A.S. AF GESTION BONNEL capital de 1 000€ - RCS Lyon 749 810 552
S.A.S. AF GESTION CONFLUENCE capital de 1000€ - RCS Lyon 630 636 619

Garanties Financières

CPI 6901 2018 000 025 046
CPI 6901 2018 000 025 051
CPI 6901 2018 000 025 628
CPI 6901 2017 000 020 733

GALIAN

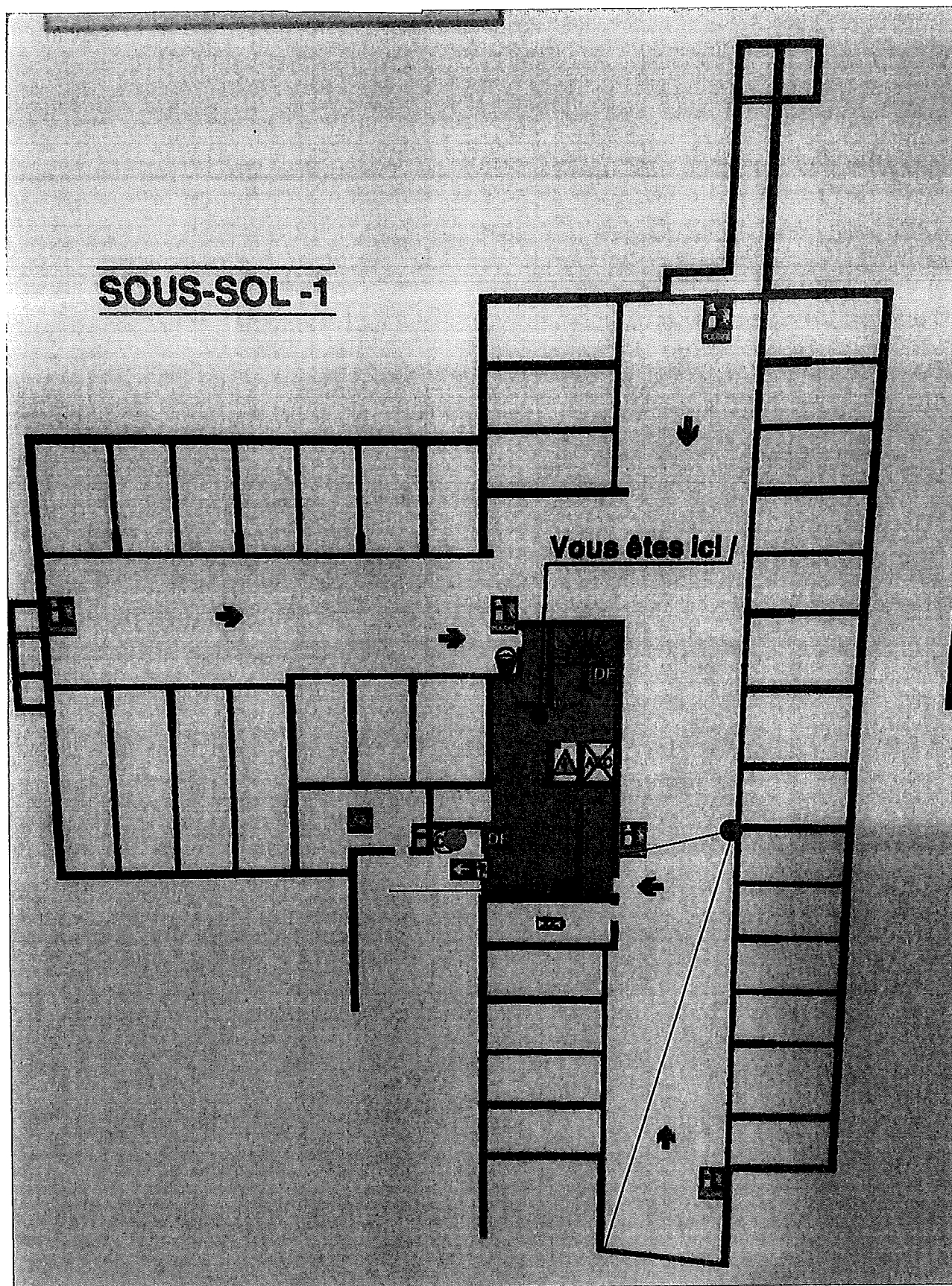
n° 110 762 T
n° 111 226 X
n° 111 245 T
n° 120 597 I

ORIAS

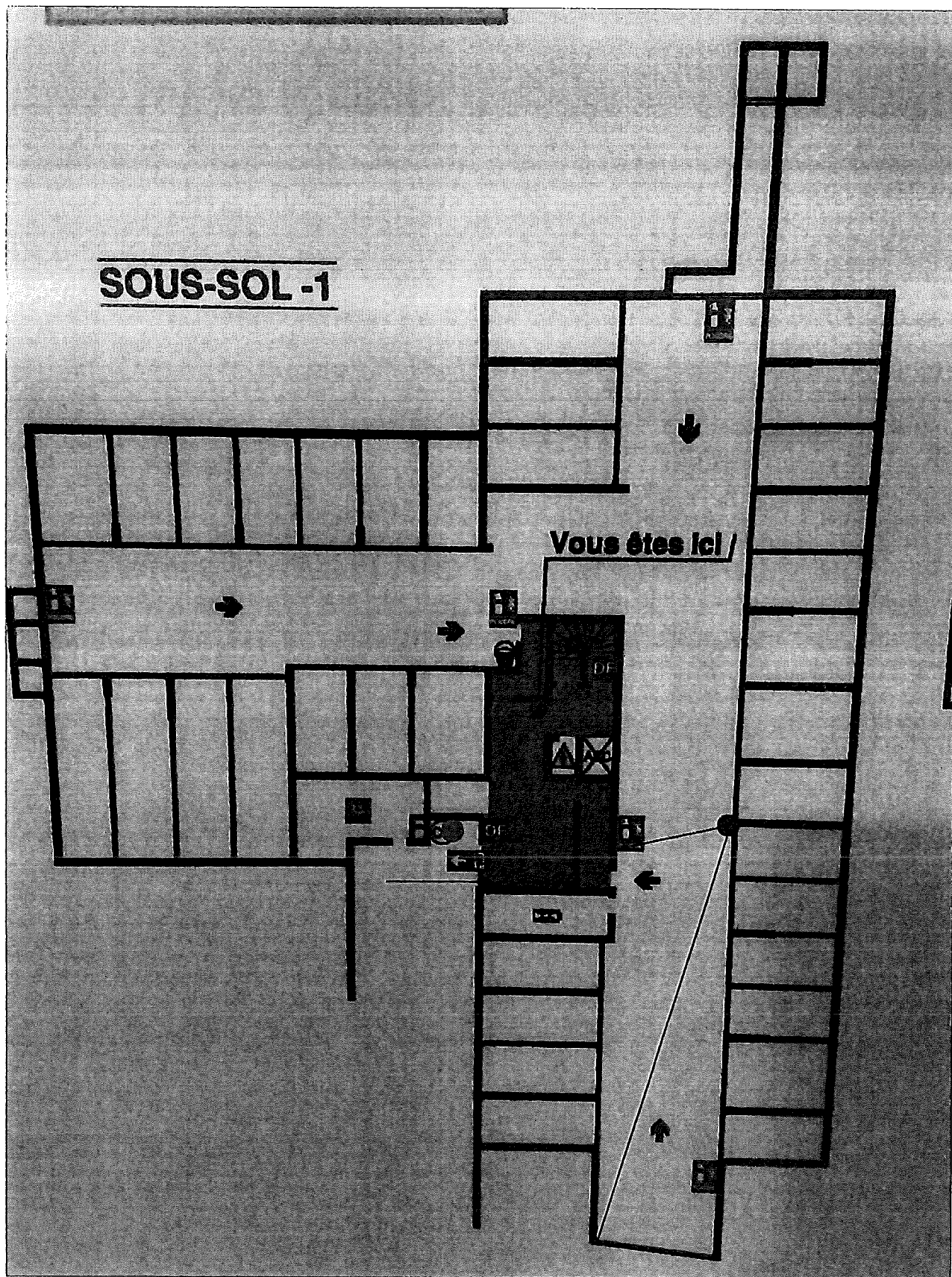
n° 17002422
n° 16006670
n° 17002423
n° 19000417

P012001	LAFON CHRISTOPHE	156,00	59,27		
P012002	LANGERON PASCAL	92,00	34,95		
P013001	MAZOYER YANNICK	91,00	34,57		
P013002	MAIRE HENRY-FRANCOIS 900290	99,00	37,61		
P013003	MORAIS-CORREIA Conceição Maria	108,00	41,03		
P013004	MOREL* Fabrice	228,00	86,63		
P016001	PEREZ J-P. & PANTSIOS S.	203,00	77,13		
P016002	PONCET MONTANGE SABINE	115,00	43,69		
P016003	PILLIE Robert	109,00	41,41		
P016004	PIERNOT Régis	152,00	57,75		
P018001	RAMBALDI OLIVIER 900300	130,00	49,39		
P018002	ROSSI *Fabien	9,00	3,42		
P018003	RISSE Alexandre	129,00	49,01		
P019001	SCHWALL FRANCOIS	13,00	4,94		
P019003	SCHURCH Mathieu	110,00	41,79		
P019004	SPOSITO Fabrice 900530	119,00	45,21		
P019005	STRUYF* Julie	124,00	47,11		
P020001	TRINCAL Sylvain	109,00	41,41		
P020002	TONNAR Jeff	125,00	47,49		
P020003	TURZO Florent	155,00	58,89		
P020004	THENOT Christian	152,00	57,75		
P020005	TCD IMMO	129,00	49,01		
P020006	TRANCHART* Laurent, BONNET P.	68,00	25,84		
P022001	VEDRINNE* JEAN-MARC	122,00	46,35		
P022002	VACHERON Olivier	131,00	49,77		
P022003	VAN GORP Luc	115,00	43,69		
P022004	VILLEMONT DE LA CLERGERIE O. 900580	91,00	34,57		
P023001	WISNIEWSKI J. - LOUVET F.	116,00	44,07		
	TOTAUX	10000,00	3 799,40		

PLAN INDICATIF D'IMPLANTATION DES CAMERAS – BATIMENT A



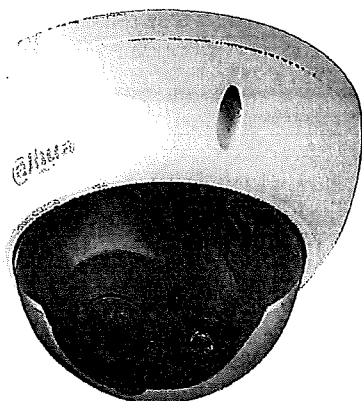
PLAN INDICATIF D'IMPLANTATION DES CAMERAS – BATIMENT B



DH-HAC-HDBW1400R-VF

4MP HDCVI Caméra dôme IR

HDCVI



- Max 30fps @ 4MP
- sortie HD et SD commutable
- 2.7-13.5mm objectif varifocal
- Max. longueur IR 30 m, intelligente IR
- IP67, IK10, DC12V



Présentation du système

Découvrez la vidéo 4MP supérieure et la simplicité de la réutilisation des infrastructures existantes avec HDCVI coaxiale. La série Lite caméra 4MP HDCVI dispose d'un design compact et offre une image de haute qualité avec des détails riches à un prix abordable. Il propose différents modèles de lentilles de focale variable / fixe avec un OSD multi-langue et HD / SD sortie commutable. Sa flexibilité structurelle et économique haute performance rend la caméra un choix idéal pour les solutions PME.

Les fonctions

4 signaux sur 1 câble coaxial

La technologie HDCVI supporte 4 signaux à transmettre sur un câble coaxial 1 simultanément, à savoir vidéo, audio *, les données et la puissance. Transmission de données à deux voies permet à la caméra HDCVI d'interagir avec le HCVR, comme l'envoi signal de commande ou de déclenchement d'alarme. De plus, la technologie HDCVI soutient PoC pour la flexibilité de la construction.

* Entrée audio est disponible pour certains modèles de caméras HDCVI.

Transmission longue distance

La technologie HDCVI garantit à longue distance et la transmission en temps réel sans aucune perte. Il prend en charge jusqu'à 700 m pour 4MP vidéo HD via un câble coaxial, et jusqu'à 300m via un câble UTP. *

* Les résultats réels vérifiés par des tests scénarios réels dans le laboratoire de test de Dahua.

Simplicité

La technologie HDCVI hérite de la fonction née de la simplicité du système de surveillance analogique traditionnel, se faire un meilleur choix pour la protection des investissements. système HDCVI peut parfaitement mettre à niveau le système de journal ana- traditionnel, sans remplacer le câblage coaxial existant. La prise et l'approche jeu permet une surveillance vidéo HD sans les tracas de la configuration d'un réseau.

smart IR

L'appareil est équipé d'un éclairage LED IR gamme pour une meilleure performance de faible luminosité. IR à puce est une technologie pour assurer l'uniformité de luminosité dans l'image B / W sous un éclairage faible. IR unique de puce de Dahua ajuste l'intensité des DEL infrarouges de la caméra pour compenser la distance d'un objet, et empêche LED IR à partir d'images surexposer que l'objet se rapprocher de la caméra.

HD / SD Switchable

La caméra prend en charge HDCVI commutable sortie vidéo haute définition et de sortie vidéo standard définition CVBS. Les deux formats peuvent être commutés via le menu OSD ou par PFM820 (contrôleur UTC). Cette caractéristique rend l'appareil photo pour être compatible avec les enregistreurs vidéo numériques et analogiques HCVRs existants et facilite également le débogage par les testeurs analogiques.

OSD multi-langue

Menu OSD propose plusieurs réglages d'image et les paramètres de fonction pour répondre aux exigences des différentes scènes de surveillance. Le menu OSD comprend des configurations telles que le mode de rétro-éclairage, jour / nuit, balance des blancs, le masque de la vie privée et détection de mouvement. La caméra prend en charge 11 langues pour le menu OSD, à savoir, chinois, anglais, français, allemand, espagnol, portugais, italien, japonais, coréen, russe et polonais.

Zoom optique 5X

Avec l'adoption de 2.7-13.5mm objectif varifocal, la caméra permet un zoom optique 5X, mieux adapter les exigences de diverses scènes de surveillance. L'appareil est capable de couvrir un plus grand angle de la plage de vue à l'extrémité large et est adapté pour surveiller les objets éloignés à l'extrémité de téléobjectif.

Grand Ouverture

La caméra adopte lentille à grande ouverture F1.3. Avec plus grande quantité de lumière absorbée, l'appareil présente une performance impressionnante lowlight.

protection

la fiabilité exceptionnelle de l'appareil photo est inégalée grâce à sa conception robuste. L'appareil est protégé contre l'eau et la poussière avec classement IP67, le rendant adapté aux environnements intérieurs ou extérieurs. L'appareil est conforme aux IK10 taux d'impact résistant à un maximum de durabilité contre fournir des vandales, le rendant capable de résister à l'équivalent de 55kg (120lbs) de la force.

Avec la gamme de température de travail de -40 ° C à +60 ° C (-40 ° F à 140 ° F), l'appareil est conçu pour des températures extrêmes. Soutenir une tolérance de ± tension d'entrée de 25%, cet appareil convient même dans les conditions d'alimentation les plus instables. Sa cote de foudre 4KV offre une protection contre la caméra et sa structure des effets de la foudre.

Série Lite | DH-AHC-HDBW1400R-VF

Spécifications techniques				Jour Nuit	Auto (IC) / Manuel
Caméra				Menu OSD	Multilangues
Capteur d'image	1/3" CMOS			mode de BLC	BLC / HLC / DWDR
Pixels efficaces	2888 (H) x 1520 (V), 4.1MP			WDR	DWDR
Système de balayage	Progressive			Prendre le contrôle	AGC
Vitesse d'obturation électronique	PAL: 1/25 à 1 / 100000s NTSC: 1/30 ~ 1 / 100000s			Réduction de bruit	2D
Illumination minimum	0.03Lux / F1.3, 30IRE, 0Lux IR			Balance des blancs	Auto / Manuel
Rapport S / N	Plus de 65dB			smart IR	Auto / Manuel
IR Distance	Jusqu'à 30 m (98feet)			certifications	
IR On / Off Control	Auto / Manuel			certifications	CE (EN55032, EN55024, EN50130-4) FCC (CFR 47 FCC Part 15 subpartB, ANSI C63.4-2014) UL (UL 60950-1 + CAN / CSA C22.2 No.60950-1)
LED IR	2			Interface	
Lentille				Interface audio	N / A
Type d'objectif	lentille / Iris fixe varifocal			Electrical	
type de montage	Conseil en			Source de courant	12V DC ± 25%
Distance focale	2.7-13.5mm			Consommation d'énergie	Max 4.1W (12V DC, IR)
Ouverture max	F1.3			écologique	
Angle de vue	H: 88 ° ~ 28 °			Des conditions de fonctionnement	-40 ° C à + 60 ° C (-40 ° F ~ + 140 ° F) / Moins de 90% RH * Démarrage doit être fait au-dessus de -40 ° C (-40 ° F)
Mise au point de contrôle	Manuel			Conditions de stockage	-40 ° C à + 60 ° C (-40 ° F ~ + 140 ° F) / Moins de 90% RH
Distance Fermer Focus	200mm 7.87 « »			Ingress Protection et résistance Vandal	IP67, IK10
DORI Distance				Construction	
Note: La distance DORI est une « proximité générale » de la distance qui rend facile de repérer la caméra à vos besoins. La distance DORI est calculée en fonction de la spécification de capteur et le résultat de test en laboratoire selon la norme EN 62676-4, qui définit des critères pour détecter, observer, reconnaître et identifier respectivement.				Enveloppe	Aluminium
	DORI	Distance		Dimensions	Φ122mm x 88,9 mm (Φ4.8 « x 3.5 »)
	Définition	large	Télé	Poids net	0,39 kg (0.86lb)
Détecter	25px / m (8px / ft)	64m (210ft)	222m (728ft)	Poids brut	0,49 kg (1.08lb)
Observer	83px / m (19px / ft)	26m (84ft)	89m (291ft)		
Reconnaître	125px / m (38px / ft)	13m (42ft)	44m (146ft)		
Identifier	250ppm (78px / ft)	6 m (21ft)	22m (73ft)		
Pan / Tilt / Rotation					
Pan / Tilt / Rotation	Pan: 0 ° ~ 355 ° Inclinaison: 0 ° ~ 75 ° Rotation: 0 ° ~ 355 °				
Vidéo					
Résolution	4MP (2560 x 1440)				
frame Rate	25 / 30fps @ 4MP, 25 / 30fps @ 1080P, 25 / 30fps @ 720P				
Sortie vidéo	1 canal BNC sortie vidéo haute définition HDCVI / sortie vidéo FBAS (peut changer)				

Série Lite | DH-AHC-HDBW1400R-VF

Informations de commande

Type	Numéro d'article	La description
Caméra 4MP DH-AHC-HDBW1400RP-VF DH-AHC-HDBW1400RN-VF		4MP HDCVI Caméra dôme IR, PAL
		4MP HDCVI Caméra dôme IR, NTSC
	PFA137	Bolts de jonction (Pour une utilisation seule)
	PFB200C	montage au plafond (Pour une utilisation seule)
	PFB203W	Support mural (Pour une utilisation seule ou avec PFA152-E montage poteau)
	PFA152-E	Montage sur poteau (Pour une utilisation avec montage mural PFB203W)
Accessoires	PFA200W	Abat-jour de pluie (Pour une utilisation avec la paroi de montage ou avec PFA137 PFA137 paroi de montage et PFA152-E montage poteau)
	PFA106	Plaque d'adaptation (pour une utilisation avec PFB220C)
	PFB220C	Support de montage au plafond de la caméra mini-dôme et globe oculaire
	PFM800-E	Passif HDCVI Balun
	PFM800-4MP	Passif HDCVI Balun
	PFM801-4MP	Passif HDCVI Balun avec Power
	PFM321	12V 1A Adaptateur
	PFM320D-015	12V 1.5A Adaptateur

Accessories

Optionnel:



boite PFA137
Junction



PFB200C InCeiling montage



boite PFB203W
Junction



PFA152-E
Montage sur poteau



PFA200W
ombre de pluie



Plaque d'adaptation
PFA106



PFB220C support de
fixation au plafond



PFM800-E Passif HDCVI
Balun



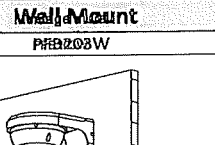
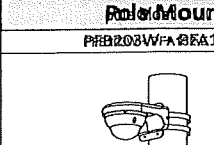
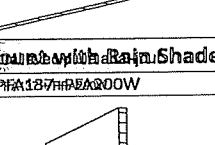
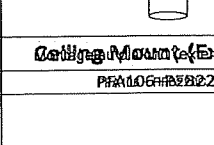
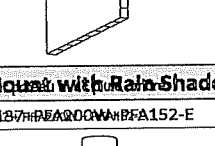
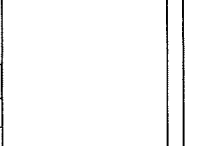
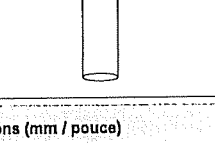
PFM800-4MP
Passif Balun HDCVI PFM800-4MP Base 4MP HDCVI Balun Avec
puissance



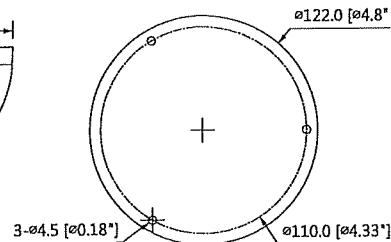
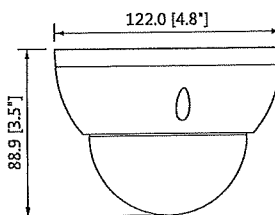
PFM321 12V 1A
Adaplateur



PFM320D-015
Adaptateur

<p>Junction Mount</p> <p>PFA187</p> 	<p>Recessing Mount</p> <p>PFB200C</p> 
<p>Wall Mount</p> <p>PFB203W</p> 	<p>Pole Mount</p> <p>PFB203W, PFA152-E</p> 
<p>Wall Mount with Rain Shade</p> <p>PFA187H, PFA200W</p> 	<p>Ceiling Mount (Extensible)</p> <p>PFA106H, PFB220C</p> 
<p>Pole Mount with Rain Shade</p> <p>PFA187H, PFA200W, PFA152-E</p> 	

Dimensions (mm / pouce)



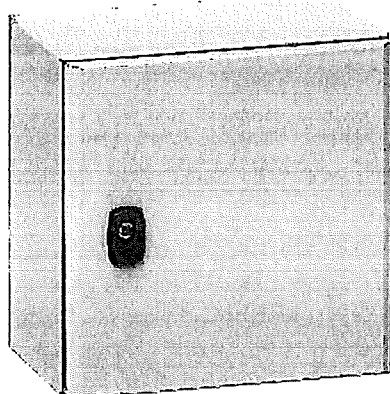
Fiche technique du produit

Caractéristiques

NSYS3D8830

Spacial S3D - H800xL800xP300 - porte pleine

Statut commercial : Commercialisé



Principales

Gamme	Spacial
Nom du produit	Spacial S3D
Fonction de l'appareil	Polyvalent
Fonction produit	Enveloppe compact
Hauteur nominale de l'enveloppe	800 mm
Largeur nominale de l'enveloppe	800 mm
Profondeur nominale de l'enveloppe	300 mm
Type de porte	Pleine
Type de châssis plein	Sans châssis plein
Type de plaque passe-câbles	Standard
Type d'accessoire d'installation	Montage mural
Composition de l'appareil	Verrou 1 Porte 1 Corps 1 Plaque passe-câbles 2

Complémentaires

Particularité de variante	Corps pièce unique Rail avant en forme de gouttière à double épaisseur
Nombre de portes	1 face avant
Ouverture de porte	Réversible 120 °
Type de verrou	Verrou 3 points, double bar 3 mm
Accessibilité	Avant
Pièces amovibles	Porte par charnières Plaque passe-câbles par vis
Matière	Acier
Finition de surface	Poudre époxy-polyester
Couleur	Gris RAL 7035
Normes	IEC 62208



Clause de non responsabilité : Cette documentation n'est pas destinée à remplacer ni ne peut servir à déterminer l'adéquation ou la fiabilité de ces produits dans le cadre d'une application spécifique

Certifications du produit	UL BV DNV GL LR CUL
---------------------------	------------------------------------

Environnement

Degré de protection IP	IP66 se conformer à IEC 60529
Tenue aux chocs IK	IK10 se conformer à IEC 62262

Durabilité de l'offre

Statut environnemental	Produit Green Premium
RoHS (code date: AnnéeSemaine)	Se conformer - depuis 0940 - Déclaration de conformité Schneider Electric  Déclaration de conformité Schneider Electric
REACH	Référence ne contenant pas de SVHC au-delà du seuil Référence ne contenant pas de SVHC au-delà du seuil
Profil environnemental du produit	Disponible  Profil environnemental produit
Instructions de fin de vie du produit	Pas d'opération de recyclage spécifiques

Garantie contractuelle

Période	18 mois
---------	---------

SARL RCF REA COURANTS FAIBLES

8 Rue Gabriel Rongier
69370 ST DIDIER AU MONT D'OR
Tél : 04.72.27.01.27
Fax : 04.78.23.74.90
Email : contact@sarlrctf.com



GRUPE EVOTION IMMOBILIER
Mr Michel RUIVO
11 Place Bellecour
69002 LYON

Devis

Numéro	Date	Date de validité	Référence
DE00013645	16/01/2020	14/07/2020	42 TER AVENUE DU 08 MAI 1945

Code	Description	Qté	P.U. HT	% Rem	Montant HT
	Immeuble BACCARA 42 Ter Avenue du 08 mai 1945 TASSIN LA DEMI LUNE Mise en place de caméra de vidéoprotection 2 dans les sous-sols (qui filme vers la porte d'accès au local poubelle et porte d'accès aux halls) + 1 dans chacun des halls au dessus des BAL				
FOURNIT10	Caméra DOME HD infrarouge 4 mégapixels - vision de nuit jusqu'a 30 m - objectif 2,8 mm - équipée de capteur SONY - muni du TRUE WDR (anti-éblouissement) - marque HIK VISION	4,00	296,00		1 184,00
FOURNIT10	Enregistreur HD avec disque dur 2 TO - 8 entrées - switch intégré - HIK VISION	1,00	620,00		620,00
FOURNIT10	Ecran LCD + souris	1,00	180,00		180,00
FOURNIT10	Baie de brassage pour le stockage du matériel (stockeur écran ventilé) avec porte vitrée + clé (mis en place dans la gaine technique d'un local au -2) + bandeau 16 ports	1,00	380,00		380,00
FORFAIT10	Forfait main d'oeuvre + fournitures (cable, création ligne électrique, fixations)	1,00	990,00		990,00
FORFAIT10	Fourniture et pose de caméras factices - emplacement à définir	2,00	50,00		100,00

Devis gratuit. Les prix TTC sont établis sur la base des taux de TVA en vigueur à la date de remise de l'offre. Toute variation de ces taux sera répercutée sur les prix. Pas d'escompte en cas de paiement anticipé.

Taux	Base HT	Montant TVA
10,00	3 454,00	345,40

Total HT	3 454,00
Total TVA	345,40
Total TTC	3 799,40
Acomptes	0,00
Net à payer	3 799,40 €

Pour le client (signature précédée de la mention : Lu et
approuvé, bon pour accord)



Gardiennage & maître chien
Agent de sécurité et de surveillance
Alarme/télésurveillance
Installation video protection
Disponible 24H/24 7J/7

**GROUPE EVOTION
IMMOBILIER**
22 Quai du docteur Gailleton
69002 Lyon

DEVIS N° 2020/547

Beaurepaire le 4 février 2020

NOS ATOUTS

- ① dynamiques et motivé.
- ② qualification professionnelle appropriée
- ③ des équipes disponibles 24h sur 24 et 7 jours sur 7.

A l'attention de Mr RUIVO

Nous vous remercions de l'excellent accueil que vous nous avez réservé et vous prions de trouver ci-inclus un devis l'équipement de votre copropriété.

Objet : fourniture et pose d'un système de vidéo protection de marque dahua à 5 caméras dôme HDCVI couleur objectif varifocale 2.7.a 12mm 4 méga pixels pour sécuriser l'entre des rampes et les 2 halls des boîtes à lettre de la résidence ainsi que 2 caméras factice, reliées à 1 stockeur vidéo HDCVI 16 voies équipé d'un disque de 4 terra octet celui-ci pouvant stocker environ jusque 27 jours d'enregistrement avec moniteur 21 pouce, tout le système sera logé dans 1 armoire métallique sécurisé dans le locale technique fibre au sous-sol.

Possibilité de raccorder au réseau pour consultation à distance sous réserve d'installation par vos soins d'une connexion internet adsl ou fibre.

(il vous appartiendra de prévoir une prise électrique 220 volts dans le local pour alimenter le système)

Lieu de l'intervention : Copropriété - Résidence BACCARA 42 Ter Av du 8 Mai 1945 69160 Tassin la demi-lune

S.A.S au capital de 10 000€ 95, route de pact 38270 BEAUREPAIRE
Tél : 04 74 84 95 74 Fax : 09 70 06 36 36 – mobile : 06 03 33 40 42 - e-mail : sgs.securite@gmail.com

Siret 505 269 159 00024 autorisation d'exercer du cnaps N° AUT-038-2114-03-02-20150470213

L'arrêté préfectoral 2011354-0018 du 20 décembre 2011 ne confère aucun caractère officiel à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient. Elle n'engage en aucune manière la responsabilité des pouvoirs publics (Article 8 de la loi n°83-629 du 12 juillet 1983)

DESCRIPTIF
devis video protection residence baccara tassins la demie lune

DESIGNATION	Nbr	Pr.Unit HT	Total HT €
DAHUA XVR5108H-4KL X Enregistreur 16 voies Résolution 4K, 6MP, 4MP, 1080P	1	476,00 €	476,00 €
HAC-HDBW1400R-Z DAHUA - Dôme HDCVI 4MP, varifocale motorisée 2,7~12mm, IK10, 30x	5	190,00 €	950,00 €
SUPPORT PFA130-E/PFB203W	5	18,80 €	94,00 €
camera mini dome factice avec led	2	27,90 €	55,80 €
Moniteur couleur lcd 21 pouce	1	139,00 €	139,00 €
Disque Dur Surveillance WESTERN DIGITAL WD Purple 4To 20 jours de video	1	177,00 €	177,00 €
câble coaxial KX6 video+alimentation couleur verte	300	1,45 €	435,00 €
moulure blanche dimension (30x15)	30	3,60 €	108,00 €
gaine icta ou iro	150	0,80 €	120,00 €
goulotte de protection descente câble cameras	3	27,80 €	83,40 €
ARM20/16/B-V2 coffret alimentation 12v 16 voies	1	178,00 €	178,00 €
armoie métallique schneider Montage mural dim H800xL800xP300	1	439,00 €	439,00 €
Onduleur 6 prises - 700VA	1	139,00 €	139,00 €
petite fourniture (visseries, attache gaine, prise rj45)	5	9,00 €	45,00 €
pose et configuration	1	1 600,00 €	1 600,00 €
Dossier préfecture / CNIL + 3 autocollants d'information	1	0,00 €	0,00 €
Total ht			5 039,20 €
TVA (taux 10%)			503,92 €
TOTAL TTC			5 543,12 €

Contrat d'entretien annuel.....159€ ht/an
 Voir détail du contrant N° 2020/548 ci joint

S.A.S au capital de 10 000€ 95,route de pact 38270 BEAUREPAIRE

Tél : 04 74 84 95 74 Fax : 09 70 06 36 36 – mobile : 06 03 33 40 42 - e-mail : sgs.securite@gmail.com

Siret 505 269 159 00024 autorisation d'exercer du cnaps N° AUT-038-2114-03-02-20150470213

L'arrête préfectoral 2011354-0018 du 20 décembre 2011 ne confère aucun caractère officiel à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient .Elle n'engage en aucune manière la responsabilité des pouvoirs publics (Article 8 de la loi n°83-629 du 12 juillet 1983)

MONTANT TOTAL 5039.20€HT

Variante 1 contrat de location financière sur 18/24/36/48 ou 60 mois

MONTANT € HT		5 039,00 €				
Durées proposées	Montant/m	18 mois	24 mois	36 mois	48 mois	60 mois
Loyers mensuels HT		328,00 €	259,00 €	184,00 €	149,00 €	128,00 €
Prélèvement trimestriel		984,00 €	777,00 €	552,00 €	447,00 €	384,00 €

Maintenance du système compris pendant toute la durée du contrat
 Récupération et mise à dispositions des images sur support usb sur demande

Au terme du contrat, vous aurez le choix

- D'arrêter la location, et de restituer le matériel
- De renouveler votre location avec un nouvel équipement de sécurité neuf et performant
- De renouveler votre location, avec le même équipement

*Ce devis a une validité de 3 mois
 Espérant devenir votre partenaire.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de notre considération.

M. IDCHRIFFÉ

Président

DEVIS N° 2020-547 GROUPE EVOTION

CACHET ET SIGNATURE (Bon pour accord)

Mode de règlement :

S.A.S au capital de 10 000€ 95, route de pact 38270 BEAUREPAIRE
 Tél : 04 74 84 95 74 Fax : 09 70 06 36 36 – mobile : 06 03 33 40 42 – e-mail : sgs.securite@gmail.com

Siret 505 269 159 00024 autorisation d'exercer du cnaps N° AUT-038-2114-03-02-20150470213

L'arrêté préfectoral 2011354-0018 du 20 décembre 2011 ne confère aucun caractère officiel à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient. Elle n'engage en aucune manière la responsabilité des pouvoirs publics (Article 8 de la loi n°83-629 du 12 juillet 1983)



Gardiennage & maître chien
Agent de sécurité et de surveillance
Alarme/télésurveillance
Installation vidéo protection
Disponible 24H/24 7J/7

**GROUPE EVOTION
IMMOBILIER**
22 Quai du docteur Gailleton
69002 Lyon

DEVIS N° 2020/548

Beaurepaire le 4 février 2020

NOS ATOUTS

- dynamiques et motivé.
- qualification professionnelle appropriée
- des équipes disponibles 24h sur 24 et 7 jours sur 7.

A l'attention de Mr RUIVO

Nous vous remercions de l'excellent accueil que vous nous avez réservé et vous prions de trouver ci-inclus un contrat d'entretien de votre copropriété.

Contrat d'entretien système de vidéo protection :

Copropriété : Résidence BACCARA 42 Ter Av du 8 Mai 1945 69160 Tassin la demi-lune

Sarl au capital de 10 000€ 95,route de pact 38270 BEAUREPAIRE
Tél : 04 74 84 95 74 Fax : 09 70 06 36 36- mobile : 06 03 33 40 42 - e-mail : sgs.securite@gmail.com

Siret 505 269 159 00024 autorisation d'exercer du cnaps N° AUT-038-2114-03-02-20150470213

L'arrête préfectoral 2011354-0018 du 20 décembre 2011 ne confère aucun caractère officiel à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient .Elle n'engage en aucune manière la responsabilité des pouvoirs publics (Article 8 de la loi n°83-629 du 12 juillet 1983)



CONTRAT D'ENTRETIEN

OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet l'entretien et la maintenance des installations une fois par ans au début de l'année civil

DUREE DU CONTRAT

La durée du contrat est conclue pour une durée de : un an calendaire.
Le contrat sera renouvelé chaque année, par accord tacite.

DESCRIPTION DES PRESTATIONS

L'entretien est l'ensemble des opérations préventives nécessaires pour assurer la conservation des équipements ainsi que le maintien des possibilités pour lesquels ils ont été conçus. La maintenance sera exécutés entre

8h30 et 18h00, durant les jours ouvrés.(lundi,mardi,mercredi,jeudi,vendredi)

ACCES AUX LOCAUX

Le client s'engage à laisser le libre accès des locaux à la ste SGS SECURITE afin de lui permettre de procéder dans les meilleures conditions aux travaux qui lui incombent.

MONTANT ANNUEL DU CONTRAT

Le montant annuel du contrat est fixé au prix forfaitaire de : **159€ HT**
Celui-ci comprend la Vérification générale des matériels (caméra, caisson, objectif, matrice, pupitre, enregistreur, moniteur, etc.....), Contrôle des connexions, Vérification de fonctionnement des organes commandés, Réglage, mise au point, Vérification des séquences d'enregistrement.
Le présent contrat ne couvre pas les éventuelles pièces en panne, SGS SECURITE sera tenue de proposer un devis au client. Après accord, le matériel pourra être remplacé.

Sarl au capital de 10 000€ 95,route de pact 38270 BEAUREPAIRE
Tél : 04 74 84 95 74 Fax : 09 70 06 36 36- mobile : 06 03 33 40 42 - e-mail : sgs.securite@gmail.com

Siret 505 269 159 00024 autorisation d'exercer du cnaps N° AUT-038-2114-03-02-20150470213

L'arrête préfectoral 2011354-0018 du 20 décembre 2011 ne confère aucun caractère officiel à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient .Elle n'engage en aucune manière la responsabilité des pouvoirs publics (Article 8 de la loi n°83-629 du 12 juillet 1983)



PAIEMENT

Le contrat d'entretien est non divisible et payable en début d'année.
Les paiements seront effectués par chèque ou par virement sur le compte de SGS SECURITE.

Le délai maximum de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.
Si le délai n'est pas respecté, une pénalité de 2% du montant total vous sera facturée.

- DROIT APPLICABLE - LITIGES

Le présent contrat est soumis à la loi Française. .
En cas de litige, les tribunaux Français seront seuls compétent

Espérant devenir votre partenaire.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de notre considération.

M. IDCHRIFE

GERANT

DEVIS N° 2020- 548 GR EVOTION

CACHET ET SIGNATURE (Bon pour accord)

Mode de règlement :

Sarl au capital de 10 000€ 95,route de pact 38270 BEAUREPAIRE
Tél : 04 74 84 95 74 Fax : 09 70 06 36 36- mobile : 06 03 33 40 42 - e-mail : sgs.securite@gmail.com

Siret 505 269 159 00024 autorisation d'exercer du cnaps N° AUT-038-2114-03-02-20150470213

L'arrête préfectoral 2011354-0018 du 20 décembre 2011 ne confère aucun caractère officiel à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient .Elle n'engage en aucune manière la responsabilité des pouvoirs publics (Article 8 de la loi n°83-629 du 12 juillet 1983)

**« Groupe Evotion »
11 Place Bellecour
69002 Lyon**

DEVIS N° JA3087.

LIEU INSTALLATION

Résidence Baccara

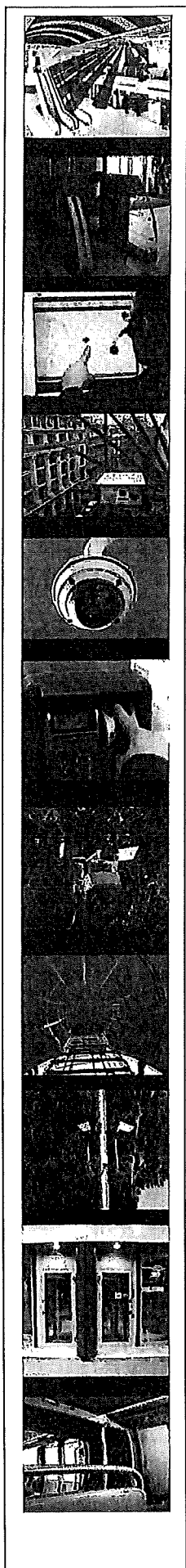
42 Bis/Ter Avenue du 8 Mai 1945
69160 Tassin la Demi-Lune

**Mise en place d'un système de Vidéoprotection
pour la sécurisation de l'immeuble**

AFFAIRE SUIVIE PAR :

M. Jérôme ASSANT

☎ : TEL : 04.72.04.94.04



1. BORDEREAU DESCRIPTIF ET FINANCIER

- Formule achat de matériel :

Réf.	Désignation	Qté	P.V.U.	P.V.T.
DAHUA-848	Enregistreur couleur Numérique IP Haute Définition, 8 entrées caméras POE, résolution d'affichage et d'enregistrement 4K/8MP - Disque dur 4 To - Normes législation Française. Enregistrement sur plage horaire ou sur mouvements. Sécurisation des accès aux images par codes. Extraction des images sur clé USB.	1	690,00 €	690,00 €
LCD 19	Ecran LCD 19" pour exploitation du système de vidéosurveillance.	1	145,00 €	145,00 €
COFFRET	Coffret polyester préparé et sécurisé avec fermeture par clé pour protection de l'enregistreur et des périphériques (écran, onduleur alimentation, ...)	1	350,00 €	350,00 €
DAHUA-1208	Caméra dôme IP antivandale Full HD, éclairage infrarouge 30 mètres pour visualisation nocturne, résolution 4 mégapixels, objectif varifocal 2,7 x 13,5 mm intégré. Caméras pour visualisation du hall d'entrée bâtiment A, du hall d'entrée bâtiment B ainsi que la visualisation de la porte d'accès au hall A depuis le garage et de la porte d'accès au hall B depuis le garage	4	228,00 €	912,00 €
CF	Caméra dôme factice imitant un dôme infrarouge à installer sous le porche extérieur d'entrée du hall A et sous le porche extérieur d'entrée du hall B pour dissuasion depuis la rue	2	59,00 €	OFFERT

Commercial	Groupe Evotion	Devis n°
JA	Immeuble « Baccara »	JA3087.

ONDULEUR	Onduleur pour protection du système contre les microcoupures - Parafoudre intégré	1	110,00 €	110,00 €
PFD	Câble et fournitures diverses (tube PVC, goulotte et gaine plastique, ...) pour création du réseau vidéo	1	286,00 €	286,00 €
SLAT	Alimentation séparée	1	122,00 €	122,00 €
	Déplacement, main d'œuvre, câblage, programmation, mise en service et essais. Formation des utilisateurs		Forfait	2 080,00 €

TOTAL	4 695,00 €
TVA 10%	469,50 €
TOTAL TTC	5 164,50 €

- Formule financement de matériel :

Durée de financement 60 mois = 124,00 € HT/mois soit 148,80 € TTC/mois pour l'ensemble de la copropriété avec service de maintenance Optimum inclus durant toute la période de financement.

**La mise en place d'affichages autocollants « Site sous Vidéoprotection » est offerte.
Clé USB offerte pour le relevé des enregistrements.**

Commercial	Groupe Evotion	Devis n°
JA	Immeuble « Baccara »	JA3087.

2. APRES-VENTE

Entretien (en formule achat de matériel) hors vandalisme et dégât foudre :

Pour assurer une meilleure efficacité et pérennité de votre installation, nous vous proposons :

- un contrat de maintenance comprenant : **Contrat Essentiel**
Abonnement = 15,00 € HT/mois

- 1 visite annuelle de vérification de bon fonctionnement

OU

- un contrat de maintenance comprenant : **Contrat Classique**
Abonnement = 30,00 € HT/mois

- 1 visite annuelle de vérification de bon fonctionnement
- les dépannages (déplacement et main d'œuvre inclus, les pièces sont facturables suivant le tarif en vigueur)

OU

- un contrat d'extension de garantie comprenant : **Contrat Optimum**
Abonnement = 45,00 € HT/mois

- 1 visite annuelle de vérification de bon fonctionnement
- les dépannages (déplacement et main d'œuvre inclus)
- le remplacement des pièces reconnues défectueuses (aux conditions décrites dans le contrat)

Les conditions générales sont précisées dans le contrat. Les conditions financières de ce contrat sont précisées dans les conditions particulières de vente.

Coût d'intervention hors contrat de maintenance et Coût unitaire d'un relevé d'enregistrement en cas de besoin (ce dernier n'entre pas dans le cadre des contrats de maintenance ci-dessus ni dans le cadre de la formule financement) :

Coût d'intervention = 129,00 € HT (comportant le déplacement et la première heure de main d'œuvre), puis par tranche de demi-heure sur la base de 57,00 € HT par heure.

Commercial	Groupe Evotion	Devis n°
JA	Immeuble « Baccara »	JA3087.



3. CONDITIONS PARTICULIERES DE VENTE

☞ Durée de validité de l'offre :	3 mois
☞ Délais indicatifs de livraison :	3 semaines à réception de commande
☞ Période probatoire (après mise en service) :	30 jours
☞ Mode de paiement :	45 jours fin de mois

Installation garantie 1 an, pièces, déplacement et main d'œuvre.

« Le prix est celui arrêté au jour de l'établissement du devis, en tenant compte de la TVA en vigueur ; tout changement de taux légal sera répercuté sur le prix à payer »

Cette offre N° JA3087 comporte 7 pages.

Fait le 26 Septembre 2019,

Rillieux La Pape

Le client

TELEGIL

TELEGIL
2266 avenue de l'Europe
69140 RILLIEUX LA PAPE
Tél. 04 72 01 91 04
Fax 04 72 01 91 03
SIRET 329 703 946 0001 - APE 4321 A
TVA FR 37 329 703 946

Nom :

Date :

Commercial	Groupe Evotion	Devis n°
JA	Immeuble « Baccara »	JA3087.

4. CONDITIONS GENERALES DE VENTE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les présentes conditions générales de vente constituent la loi des parties.

Tout CLIENT de TELEGIL est réputé avoir pris connaissance de ces conditions générales de vente, celles-ci lui étant systématiquement adressées ou remises. En conséquence, le fait de passer commandes entraîne acceptation par le CLIENT des conditions ci-dessous dans leur totalité et sans réserve. Aucune condition particulière d'achat ne peut, sauf acceptation formelle et écrite de TELEGIL, prévaloir contre les conditions générales de vente. Toute condition contraire posée par l'acheteur sera, donc, à défaut d'acceptation expresse, inopposable à la Société, quel que soit le moment où elle aura pu être portée à la connaissance de TELEGIL.

ARTICLE 2 : COMMANDE

Chaque commande doit faire l'objet d'une confirmation de commande de la part du CLIENT pour être réputée acceptée. Elle ne pourra être validée ou annulée qu'avec l'accord exprès d'un Responsable de TELEGIL.

ARTICLE 3 : EXÉCUTION DE LA COMMANDE

Le CLIENT se charge avec l'aide de TELEGIL de l'obtention des autorisations administratives éventuellement nécessaires et lui incombant (sirènes extérieures, modification de l'installation téléphonique, transmetteur téléphonique, vidéo surveillance, etc). Le CLIENT s'engage à assurer au personnel de TELEGIL chargé de l'installation l'accès à ses locaux et aux divers appareils concernés par les travaux, de manière à lui permettre de remplir ses fonctions.

Le respect des normes en vigueur, des règles de l'art et des préconisations techniques des constructeurs prévalent sur toutes considérations esthétiques, fonctionnelles ou autres, propres aux exigences du CLIENT. Lorsque, sur directive du CLIENT, obligation est faite à la Société de déroger à ces règles, et ce, malgré une mise en garde sur les conséquences possibles de cette dérogation, les modifications sont portées à la décharge de TELEGIL sur le Procès-verbal de réception des travaux.

ARTICLE 4 : DÉLAIS

Sauf stipulations contraires, le délai de livraison est donné à titre indicatif. En conséquence, la non-observation desdits délais, ainsi que la non-exécution des commandes, résultant de circonstances exceptionnelles telles que : incendie, inondations, grèves, guerre, etc. et d'une manière générale tout sinistre de caractère imprévisible ayant affecté l'exploitation de TELEGIL, ne pourra donner lieu à indemnité.

ARTICLE 5 : CLAUSE DE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

TELEGIL se réserve la propriété des marchandises avec tous les droits et garanties qui y sont attachés jusqu'au paiement intégral du prix principal et de ses accessoires.

ARTICLE 6 : PRIX

Les prix des prestations s'entendent hors taxes. Ils sont établis selon les tarifs en vigueur à la date de présentation de l'étude : le délai d'option est de 60 jours. Ils sont calculés pour des horaires normaux, jours ouvrables, entre 8 et 18 heures ; tout autre horaire imposé par des circonstances locales et à la demande du CLIENT pourra faire l'objet d'une facturation spéciale et distincte, de même que tous les travaux complémentaires ou modifications au devis à la demande du CLIENT.

Les prix pourront varier à chaque facturation en fonction des modifications des conditions des fournisseurs de TELEGIL, des coûts de main-d'œuvre et de déplacements. La révision des prix de main-d'œuvre et déplacements intervient le premier octobre de chaque année et est communiquée sur simple demande.

ARTICLE 7 : PAIEMENT

Les modalités de facturation sont définies comme suit : 30% à la commande, le solde à la livraison pour les prestations livrables dans les 60 jours suivant la commande, et sur situations intermédiaires mensuelles pour les travaux excédant 60 jours. Le paiement se fait à réception de facture.

Si le CLIENT n'exécute pas ses obligations et notamment ne paie pas le prix aux échéances convenues, TELEGIL peut, conformément aux dispositions de l'article 1184 du Code Civil, soit poursuivre l'exécution forcée du contrat, soit demander la résolution de la vente. En cas de retard de paiement, TELEGIL pourra suspendre toutes commandes en cours, sans préjudice de toute autre voie d'action. Les frais occasionnés par un retard de paiement seront à la charge du débiteur.

ARTICLE 8 : pÉnalités de retard

Toute somme non payée à l'échéance figurant sur la facture entraînera, conformément à l'article L. 441-6, alinéa 6 du Code de Commerce, l'application de pénalités de retard calculées sur la base d'un taux égal à une fois et demie le taux de l'intérêt légal en vigueur au jour de l'exigibilité. Ces pénalités sont exigibles sur simple demande de TELEGIL.

Commercial	Groupe Evotion	Devis n°
JA	Immeuble « Baccara »	JA3087.

ARTICLE 9 : GARANTIE ET SERVICE APRÈS VENTE

TELEGIL est garant des vices cachés de la chose vendue conformément aux articles 1641 et suivants du Code civil. La date de départ de la garantie est celle de la réception de l'installation ou, à défaut, celle de la première proposition de réception totale ou partielle, même si cette réception n'a pas lieu du fait du CLIENT, ou, à défaut, la date de facturation. Les interventions au titre de la garantie ne sauraient avoir pour effet de prolonger la durée de celle-ci.

La garantie est limitée au remplacement gratuit des marchandises reconnues défectueuses ou à la réparation du matériel ou de l'élément reconnu défectueux hors frais de port, main d'œuvre et déplacements. Pour bénéficier de la garantie, tout matériel doit être, au préalable, soumis au service après-vente de TELEGIL dont l'accord est indispensable pour tout remplacement.

La garantie ne s'applique pas aux éléments consommables tels que fusibles, piles, batteries, rubans... et aux pièces d'usure telles que têtes de lecture de magnétoscope, tubes de moniteurs et caméras vidéo, capteurs CCD... La garantie ne couvre pas les dommages résultant de surtensions électriques, foudre, dégâts des eaux, d'une utilisation incorrecte des équipements, de dégradations involontaires et de déprédation. La garantie cesse si le CLIENT apporte ou fait apporter par un tiers des modifications aux installations qui se révèlent dommageables pour les matériels fournis par la Société ou incompatibles avec les systèmes en place.

ARTICLE 10 : ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

Pour couvrir sa responsabilité au titre de son activité, la Société déclare avoir souscrit un contrat d'assurance "Responsabilité Civile". Par convention, il est expressément admis que la responsabilité de TELEGIL ne peut être recherchée que dans les limites de cette garantie.

Le CLIENT se doit de prendre toutes les mesures de protection et de sauvegarde nécessaires, dans le but d'éviter toutes dégradations ou destructions d'objets se trouvant sur les lieux des travaux. Il est particulièrement recommandé au CLIENT de signaler de façon précise aux techniciens de TELEGIL les passages de tuyauteries, conduits, fils électriques et téléphoniques, etc... se trouvant encastrés dans les structures des bâtiments ; en cas de dommage consécutif à un défaut d'information, la responsabilité de TELEGIL ne pourra être recherchée.

La responsabilité de TELEGIL sera dégagée de plein droit pour tout non-fonctionnement des matériels, objet de la commande et toutes les conséquences résultant :

- d'une utilisation des systèmes par le CLIENT et ses ayants droits non conforme à ses prescriptions et à leur vocation d'origine,
- de modifications, d'adjonctions de matériel, d'interventions techniques réalisées par des tiers sur les systèmes sans l'accord préalable de TELEGIL,
- d'un dysfonctionnement constaté depuis plus de 48 heures et non signalé (un numéro de téléphone 24/24 est accessible au CLIENT à ces fins),
- d'une modification de la configuration des locaux ayant affecté la couverture des détecteurs (déplacement de cloisons, rayonnages, création d'accès, etc.),
- d'une modification de l'installation électrique ou téléphonique ayant affecté le fonctionnement des systèmes,
- d'une carence ou d'une insuffisance dans l'entretien et la vérification des systèmes.

Lorsque des travaux, une panne ou un dysfonctionnement entraînent une interruption totale ou partielle des systèmes de sécurité, le CLIENT prend à sa charge les mesures de sécurité et de gardiennage qu'il estime nécessaires. D'une manière générale, le CLIENT ne peut prendre prétexte de charges exceptionnelles liées directement ou indirectement à un dysfonctionnement des systèmes installés par la Société, afin d'exiger le paiement intégral ou partiel des dépenses engagées ou d'effectuer sur le règlement de ses factures des retenues à quelque titre que ce soit.

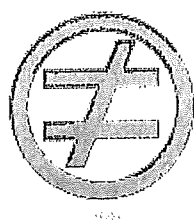
ARTICLE 11 : ÉTUDES, PROJETS, PLANS

Sauf stipulation contraire, les études, projets et plans restent la propriété de TELEGIL et, en cas d'offre sans suite, doivent lui être rendus sur simple demande. Toute utilisation, même partielle, non autorisée est interdite. En cas d'utilisation constatée des études, projets et plans par le CLIENT à des fins d'appel d'offres ou d'exécution des travaux par des tiers sans son autorisation, la Société est fondée à facturer au CLIENT la prestation correspondante. Les cotes et implantations d'équipements sont données à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiées suivant les aléas techniques rencontrés au moment de la mise en œuvre des travaux. Les plans confiés par le CLIENT pour l'établissement de l'étude sont supposés valables pour le chiffrage des devis. Les modifications pouvant survenir du fait de données erronées ou non mises à jour peuvent donner lieu, le cas échéant, à des modifications de prix comme convenu à l'article 6.

ARTICLE 12 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Les parties rechercheront avant toute action contentieuse un accord amiable. A défaut, sera seul compétent en cas de litige de toute nature ou de contestation relative à la formation ou à l'exécution de la commande, le Tribunal de Commerce de Paris. Cette clause s'applique même en cas de référé, de demande incidente ou pluralités de défendeurs, d'appel en garantie et quels que soient le mode et les modalités de paiement.

Commercial	Groupe Evotion	Devis n°
JA	Immeuble « Baccara »	JA3087.



G R O U P E
EVOTION
IMMOBILIER

DEVIS : SECURISATION ASCENSEUR



NOUVEAU
SYNDIC **COM**

Point 20:

DIGICODES ASCENSEURS



G R O U P E
EVOTION
IMMOBILIER

AF GESTION LYON 2

Simulation de quote-part travaux

Copropriété : LE JARDIN BACCARA BÂT. A & B

Clé de répartition : 0001 - Charges Parties Communes

Nature des travaux : Sécurisation ascenseurs

Devis	Fournisseurs	Montants
1	SCHINDLER ASC	1858,19

Compte	Copropriétaire	Tantièmes	QP devis 1	QP devis 2	QP devis 3
P000001	LEVY Jean-Claude	120,00	22,30		
P000025 6	TRICAUD LEROY Chantal	68,00	12,64		
P001001	AGABRIEL ETIENNE 571080	65,00	12,08		
P001002	ARMANET *JEAN-PIERRE	9,00	1,67		
P001003	AMET JEAN-FRANCOIS	149,00	27,69		
P001004	AIT MAHIOUT Kamel	124,00	23,04		
P001005	AMSELLEM Mickaël	138,00	25,64		
P001006	ATTIAS Bernard	203,00	37,72		
P002001	BOUYGUES IMMOBILIER	156,00	28,99		
P002002	BOUSSIF* OTMANE	87,00	16,17		
P002003	BELL* ALAN	229,00	42,55		
P002004	BIRON Cyril 900860	146,00	27,13		
P002005	BOIZARD NICOLAS	108,00	20,07		
P002006	BIANCHINI DAVID*	155,00	28,80		
P002007	BENOIT Evelyne	140,00	26,01		
P002008	BOCCOZ Didier	120,00	22,30		
P002009	BATTARD Michel	131,00	24,34		
P002010	BORDET Olivier	87,00	16,17		
P002011	BOTTALUSCIO Marc JEANDEAU Anne	148,00	27,50		

11 place Bellecour 69002 Lyon - Tél. 04 78 42 01 09 - contact@groupe-evotion.com - www.nouveausyndic.com

S.A.R.L. AF Immobilier capital de 320 000€ - RCS Lyon 434 241 899
S.A.S. AF GESTION LYON2 capital de 12 000€ - RCS Lyon 538 000 019
S.A.S. AF GESTION BONNEL capital de 1 000€ - RCS Lyon 749 810 552
S.A.S. AF GESTION LYON2 capital de 1 000€ - RCS Lyon 830 636 619

Garanties Financières

CPI 6901 2018 000 025 046
CPI 6901 2018 000 025 051
CPI 6901 2018 000 025 628
CPI 6901 2017 000 020 733

GALIAN

n°110 762 T
n°111 226 X
n°111 245 T
n°120 597 J

ORIAS

n° 17002422
n° 14006670
n° 17002423
n° 19000417

29032032A 20400ipi C



G R O U P E
EVOLUTION
IMMOBILIER

AF GESTION LYON 2

P002024 1	MANIN Olivier	84,00	15,61		
P003001	COLOMBE PATRICK	13,00	2,42		
P003002	COPINET	272,00	50,54		
P003003	CHAPEY ALEXANDRE	121,00	22,48		
P003004	CHATTE GERARD	124,00	23,04		
P003005	CHAVENT CEDRIC	118,00	21,93		
P003006	COTARD Jean-Pierre	8,00	1,49		
P003007	COUTURIER Emilie	151,00	28,06		
P003008	COUSIN Arnaud	84,00	15,61		
P003009	CORNIER* Pierre	130,00	24,16		
P004001	DESSEIGNE JEAN-CLAUDE	134,00	24,90		
P004002	DERUAZ* JEAN-CHRISTOPHE	124,00	23,04		
P004004	DELATTRE Valérie	124,00	23,04		
P004005	DOMPS Fabien	148,00	27,50		
P004006	DERVISSOGLU Vincent	115,00	21,37		
P006001	FRANCIA STEPHANE	164,00	30,47		
P006002	FERNOUX PATRICK	143,00	26,57		
P006003	FLEURY CHRISTOPHE	119,00	22,11		
P006004	FERRARI Olivier 900540	72,00	13,38		
P007002	GRIGLIO PASCAL	138,00	25,64		
P007003	GUIGARD MURIEL	73,00	13,56		
P007004	GOURET Philippe	384,00	71,35		
P007005	GAND Pascal	123,00	22,86		
P007006	GREGOT* Jean-Philippe	115,00	21,37		
P007007	GLADEL Joachim	121,00	22,48		
P007008	GROH *Alexander	260,00	48,31		
P008001	HACHANI Yohann, STAGNOLI Maud	141,00	26,20		
P008002	HIOLIN* Xavier SAWICZ* Isabelle	158,00	29,36		
P008003	HACINI Rachid	122,00	22,67		
P010001	JURINE C. ET TAPPA KARINE	160,00	29,73		
P010002	JAILLET Arnad, COTET Marine	110,00	20,44		
P010003	JUNIQUE François	65,00	12,08		

11 place Bellecour 69002 Lyon - Tél. 04 78 42 01 09 - contact@groupe-evotion.com - www.nouveausyndic.com

S.A.R.L. AF Immobilier capital de 320 000€ - RCS Lyon 434 241 899
S.A.S. AF GESTION LYON2 capital de 12 000€ - RCS Lyon 538 000 019
S.A.S. AF GESTION BONNEL capital de 1 000€ - RCS Lyon 749 810 552
S.A.S. AF GESTION CONFLUENCE capital de 1000€ - RCS Lyon 830 634 619

Garanties Financières

CPI 6901 2018 000 025 046
CPI 6901 2018 000 025 051
CPI 6901 2018 000 025 628
CPI 6901 2017 000 020 723

GALLAN

n° 110 762 T
n° 111 226 X
n° 111 243 T
n° 119 512

ORIAS

n° 17002422
n° 16006670
n° 17002423
n° 17002423

P011001	KROENER Sébastien	99,00	18,40		
P012001	LAFON CHRISTOPHE	156,00	28,99		
P012002	LANGERON PASCAL	92,00	17,10		
P013001	MAZOYER YANNICK	91,00	16,91		
P013002	MAIRE HENRY-FRANCOIS 900290	99,00	18,40		
P013003	MORAIS-CORREIA Conceição Maria	108,00	20,07		
P013004	MOREL * Fabrice	228,00	42,37		
P016001	PEREZ J-P. & PANTSIOS S.	203,00	37,72		
P016002	PONCET MONTANGE SABINE	115,00	21,37		
P016003	PILLIE Robert	109,00	20,25		
P016004	PIERNOT Régis	152,00	28,24		
P018001	RAMBALDI OLIVIER 900300	130,00	24,16		
P018002	ROSSI *Fabien	9,00	1,67		
P018003	RISSE Alexandre	129,00	23,97		
P019001	SCHWALL FRANCOIS	13,00	2,42		
P019003	SCHURCH Mathieu	110,00	20,44		
P019004	SPOSITO Fabrice 900530	119,00	22,11		
P019005	STRUYF* Julie	124,00	23,04		
P020001	TRINCAL Sylvain	109,00	20,25		
P020002	TONNAR Jeff	125,00	23,23		
P020003	TURZO Florent	155,00	28,80		
P020004	THENOT Christian	152,00	28,24		
P020005	TCD IMMO	129,00	23,97		
P020006	TRANCHART* Laurent, BONNET P.	68,00	12,64		
P022001	VEDRINNE* JEAN-MARC	122,00	22,67		
P022002	VACHERON Olivier	131,00	24,34		
P022003	VAN GORP Luc	115,00	21,37		
P022004	VILLEMONT DE LA CLERGERIE O. 900580	91,00	16,91		
P023001	WISNIEWSKI J. - LOUVET F.	116,00	21,56		
	TOTAUX	10000,00	1 858,19		



Schindler

Agence Service Nord

Exp. : Schindler - 56 avenue du Progrès 69680 CHASSIEU

C/O AF GESTION BONNEL
GROUPE EVOTION
11 PLACE BELLECOUR
69002 LYON

Votre contact **M. Frédéric Rodes**
Ligne directe **+ 33 4 72 74 5496**
E-mail **frederic.rodas@schindler.com**

Objet **Offre de Réparation**
Référence **145626773**
Date **vendredi 20 septembre 2019**

Localisation **ASC 7 NIVEAUX, 42 Avenue du 8 Mai 1945, 69160 Tassin-la-Demi-Lune**
N° d'installation **1601097**

Madame, Monsieur,

Suite à la demande que vous avez exprimée auprès de nos services, nous vous proposons cette offre de réparation.

Cette prestation n'est pas couverte par votre contrat de maintenance. A ce titre, je vous prie de bien vouloir trouver ci-jointe notre meilleure offre comprenant la description du travail à réaliser. En cas d'accord de votre part, je vous remercie par avance de bien vouloir nous retourner le bon de commande joint dûment signé.

Dans l'attente, je reste à votre entière disposition pour vous communiquer toute information que vous jugerez utile.

Nous vous prions d'agréer, cher client, nos salutations distinguées.

M. Frédéric Rodes
Ascenseurs Schindler SA

Pièces jointes "Offre de réparation"
"Bon de commande"
"Conditions générales de ventes".

Schindler Réparation

Agence Service Nord
56 avenue du Progrès
69680 CHASSIEU
Téléphone : 04 72 74 54 96
Télécopie : 04 72 74 54 99

Siège social :
1 rue Dewoitine – BP 67
78141 VELIZY VILLACOUBLAY
Tél. 01.30.70.70.70
Fax 01.39.46.26.28
www.schindler.fr

RCS Versailles B383711678
SIRET 38371167800011
APE 292C
Identification T.V.A.
FR59383711678

Schindler
Société anonyme
Capital 8 594 520 €



Schindler

SDC JARDIN BACCARA
BAT A ET B
42 AVENUE DU 8 MAI 1945, BIS ET
TER
69160 TASSIN LA DEMI LUNE

C/O AF GESTION BONNEL
GROUPE EVOTION
11 PLACE BELLECOUR
69002 LYON

Offre de Réparation: N° 145626773

Votre contact **M. Frédéric Rodes**
Ligne directe + 33 4 72 74 5496
E-mail frederic.rodès@schindler.com

Localisation ASC 7 NIVEAUX, 42 Avenue du 8 Mai 1945, 69160 Tassin-la-Demi-Lune
N° d'installation 1601097

Désignation	Quantité	Prix
Mise en place de digicodes au sous sol	1	
Suite à votre demande, veuillez trouver ci-joint notre offre concernant la mise en place de digicodes aux palier des sous sol		
Notre prestation		
Mise en sécurité de l'installation		
Passage d'un câble d'alimentation du haut de la machinerie au niveau du palier et ce au niveaux de sous sol		
Mise en place du digicode et ce au deux niveaux de sous sol		
Mise en place de transformateurs aux paliers des sous sol		
Raccordement de ceux-ci		
Programmation et essais		
Remise en service de l'installation		

Total Main d'œuvre :	HT	502,40 €
Total matériels :	HT	697,62 €
Montant Hors Taxes :		1.200,02 €
Total Hors Taxes :		1.200,02 €
TVA 10,00 % :		120,00 €
Total TTC :		1.320,02 €

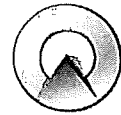
Nég → 1012,44 € HT

Schindler Réparation

Bon Cde 145626773

Page 1/8

*Vu avec M. Rodès
12/02/20*



Schindler

Nature des travaux	Obligatoire : Risque de panne
Délai de livraison des travaux	Dans les 6 semaines à dater de votre commande.
Durée d'immobilisation	Une demi journée environ
Garantie	1 an pièces et main d'œuvre
Conditions de paiement	30 jours net * * En cas de non paiement d'une facture, des pénalités de retard égales à trois fois le taux de l'intérêt légal sont immédiatement applicables au client, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.
Validité de l'offre	20.12.2019** ** Les prix de cette offre ne sont pas garantis au-delà du délai de validité.
TVA applicable	Pour bénéficier du taux de TVA réduit, il est nécessaire de nous fournir une attestation visant à garantir que l'immeuble est affecté à un usage d'habitation à l'issue des travaux et qu'il est achevé depuis plus de deux ans.

CHASSIEU, le vendredi 20 septembre 2019

M. Frédéric Rodes

Ascenseurs Schindler SA

Schindler Réparation

Bon Cde 145626773 Page 2/8



Schindler

Bon de commande

C/O AF GESTION BONNEL
GROUPE EVOTION
11 PLACE BELLECOUR
69002 LYON

Schindler
M. Frédéric Rodes
56 avenue du Progrès
69680 CHASSIEU

Fax Schindler 04 72 74 54 99

Localisation ASC 7 NIVEAUX, 42 Avenue du 8 Mai 1945, 69160 Tassin-la-Demi-Lune
Référence 145626773
N° d'installation 1601097

Désignation	Quantité	Prix
Mise en place de digicodes au sous sol	1	

Total Hors Taxes :	1.200,02 €
TVA : 10,00 % :	120,00 €
Total TTC :	1.320,02 €

Nature des travaux	Obligatoire : Risque de panne
Livraison des travaux	Dans les 6 semaines à dater de votre commande.
Durée d'immobilisation	Une demi journée environ
Garantie	1 an pièces et main d'œuvre
Conditions de paiement	30 jours net *
	* En cas de non paiement d'une facture, des pénalités de retard égales à trois fois le taux de l'intérêt légal sont immédiatement applicables au client, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.
Validité de l'offre	20.12.2019**
	** Les prix de cette offre ne sont pas garantis au-delà du délai de validité.
TVA applicable	Pour bénéficier du taux de TVA réduit, il est nécessaire de nous fournir une attestation visant à garantir que l'immeuble est affecté à un usage d'habitation à l'issue des travaux et qu'il est achevé depuis plus de deux ans.

→ suite n° rés
→ 12,44 € HT

C/O AF GESTION BONNEL

Indiquez ici, si vous le souhaitez, une référence à rappeler :

Nom :

Signature :

Date :

Lieu :

Cachet :

Total des pages

8

Merci de nous faire part de votre accord, de préférence en glissant ce "Bon de commande" signé dans une enveloppe à fenêtre.

Schindler Réparation

Bon Cde 145626773 Page 3/8



Schindler

Agence Service Nord

Exp. : Schindler - 56 avenue du Progrès 69680 CHASSIEU

C/O AF GESTION BONNEL
GROUPE EVOTION
11 PLACE BELLECOUR
69002 LYON

Votre contact **M. Frédéric Rodes**
Ligne directe **+ 33 4 72 74 5496**
E-mail **frederic.odes@schindler.com**

Objet **Offre de Réparation**
Référence **145626733**
Date **vendredi 20 septembre 2019**

Localisation **ASC 6 NIVEAUX, 42 Avenue du 8 Mai 1945, 69160 Tassin-la-Demi-Lune**
N° d'installation **1601094**

Madame, Monsieur,

Suite à la demande que vous avez exprimée auprès de nos services, nous vous proposons cette offre de réparation.

Cette prestation n'est pas couverte par votre contrat de maintenance. A ce titre, je vous prie de bien vouloir trouver ci-jointe notre meilleure offre comprenant la description du travail à réaliser. En cas d'accord de votre part, je vous remercie par avance de bien vouloir nous retourner le bon de commande joint dûment signé.

Dans l'attente, je reste à votre entière disposition pour vous communiquer toute information que vous jugerez utile.

Nous vous prions d'agréer, cher client, nos salutations distinguées.

M. Frédéric Rodes
Ascenseurs Schindler SA

Pièces jointes "Offre de réparation"
"Bon de commande"
"Conditions générales de ventes".

Schindler Réparation

**Schindler**

SDC JARDIN BACCARA
BAT A ET B
42 AVENUE DU 8 MAI 1945, BIS ET
TER
69160 TASSIN LA DEMI LUNE

C/O AF GESTION BONNEL
GROUPE EVOTION
11 PLACE BELLECOUR
69002 LYON

Offre de Réparation: N° 145626733

Votre contact **M. Frédéric Rodes**
Ligne directe + 33 4 72 74 5496
E-mail frederic.rodès@schindler.com

Localisation ASC 6 NIVEAUX, 42 Avenue du 8 Mai 1945, 69160 Tassin-la-Demi-Lune
N° d'installation 1601094

Désignation	Quantité	Prix
Mise en place d'un digicode au sous-sol	1	698,82
Suite à votre demande, veuillez trouver ci-joint notre offre concernant la mise en place d'un digicode au palier du sous sol		
Notre prestation		
Mise en sécurité de l'installation		
Passage d'un câble d'alimentation du haut de la machinerie au niveau du palier		
Mise en place du digicode		
Mise en place d'un transformateur		
Raccordement de celui-ci		
Programmation et essais		
Remise en service de l'installation		
1 Forfait déplacement		85,00
1 Digicode		362,62
2 Heures technicien (Réparation)		251,20
Total Hors Taxes :		698,82 €
TVA : 10,00 % :		69,88 €
Total TTC :		768,70 €

Nature des travaux Obligatoire : Risque de panne
Délai de livraison des travaux Dans les 6 semaines à dater de votre commande.
Durée d'immobilisation Une demi journée environ
Garantie 1 an pièces et main d'œuvre
Conditions de paiement 30 jours net *

Nég. → 676,82 € HT

✓

du avr 97 Rodès

le 17/07/2020

Schindler Réparation

Bon Cde 145626733 Page 1/8



Schindler

* En cas de non paiement d'une facture, des pénalités de retard égales à trois fois le taux de l'intérêt légal sont immédiatement applicables au client, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

Validité de l'offre 20.12.2019**

** Les prix de cette offre ne sont pas garantis au-delà du délai de validité.

TVA applicable Pour bénéficier du taux de TVA réduit, il est nécessaire de nous fournir une attestation visant à garantir que l'immeuble est affecté à un usage d'habitation à l'issue des travaux et qu'il est achevé depuis plus de deux ans.

CHASSIEU, le vendredi 20 septembre 2019

M. Frédéric Rodes

Ascenseurs Schindler SA

Schindler Réparation

Bon Cde 145626733 Page 2/8

Agence Service Nord
56 avenue du Progrès
69680 CHASSIEU

Téléphone : 04 72 74 54 96
Télécopie : 04 72 74 54 99

Siège social :
1 rue Dewoitine - BP 67
78141 VELIZY VILLACOUBLAY
Tél. 01.30.70.70.70
Fax 01.39.46.26.28
www.schindler.fr

RCS Versailles B383711678
SIRET 38371167800011
APE 292C
Identification T.V.A.
FR59383711678

Schindler
Société anonyme
Capital 8 594 520€



Schindler

Bon de commande

C/O AF GESTION BONNEL
GROUPE EVOTION
11 PLACE BELLECOUR
69002 LYON

Schindler
M. Frédéric Rodes
56 avenue du Progrès
69680 CHASSIEU

Fax Schindler 04 72 74 54 99

Localisation ASC 6 NIVEAUX, 42 Avenue du 8 Mai 1945, 69160 Tassin-la-Demi-Lune
Référence 145626733
N° d'installation 1601094

Désignation	Quantité	Prix
Mise en place d'un digicode au sous-sol	1	

Total Hors Taxes :	698,82 €
TVA : 10,00 % :	69,88 €
Total TTC :	768,70 €

Nature des travaux Obligatoire : Risque de panne
Livraison des travaux Dans les 6 semaines à dater de votre commande.
Durée d'immobilisation Une demi journée environ
Garantie 1 an pièces et main d'œuvre
Conditions de paiement 30 jours net *
Validité de l'offre 20.12.2019**
TVA applicable Pour bénéficier du taux de TVA réduit, il est nécessaire de nous fournir une attestation visant à garantir que l'immeuble est affecté à un usage d'habitation à l'issue des travaux et qu'il est achevé depuis plus de deux ans.

* En cas de non paiement d'une facture, des pénalités de retard égales à trois fois le taux de l'intérêt légal sont immédiatement applicables au client, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.
** Les prix de cette offre ne sont pas garantis au-delà du délai de validité.

*↪ suite ult. au 30
616,82 € HT*

C/O AF GESTION BONNEL

Indiquez ici, si vous le souhaitez, une référence à rappeler :
Nom :

Signature :

Date : Lieu :

Cachet :

Total des pages

8

Merci de nous faire part de votre accord, de préférence en glissant ce "Bon de commande" signé dans une enveloppe à fenêtre.

Schindler Réparation

Bon Cde 145626733 Page 3/8

Les modalités d'exécution des travaux

- Avant le début du chantier, un état des lieux contradictoire des parties communes pourra être réalisé en fonction de l'importance et de la nature des travaux.
- Schindler exécute les travaux les jours ouvrés et pendant les heures ouvrées sauf stipulation contraire prévue dans l'offre.
- L'appareil sera immobilisé pendant toute la durée des travaux sauf stipulation contraire prévue dans l'offre.
- Schindler procédera à l'enlèvement et à la destruction du matériel remplacé.
- Dans le cas où le client souhaiterait conserver le matériel, la demande devra être faite avant le début des travaux.
- Si l'intervention de Schindler devait être différée après la fabrication du matériel à la demande du client, les frais de stockage du matériel seront à la charge de celui-ci.
- Conformément à la législation en vigueur relative à l'hygiène et à la sécurité, le client devra mettre à la disposition de Schindler avant le démarrage des travaux :
 - Les points de branchement électrique à proximité immédiate du lieu d'intervention pour l'outillage conventionnel de chantier,
 - Un local fermant à clé à usage de vestiaire et l'accès à un bloc sanitaire.

A défaut, Schindler prendra les mesures nécessaires aux frais du client.

- De plus, le client devra remettre à Schindler un rapport amiante conformément à la réglementation en vigueur. A défaut, Schindler se réserve le droit de reporter la date de démarrage des travaux.



Schindler

Les conditions générales de ventes

Article 1 – Objet du Contrat :

Le présent contrat a pour objet de fixer les modalités et conditions de la réalisation par Schindler de travaux de réparation sur le ou les appareils appartenant au client par Schindler (ci-après également dénommés "les Appareils").

Les travaux de réparation consistent au remplacement à neuf d'équipements, accessoires ou éventuellement de logiciels, composants (ci-après "le ou les Matériels") livrés à l'origine avec l'installation en échange standard ou fabriqués à partir d'un nouveau matériel / nouvelle technologie qui peuvent apporter une plus grande fiabilité comme décrits dans le devis (ci-après également dénommés "les Travaux"). Pour éviter les pannes récurrentes, Schindler privilégie le remplacement à neuf et à l'identique des matériels plutôt que le remplacement successif des organes qui le composent.

Article 2 – Champ d'application et formation du contrat :

2.1 Les présentes conditions générales sont systématiquement remises au client avec et en même temps que l'offre Schindler. Toute condition contraire posée par le client est, à défaut d'acceptation expresse par Schindler, inopposable à cette dernière.

2.2 Font partie intégrante du contrat :

- Les présentes conditions générales,

- Les conditions particulières figurant dans le devis émis par Schindler, dont l'acceptation expresse par le Client, fait office de commande.

En cas de contradiction entre l'une ou l'autre des dispositions prévues par les présentes conditions générales et lesdites conditions particulières, ces dernières prévaudront.

2.3 Le contrat est parfait :

- après signature par les parties du devis émis par Schindler qui fait office de commande.

- après échange des consentements par voie électronique, lorsque la commande est conclue sous forme électronique. Dans cette hypothèse, chacune des Parties accepte que puisse être utilisé un système électronique pour la passation, réception et preuve de la commande et renonce à opposer à l'autre partie, notamment en cas de litige, le fait que les informations échangées aient été obtenues et/ou stockées sous une forme électronique.

2.4 Toute modification ou avenant au présent contrat et à ses annexes (et notamment toute modification relative au prix, aux délais, aux Matériels, ou aux Travaux) doit être préalablement approuvé par écrit par les parties.

S'il apparaît au cours des Travaux que des prestations supplémentaires sont nécessaires, Schindler en informera immédiatement le Client afin d'obtenir son accord préalable à leur réalisation, dans les conditions de l'article 2.3. Il en sera de même si le temps d'intervention annoncé doit être modifié parce que l'appareil présente des particularités non prévisibles.

Article 3 – Obligation du Client :

Le Client s'engage à indiquer à Schindler toute présence d'amiante et/ou de plomb dans le bâtiment où se situe(nt) le(s) Appareil(s) objet(s) du Contrat.

Le Client s'engage à remettre à Schindler, avant la signature du contrat, le diagnostic amiante et le cas échéant le diagnostic plomb du bâtiment où se situe(nt) le(s) Appareil(s) objet(s) du contrat. Ces diagnostics devront être conformes à la réglementation en vigueur. Plus particulièrement, pour les immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997, le Client constituera à ses frais et transmettra à Schindler :

- Un Dossier technique Amiante (DTA) conforme aux dispositions des Arrêtés du 12 décembre 2012 relatifs aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement et au contenu du rapport de repérage.

- Un rapport de repérage complémentaire sur les principaux composants de l'ascenseur (portes-palières, mâchoires de freins....)

Les contraintes d'intervention qui découleraient de la présence d'amiante et/ou de plomb pourront faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

Les éventuels travaux de retrait d'amiante relevant de la sous-section 3 du Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante sont exclus des prestations de Schindler au titre du contrat.

Article 4 – Prix :

4.1 Les prix des Travaux sont basés sur les conditions économiques et fiscales connues à la date de signature du contrat.

Sauf disposition contraire des conditions particulières, les prix comprennent les frais d'emballage, d'expédition et d'assurance du Matériel jusqu'au lieu de réalisation des Travaux.

4.2 Si, pour tout motif non imputable à Schindler, la date de commencement des Travaux est repoussée, il sera procédé à la mise à jour du prix par l'application de la formule ci-après :

$P = Po \cdot (BT48/BT48o)$

P = Prix marché actualisé hors TVA

Po = Prix initial indiqué au contrat hors TVA

BT48 = Valeur de l'indice BT 48 connu à la date de révision

BT48o = Valeur de l'indice BT 48 connu à la date de signature du contrat

Les éventuels frais de stockage du matériel engagés par Schindler seront facturés.

Schindler ne pourra se voir appliquer aucune pénalité pour quelque motif que ce soit.

Article 5 – Retards de paiement :

Conformément à la loi LME du 4 août 2008, tout retard de paiement donnera lieu à l'application d'un intérêt de retard égal à trois fois le taux d'intérêt légal. En cas de retard de paiement, il sera appliqué une indemnité forfaitaire minimum pour frais de recouvrement de 40 euros (L441-3 et L441-6 du Code de Commerce). Lorsque les frais de recouvrement seront supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, il pourra être demandé une indemnisation complémentaire des frais exposés. Cette stipulation ne s'applique qu'au professionnel.

En outre, tout retard de paiement entraîne, à la discrétion de Schindler, la déchéance du terme contractuel, la totalité des sommes dues devenant immédiatement exigibles. Schindler bénéficie alors d'un droit de rétention sur les produits fabriqués et fournitures connexes.

Schindler Réparation

Bon Cde 145626773 Page 5/8

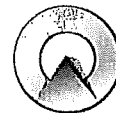
Agence Service Nord
56 avenue du Progrès
69680 CHASSIEU

Téléphone : 04 72 74 54 96
Télécopie : 04 72 74 54 99

Siège social :
1 rue Dewoitine – BP 67
78141 VELIZY VILLACOUBLAY
Tél. 01.30.70.70.70
Fax 01.39.46.26.28
www.schindler.fr

RCS Versailles B383711678
SIRET 38371167800011
APE 292C
Identification T.V.A.
FR59383711678

Schindler
Société anonyme
Capital 8 594 520€



Schindler

En cas de dégradation de la situation du client attestée par un retard de paiement significatif, la livraison n'aura lieu qu'en contrepartie d'un paiement immédiat.

Article 6 – Réserve de propriété - Transfert des risques et des charges :

6.1 Schindler conservera l'entière propriété des Matériels jusqu'au paiement effectif (main d'œuvre comprise) de l'intégralité du prix en principal et accessoires par le client. Le défaut de paiement de l'une quelconque des échéances pourra entraîner la revendication des Matériels.

6.2 Pendant toute la durée des Travaux, à compter de la livraison des Matériels sur site et jusqu'à la date de transfert de propriété, le Client demeurera responsable de tout dommage pouvant survenir à l'Appareil et / ou aux Matériels – notamment en matière de vol, en dehors de ceux provenant des Travaux eux-mêmes et dus aux Intervenant(s) de Schindler.

Article 7 – Responsabilité et Assurances :

Les Travaux sont réalisés par Schindler selon les règles de l'art et les dispositions légales et réglementaires en vigueur à la date de signature du Contrat. Schindler se réserve le droit de refuser la réalisation de tous travaux si ceux-ci ne peuvent être exécutés dans les règles de l'art.

7.1 Responsabilité

La responsabilité de Schindler pourra être engagée pour tout dommage direct causé aux biens et/ou aux personnes par sa faute exclusive, dans la limite du montant hors taxe des travaux réalisés et à l'exclusion de toute autre indemnité, à quelque titre que ce soit.

Schindler ne sera pas responsable de tout dommage indirect ou immatériel tel que notamment perte de loyers, de profits, de chiffre d'affaires, ou de tout ce qui serait la conséquence de dommages causés au client et/ou à tout tiers.

La responsabilité de Schindler ne peut être recherchée pour les conséquences d'interventions du Client, de personnes ou de sociétés tierces sur les Appareils, sans son accord préalable écrit ou dans des conditions qu'elle n'aurait pas approuvées, et en cas de manquement du client à l'une de ses obligations contractuelles. A la suite des dites interventions, Schindler pourra, soit facturer au client les travaux de remise en état, soit résilier dans les conditions prévues au contrat et réclamer dans les deux cas des dommages et intérêts.

Schindler ne pourra être tenue pour responsable en cas de dépassement des délais définis dans son devis dans le cas où ces dépassements auraient pour origine un cas de Force Majeure ou un acte tiers tel que notamment vandalisme, incendie, inondation...

En cas de commande partielle de travaux préconisés, Schindler ne pourra être tenue pour responsable pour tout dommage direct dû à la non réalisation de travaux non commandés.

7.2 Assurances

Le client s'engage d'une part à avertir son assureur "Multirisque Immeuble" de la modification du risque engendrée par les Travaux et d'autre part à souscrire si besoin les assurances adéquates et nécessaires pour couvrir les Travaux et à présenter à Schindler une copie de son attestation d'assurances dès la signature du contrat.

Article 8 – Réception :

Schindler informera le client de la date de fin des Travaux et pourra demander au client de procéder à la réception des Travaux en fonction de l'importance et de la nature des travaux. Le client et Schindler devront convenir d'une date à cette fin, de façon à ce que les opérations liées à la réception aient lieu dans les quinze jours calendaires suivant la demande de Schindler au client.

En cas d'existence de réserves, celles-ci seront levées dans un délai de deux mois, sauf stipulations contraires contenues dans les conditions particulières.

La réception en fonction de l'importance et de la nature des travaux donnera lieu à la rédaction et à la signature par les parties d'un procès verbal de réception. Le transfert de risque du ou des appareil(s) a lieu à la date de la réception des travaux.

Le client n'est pas en droit de faire usage du ou des Appareil(s) avant la réception. Si sans l'accord de Schindler donné par écrit, il en fait usage, il sera considéré comme ayant réceptionné les Travaux. Schindler sera alors relevé de son obligation d'effectuer les opérations de réception.

Article 9 – Garantie :

9.1 Conditions d'application de la garantie conventionnelle

Sous peine d'irrecevabilité, la mise en œuvre des garanties suppose la présentation de la facture acquittée et d'une demande écrite reçue dans un délai d'un an à compter de la date de réception.

Les Matériels sont garantis, pendant une durée d'un an à compter de la date de réception contre tout vice de fonctionnement provenant d'un défaut de matière ou de fabrication dans les conditions ci-dessous. La garantie est exclue :

- en cas de vices apparents ;
- si le vice de fonctionnement résulte d'une intervention sur l'Appareil effectuée sans autorisation de Schindler ou d'une utilisation anormale des Matériels sous garantie ;
- si le fonctionnement défectueux provient de l'usure normale du Matériel ou d'une négligence ou d'un défaut d'entretien de la part du client ;
- si le fonctionnement défectueux résulte de la force majeure, la surcharge, les actes des tiers comme le vandalisme, l'incendie, l'inondation, l'humidité, la foudre, le gel, les fortes chaleurs, les catastrophes naturelles, les ambiances corrosives, l'observation des prescriptions réglementaires ou la surtension électrique.

9.2 Exécution de la garantie

Au titre de la garantie, Schindler remplacera gratuitement les pièces reconnues défectueuses par ses services techniques. Cette garantie couvre les frais de main-d'œuvre et ceux qui résultent des opérations suivantes : démontage, remontage, transport sur site.

Le remplacement des pièces n'a pas pour conséquence de prolonger la durée précisée à l'article 9.1 ci-dessus.

Article 10 – Confidentialité :

Les parties reconnaissent que le contrat et les informations qu'il contient revêtent un caractère strictement confidentiel et s'engagent à n'en révéler la teneur à aucune personne autre que celles nécessaires à son exécution. L'obligation de confidentialité survivra à l'échéance du Contrat pendant une durée de cinq ans (5) à compter de la fin de celui-ci.

Article 11 – Propriété Intellectuelle :

11.1 Droits de propriété Intellectuelle

Tous les droits de propriété intellectuelle contenus dans l'installation y compris dans le logiciel de contrôle qui permet des interventions de routine dans le cadre de la maintenance et de la réparation de l'installation (ci-après le "Logiciel de Contrôle") restent la propriété de Schindler. Schindler consent par les présentes au client (et à tout représentant agissant pour le compte du client) une licence non exclusive d'utilisation du Logiciel de

Schindler Réparation

Bon Cde 145626773 Page 6/8

Agence Service Nord
56 avenue du Progrès
69680 CHASSIEU

Téléphone : 04 72 74 54 96
Télécopie : 04 72 74 54 99

Siège social :
1 rue Dewoitine – BP 67
78141 VELIZY VILLACOUBLAY
Tél. 01.30.70.70.70
Fax 01.39.46.26.28
www.schindler.fr

RCS Versailles B383711678
SIRET 38371167800011
APE 292C
Identification T.V.A.
FR59383711678

Schindler
Société anonyme
Capital 8 594 520€



Schindler

Contrôle afin de faire fonctionner l'installation pour ses besoins propres, à l'exclusion de tout autre droit. En conséquence de quoi, le client s'interdit toute reproduction, tout reverse engineering ou décompilation et/ou toute exploitation commerciale du Logiciel de Contrôle, sous réserve des dispositions de l'article L. 122-6-1 du code de la propriété intellectuelle. La présente licence pourra être cédée à tout nouveau propriétaire de l'installation.

11.2 Droits de propriété sur le système de télésurveillance

Si Schindler a installé le système de télésurveillance Servitel ou e-monitoring (outil de diagnostic qui permet, dans le cadre d'un contrat de service, une haute fiabilité de l'installation) en même temps que le système d'alarme Servitel ou e-alarm, ce dispositif de gestion à distance reste à tout moment la propriété de Schindler. Il peut être enlevé ou désinstallé à l'expiration d'une période de maintenance gratuite ou après la résiliation d'un contrat de service.

Article 12 – Imprévision/Force Majeure :

12.1 En cas de survenance d'un événement extérieur à la volonté des parties compromettant l'équilibre du contrat au point de rendre préjudiciable à l'une des Parties l'exécution de ses obligations, les Parties conviennent de négocier de bonne foi la modification du contrat.

Sont notamment visés les événements suivants : variation du cours des matières premières, évolution de la législation, ...

12.2 En cas d'empêchement d'exécuter totalement ou partiellement les obligations lui incombant, l'une des Parties ne pourra invoquer les cas de force majeure qu'à la condition d'en notifier sous quarante-huit (48) heures la survenance par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à l'autre partie.

Sont considérés contractuellement comme cas de force majeure ou assimilés, les cas communément admis par la jurisprudence, c'est-à-dire tous événements de quelque nature qu'ils soient, ayant un caractère d'imprévisibilité, d'irrésistibilité et d'extériorité à l'activité du débiteur de l'obligation non exécutée.

Pendant la durée du cas de force majeure, le présent contrat verra ses effets suspendus jusqu'au rétablissement de la situation normale, sa propre durée étant prolongée des périodes de suspension éventuelles. La Partie qui invoque un cas de force majeure s'engage à consacrer ses meilleurs efforts, et à cet effet, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour rétablir la situation dans les meilleurs délais.

Dans l'hypothèse où le cas de force majeure se prolongerait plus de deux (2) semaines consécutives, il pourra être mis fin, à tout moment, au présent contrat par l'une ou l'autre des parties.

Dans ce cas les versements réalisés par le client resteront acquis à Schindler.

Article 13 – Résiliation du Contrat :

13.1 En cas de manquement de l'une des parties à ses obligations contractuelles, l'autre partie pourra résilier le contrat après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la partie défaillante de s'y conformer, restée sans effet dans un délai de 15 jours, sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels la Partie non défaillante pourrait par ailleurs prétendre.

13.2 La partie qui résilierait le contrat sans motif valable avant son échéance normale, serait redevable envers l'autre d'une indemnité de résiliation.

En cas de résiliation du fait du client, l'indemnité de résiliation correspondra aux frais (frais d'études, frais généraux, frais de main d'œuvre, approvisionnement du matériel, montage) engagés par Schindler au jour de la résiliation pour la bonne exécution du contrat.

Article 14 – Litiges et droit applicable :

14.1 Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tous les différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution du contrat.

14.2 Pour les cas où les parties ne parviendraient pas à un accord, conformément aux dispositions de l'article 14.1 ci-dessus, il est expressément convenu, pour toutes les matières où l'ordre public n'en dispose pas autrement et exception faite du cas où le client est une personne physique, que les tribunaux compétents seront ceux de Paris, dans le cas où le client aurait la qualité, expresse ou implicite de commerçant, ou ceux du lieu d'exécution des Travaux dans le cas contraire. Les tribunaux ainsi désignés statueront en droit français.

Article 15 – Divers :

15.1 Le contrat annule et remplace tout accord, contrat quelconque qui aurait été conclu entre les parties antérieurement aux présentes, pour un objet similaire.

15.2 Le recours par Schindler à la sous-traitance se fera conformément à la législation en vigueur. Le client autorise d'ores et déjà tout recours éventuel de Schindler à la sous-traitance de tout ou partie des Travaux, étant entendu que Schindler restera responsable de la qualité des travaux sous-traités.

15.3 Dans le cas où, en une ou plusieurs occasions, l'une des parties n'exige pas l'application d'une ou plusieurs dispositions du contrat, ceci ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation de ladite partie à ses droits au titre desdites dispositions.

15.4 Schindler entend privilégier la réparation du parc d'ascenseurs dont il assure la maintenance, des ascenseurs de marque Schindler et des ascenseurs d'autres marques appartenant à ses clients.

Pour les ascenseurs hors contrat de maintenance ou de marque autre que Schindler lorsqu'ils n'appartiennent pas à ses clients, Schindler ne répondra aux demandes de devis de réparation ou de mise en conformité que dans la mesure où ses moyens techniques le lui permettront dans un délai raisonnable et facturera l'établissement de ce devis. Le prix forfaitaire de l'établissement de ce devis est de 285 euros hors taxes. Ce prix viendra en déduction du prix des prestations de réparation ou de mise en conformité si celles-ci sont confiées à Schindler.

Schindler ne pourra être tenue pour responsable en cas de dépassement des délais définis dans son offre dans le cas où ces dépassements auraient pour origine un cas de Force Majeure ou un acte tiers tel que notamment vandalisme, incendie, inondation...

En cas de commande partielle de travaux préconisés, Schindler ne pourra être tenue pour responsable pour tout dommage direct dû à la non réalisation de travaux non commandés.

Schindler Réparation

Bon Cde 145626773 Page 7/8

Agence Service Nord
56 avenue du Progrès
69680 CHASSIEU

Téléphone : 04 72 74 54 96
Télécopie : 04 72 74 54 99

Siège social :
1 rue Dewolaine – BP 67
78141 VELIZY VILLACOUBLAY
Tél. 01.30.70.70.70
Fax 01.39.46.26.28
www.schindler.fr

RCS Versailles B383711678
SIRET 38371167800011
APE 292C
Identification T.V.A.
FR59383711678

Schindler
Société anonyme
Capital 8 594 520€



G R O U P E

EVOTION

IMMOBILIER

DEVIS : SECURISATION PISCINE



NOUVEAU
SYNDIC.COM

Point 23. Sécurisation Piscine



G R O U P E
EVOTION
IMMOBILIER

AF GESTION LYON 2

Simulation de quote-part travaux

Copropriété : LE JARDIN BACCARA BÂT. A & B
Clé de répartition : 0001 - Charges Parties Communes
Nature des travaux : Sécurisation piscine

Devis	Fournisseurs	Montants
1	SERRURERIE EUROPE CLES	1736,00

Compte	Copropriétaire	Tantièmes	QP devis 1	QP devis 2	QP devis 3
P000001	LEVY Jean-Claude	120,00	20,83		
P000025 6	TRICAUD LEROY Chantal	68,00	11,80		
P001001	AGABRIEL ETIENNE 571080	65,00	11,28		
P001002	ARMANET * JEAN-PIERRE	9,00	1,56		
P001003	AMET JEAN-FRANCOIS	149,00	25,87		
P001004	AIT MAHIOUT Kamel	124,00	21,53		
P001005	AMSELLEM Mickaël	138,00	23,96		
P001006	ATTIAS Bernard	203,00	35,24		
P002001	BOUYGUES IMMOBILIER	156,00	27,08		
P002002	ZANTA* Maria	87,00	15,10		
P002003	BELL ALAN	229,00	39,75		
P002004	BIRON Cyril 900860	146,00	25,35		
P002005	BOIZARD NICOLAS	108,00	18,75		
P002006	BIANCHINI* DAVID	155,00	26,91		
P002007	BENOIT Evelyne	140,00	24,30		
P002008	BOCCOZ Didier	120,00	20,83		
P002009	BATTARD Michel	131,00	22,74		
P002010	BORDET Olivier	87,00	15,10		

11 place Bellecour 69002 Lyon - Tél. 04 78 42 01 09 - contact@groupe-evotion.com - www.nouveausyndic.com

S.A.R.L. AF Immobilier capital de 320 000€ - RCS Lyon 434 241 899
S.A.S. AF GESTION LYON2 capital de 12 000€ - RCS Lyon 538 000 019
S.A.S. AF GESTION BONNEL capital de 1 000€ - RCS Lyon 749 810 552
S.A.S. AF GESTION CONFLUENCE capital de 1000€ - RCS Lyon 830 636 619

Garanties Financières

CPI 6901 2018 000 025 046
CPI 6901 2018 000 025 051
CPI 6901 2018 000 025 628
CPI 6901 2017 000 020 733

GALIAN

n°110 762 T
n°111 226 X
n°111 245 T
n°120 597 J

ORIAS

n° 17002422
n° 16006670
n° 17002423
n° 19000417

P002011	BOTTALUSCIO Marc JEANDEAU Anne	148,00	25,69		
P002024 1	MANIN Olivier	84,00	14,58		
P003001	COLOMBE PATRICK	13,00	2,26		
P003002	COPINET	272,00	47,22		
P003003	CHAPEY ALEXANDRE	121,00	21,01		
P003004	CHATTE GERARD	124,00	21,53		
P003005	CHAVENT CEDRIC	118,00	20,48		
P003006	COTARD Jean-Pierre	8,00	1,39		
P003007	COUTURIER Emilie	151,00	26,21		
P003008	COUSIN Arnaud	84,00	14,58		
P003009	CORNIER* Pierre	130,00	22,57		
P004001	DESSEIGNE JEAN-CLAUDE	134,00	23,26		
P004002	DERUAZ* JEAN-CHRISTOPHE	124,00	21,53		
P004004	DELATTRE Valérie	124,00	21,53		
P004005	DOMPS Fabien	148,00	25,69		
P004006	DERVISSOGLLOU Vincent	115,00	19,96		
P006001	FRANCIA STEPHANE	164,00	28,47		
P006002	FERNOUX PATRICK	143,00	24,82		
P006003	FLEURY CHRISTOPHE	119,00	20,66		
P006004	FERRARI Olivier 900540	72,00	12,50		
P007002	GRIGLIO PASCAL	138,00	23,96		
P007003	GUIGARD MURIEL	73,00	12,67		
P007004	GOURET Philippe	384,00	66,66		
P007005	GAND Pascal	123,00	21,35		
P007006	GREGOT* Jean-Philippe	115,00	19,96		
P007007	GLADEL Joachim	121,00	21,01		
P007008	GROH * Alexander	260,00	45,14		
P008001	HACHANI Yohann, STAGNOLI Maud	141,00	24,48		
P008002	SAWICZ* Isabelle	158,00	27,43		
P008003	HACINI Rachid	122,00	21,18		
P010001	JURINE C. ET TAPPA KARINE	160,00	27,78		
P010002	JAILLET Arnad, COTET Marine	110,00	19,10		

11 place Bellecour 69002 Lyon - Tél. 04 78 42 01 09 - contact@groupe-evolution.com - www.nouveausyndic.com

P010003	JUNIQUE François	65,00	11,28		
P011001	KROENER Sébastien	99,00	17,19		
P012001	LAFON CHRISTOPHE	156,00	27,08		
P012002	LANGERON PASCAL	92,00	15,97		
P013001	MAZOYER YANNICK	91,00	15,80		
P013002	MAIRE HENRY-FRANCOIS 900290	99,00	17,19		
P013003	MORAIS-CORREIA Conceicao Maria	108,00	18,75		
P013004	MOREL* Fabrice	228,00	39,58		
P016001	PEREZ J-P. & PANTSIOS S.	203,00	35,24		
P016002	PONCET MONTANGE SABINE	115,00	19,96		
P016003	PILLIE Robert	109,00	18,92		
P016004	PIERNOT Régis	152,00	26,39		
P018001	RAMBALDI OLIVIER 900300	130,00	22,57		
P018002	ROSSI * Fabien	9,00	1,56		
P018003	RISSE Alexandre	129,00	22,39		
P019001	SCHWALL FRANCOIS	13,00	2,26		
P019003	SCHURCH Mathieu	110,00	19,10		
P019004	SPOSITO Fabrice 900530	119,00	20,66		
P019005	STRUYF* Julie	124,00	21,53		
P020001	TRINCAL Sylvain	109,00	18,92		
P020002	TONNAR Jeff	125,00	21,70		
P020003	TURZO Florent	155,00	26,91		
P020004	THENOT Christian	152,00	26,39		
P020005	TCD IMMO	129,00	22,39		
P020006	TRANCHART* Laurent	68,00	11,80		
P022001	VEDRINNE* JEAN-MARC	122,00	21,18		
P022002	VACHERON Olivier	131,00	22,74		
P022003	VAN GORP Luc	115,00	19,96		
P022004	VILLEMONT DE LA CLERGERIE 900580 O.	91,00	15,80		
P023001	WISNIEWSKI J. - LOUVET F.	116,00	20,14		
	TOTAUX	10000,00	1 736,00		

EUROPE CLES

22 RUE VAUBECOUR

69002 LYON

Tél : 04 78 42 08 42

Fax : 04 78 37 77 99

DEVIS

N° devis	Date	Code client
DC0501	01/12/2019	CL0467

EVOTION IMMOBILIER

22 QUAI DOCTEUR GAILLETON

69002 LYON

Date de validité : 01/01/2020

Réf.	Description	QTE	P.U. HT	Total HT
	IMMEUBLE: BACCARA 42 TER AV. DU 8 MAI 1945 TASSIN	1,00		
AR0005	FOURNITURE PLUS POSE D UN LECTEUR DE BADGE UNIVERSEL. CABLAGE PLUS TRANSFO 12VOLTS 5 AMPERES. (INTRATROU) BOITIER GOULOTTE ET DIJONCTEUR. PRIX DU BADGE 19.00 TTC.	1,00		907,27
AR0004	FOURNITURE PLUS POSE: POTEAU EN TUBE DE 50/50 MONTE SUR PLATINE OU SCELLER AU SOL POUR POSE D UN BOUTON D OUVERTURE.	1,00		309,09
AR0008	FOURNITURE PLUS POSE: D UNE VENTOUSE DE 300KG AVEC PROFIL ALUMINIUM ARGENT POSE SUR PORTILLON EXISTANT.	1,00		361,82
AR0013	FOURNITURE PLUS POSE D UN PANNEAU BECKAER RAL 6005 LONGEUR 2500M/M HAUTEUR 1500M/M SUR 2500M/M. PLUS UN PANNEAU D UNE HAUTEUR DE 1100M/M SUR 2500M/M AVEC POTEAU A SCELLER. <i>Scamité passer ⇒ 1736,00 € TTC</i> <i>c/taux ⇒ 66 € TTC</i>	1,00		600,00

% TVA	Base	Montant TVA
10,00%	2 178,18	217,82

Total HT	Total TVA	Total TTC
2 178,18	217,82	2 396,00

Net à payer
2 396,00

(Soit à payer : 15 716,73 francs)

Cachet et signature précédés de "BON POUR ACCORD"



Antenne Alarme Téléphonie Interphonie

ban au capital de 17379,19 €
Siret : 40537852200032
Code APE : 4743Z
N° TVA : FR18405378522

25 Rue Lucette et Renée Desgrand
39100 VILLEURBANNE
Tél : 04 72 23 59 55
contact@aatisservices.com

DESTINATAIRE :
BACCARA

AF GESTION LYON 2
11 place Bellecour
69002 LYON

DEVIS N° I-DV-3405 DATE : 15/07/2019

Page N° 1/1

IMMEUBLE et TECHNICIEN	REF FACT CLIENT	TECHNIQUE
42 bis/ter AV. DU 8 MAI 1945 - TASSIN - FG	OS N°7597/5143	

Désignation	Qté	Prix Vente	Rem %	Montant HT	TVA
MISE EN PLACE D'UN SYSTEME VIGIK SUR PORTILLON					
ACCES PISCINE					
Création d'une base de données de gestion.					
Voir adjonction au site de gestion du bat C en hexact actuellement.					
Les résidents des bâtiments A, B et C devront avoir les accès.					
CENTRALE VIGIK HEXACT PLUS	1,00	276,00		276,00	10,0
ALIMENTATION A DECOUPAGE 12V 5,5A 5 MODULES	1,00	45,00		45,00	10,0
CABLE SYT 3 PAIRES 8/10 au metre	1,00	90,00		90,00	10,0
TUBE IRO	1,00	60,00		60,00	10,0
BOITIER SAILLIE	1,00	97,00		97,00	10,0
POTEAU ACIER 50X50 1M+BP NO/NF LUMINEUX	1,00	249,00		249,00	10,0
BOITE DE DERIVATION	1,00	12,00		12,00	10,0
TABEAU	1,00	25,00		25,00	10,0
DISJONCTEUR	1,00	15,00		15,00	10,0
DEPLACEMENT COURLY	1,00	40,00		40,00	10,0
MAIN D'OEUVRE	1,00	1 800,00		1 800,00	10,0
Sous total				2 709,00	
Prix d'un badge résident 8.00HT lors de la commande initiale travaux.					
Puis 13.00HT					

Total Net H.T. 2 709,00 €
Total TVA 270,90 €
Net à Payer 2 979,90 €

Taux TVA	Montant H.T.	Valeur TVA
10,00	2 709,00	270,90
	Total TVA	270,90

Conditions de paiement : 30 jour(s)

IBAN : FR76 1780 6006 4004 1142 2669 110
BIC : AGRIFRPP878

CLAUSE DE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ : Conformément à la loi 80.335 du 12 mai 1980, nous réservons la propriété des produits et marchandises, objets des présents débits, jusqu'au paiement de l'intégralité du prix et de ses accessoires. En cas de non paiement total ou partiel du prix de l'échéance pour quelque cause que ce soit, de convention expresse, nous nous réservons la faculté, sans formalités, de reprendre matériellement possession de ces produits ou marchandises à vos frais, risques et périls.
Pénalité de retard : 3 fois le taux d'intérêt légal après date échéance. Escompte pour règlement anticipé : 0% (sauf condition particulière définie dans les conditions de règlement)
Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévue en douzième alinéa de l'article L441-6 est fixé à 40 Euros en matière commerciale.



G R O U P E
EVOTION
IMMOBILIER

DEMANDES PRIVATIVES : AUTORISATION A DONNER

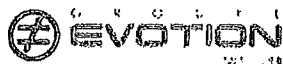


**NOUVEAU
SYNDIC.COM**

CAHIER DES CHARGES DEFINI POUR LES INSTALLATIONS DES CLIMATISATION

RESIDENCE BACCARA

- * Implantation du groupe extérieur au sol sans fixation au mur sur silentbloc pour éviter une transmission acoustique
- * Groupe extérieur ne dépassant pas des garde corps pleins des terrasses (invisibilité extérieure)
- * Limitation à un groupe ou trou visible de l'extérieur
- * Aucune goulotte ou trou visible de l'extérieur
- * Mise en place de caissons bois acoustiques sur le groupe extérieur pour limiter les pollutions sonores et limiter à 20 dB à 1 mètre du groupe



Anna THIMONIER <a.thimonier@groupe-evotion.com>

Dossier installation climatisation

1 message

Marine C.

16 décembre 2019 à 10:35

À : Anna THIMONIER <a.thimonier@groupe-evotion.com>

Bonjour,

Je vous joint ce jour notre devis de climatisation afin qu'il soit voté en assemblée générale ce début d'année.

S'il vous manque des informations merci de me le faire savoir.

Bonne journée.

Cordialement.

Cotet Marine Jaillet Arnaud

Résidence les Jardins de Baccara (Tassin la demi lune)



DOSSIER CLIMATISATION.pdf

4688K



175 Rue Jacques Cœur
69380 CHESSY LES MINES
Tel : 04 72 54 20 67
@ : contact@jailletenergies.com

Chessy le 13/12/2019

Objet : Installation d'un système de climatisation Réversible chez M. JAILLET et Mme COTET
Recommandé avec AR pour mise à l'ordre du jour de la prochaine AG

Madame, Monsieur,

La société JAILLET ENERGIES, fondée en 2012 à Chessy les Mines réalise l'installation et l'entretien de système de climatisation réversible dans la région.

Mr JAILLET et Mme COTET, propriétaires d'un appartement situé 42 T Rue du 8 Mai 1945 69160 TASSIN LA DEMI LUNE, émettent ce jour une demande d'autorisation à la copropriété concernant l'installation d'un système de climatisation réversible alimentant leur séjour et leur couloir.

L'installation serait un bi split mural Inverter avec le positionnement de l'unité extérieure sur la terrasse en position basse non visible. Le groupe extérieur serait monté sur des supports spécifiques équipés de silentbloks caoutchoucs afin d'amortir toutes vibrations et serait dissimulé par un cache groupe en bois exotique adapté (photo jointe)

Nous préconisons l'installation du matériel de marque DAIKIN.

Split Mural Inverter DAIKIN GAMME STYLISH (documentation commerciale jointe)
Garanties DAIKIN : 3 ans pièces - 5 ans compresseur – 2 ans main d'œuvre

GROUPE EXTERIEUR DAIKIN

Maque : DAIKIN

Type : 3MXM52

Puissance nominale restituée à chaud : 6,80KW

Puissance nominale restituée à froid: 5,20KW

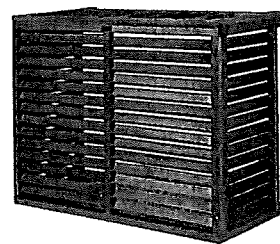
Fluide : R32

Tension : 230 V

Dimensions HxLxP (mm) : 734X958X340

Poids : 57Kg

Niveau de pression sonore :46 DBA à froid et 47DBA à chaud



Cette pompe à chaleur dispose des dernières technologies (INVERTER) procurant ainsi une meilleure stabilité de la température ambiante (+ / - 0.5° C) avec une pression sonore de l'unité extérieure très faible par rapport aux anciennes générations de climatiseurs réversibles tout ou rien.

Un produit souvent installé sur les balcons respectant ainsi des normes phoniques contre toutes nuisances sonores. Bien entendu, Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire. Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués.

Cédric JAILLET
06 51 46 60 34

En PJ le plan d'implantation, nos attestations d'assurance et la documentation commerciale et technique de la climatisation.

Devis sans prix

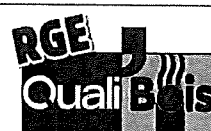
Le 14/12/2019

Emetteur : JAILLET Cédric

Chantier :

M. Arnaud JAILLET et Mme Marine COTET
42 T RUE DU 8 MAI 1945
69160 TASSIN LA DEMI LUNE
Objet : INSTALLATION PAC AIR/AIR STYLISH DESIGN AU R32 3MXM52 /FTXA35/FTXA25

LIBELLE	QTE	U
Devis n°2019/893324 du 13/12/2019		
Descriptif des travaux : Nous vous remercions pour votre demande et vous prions de bien vouloir trouver notre proposition technico-commerciale en fonction des éléments en notre possession pour étudier et mener à bien votre projet pour l'installation de pompe à chaleur hautes performances AIR/AIR DAIKIN prévue pour fonctionner en chauffage et en rafraîchissement. La prestation comprend les percements et rebouchages éventuels, l'ensemble des raccordements. L'ensemble est livré en ordre de marche, programmation comprise. A l'issue de l'installation, un contrat d'entretien annuel vous sera proposé.		
MATERIEL GROUPE EXTERIEUR MULTI SPLIT 3 SORTIES BLUE EVOLUTION R32 Marque : DAIKIN Type : 3MXM52N P.CHAUD : de 1.30 à 8 kw Puissance chaud à -10°C= 6.19 P.FROID : de 1.80 à 7 kwCOP : 4.91 SCOP : 4.61 (1 KW consommé =4.61KW de chauffage) SEER : 8.54 (1 KW consommé =8.54KW de chauffage) Tension : 230V Niveau sonore : 47 db Dimensions (HxLxP) mm: 734x868x320 Poids : 57Kg Gaz:R32 (potentiel de réchauffement planétaire limité et réduit à 68% par rapport au R410A)	1,000	
POUR LE COULOIR UNITE INTERIEURE STYLISH BLUE EVOLUTION TYPE MURAL EN HAUTEUR Marque : DAIKIN Type: FTXA 25 AW Couleur : Blanc Niveau de pression sonore= 19 db Dimensions = H x L x p = 295 x798 x 189 mm Poids = 13Kg Gaz=R32 (potentiel de réchauffement planétaire limité et réduit à 68% par rapport au R410A) Livrée avec sa télécommande Carte wifi intégrée pour pilotage à distance via smartphone	1,000	U



Entreprise agréée pour l'utilisation et la manipulation des fluides frigorigènes. Attestation de capacité N° 24639

175 rue jacques coeur - 69380 CHESSY LES MINES - Tél. 04 72 54 20 67 - Fax. 09 70 63 19 35 - contact@jailletenergies.com -

 SAS UNIPERSONNELLE AU CAPITAL DE 30 000 € - SIRET 75205989900019 - APE 4322B - Numéro TVA Intracommunautaire FR61 752 059 899
 RCS VILLEFRANCHE SUR SAONE 752059899 - ASSURANCE MAAF 169332217L001 / IBAN FR76 1680 7004 0081 7064 9121 728


LIBELLE	QTE	U
POUR LE SALON		
UNITE INTERIEURE STYLISH BLUE EVOLUTION TYPE MURAL EN HAUTEUR Marque : DAIKIN Type: FTXA35 AW Couleur : blanc Niveau de pression sonore= 19 db Dimensions = H x L x p = 295 x798 x 189 mm Poids = 13Kg Gaz=R32 (potentiel de réchauffement planétaire limité et réduit à 68% par rapport au R410A) Livrée avec sa télécommande Carte wifi intégrée pour pilotage à distance via smartphone GARANTIES DAIKIN:5 ans compresseur, 3 ans pièces , 2 ans main d'oeuvre et déplacement	1,000	U
SOUS TOTAL : Sous total : MATERIEL - TVA 20%	1,000	
ACCESSOIRES DE POSE		
Manutention du nouveau groupe extérieur pour positionnement à l'emplacement convenu ensemble	1,000	U
Protection des lieux de travail à l'aide de bâche polyane si nécessaire (protection ordinateurs, ...)	1,000	U
Supportage du groupe extérieur de type pieds BIG FOOT 450 mm	1,000	
Silemblocs anti vibratile permettant une réhausse du groupe par rapport au sol	10,000	ML
Liaisons frigorifiques calorifugées m1 1/4 -3/8	10,000	ML
Communication entre le groupe extérieur et l'unité intérieure (Câble pour interconnexion intérieure / extérieure en 4G1.5 mm2 cheminant parallèlement avec les tuyauteries)	1,000	U
Raccordement électrique (Raccordement de l'alimentation électrique selon les préconisations fabricant)	1,000	U
Brasure argent des éléments sous gaz neutre (Brasure à 40% d'argent)	1,000	U
Mise sous pression d'azote déshydraté 30 bars (Pour vérification de l'étanchéité du circuit frigorifique)	1,000	
Tirage au vide de l'installation Vannes du groupe extérieures fermées	1,000	
Appoint fluide frigorigène si nécessaire	1,000	U
Raccordement des évacuations de condensats sans pompe de relevage	2,000	U
Perçages / fixations	2,000	
Mise en service et formation à l'utilisation du matériel	1,000	U
SOUS TOTAL : Sous total : ACCESSOIRES DE POSE - TVA 10%		



Entreprise agréée pour l'utilisation et la manipulation des fluides frigorigènes. Attestation de capacité N° 24639

175 rue Jacques coeur - 69380 CHESSY LES MINES - Tél. 04 72 54 20 67 - Fax. 09 70 63 19 35 - contact@jailletenergies.com -


SAS UNIPERSONNELLE AU CAPITAL DE 30 000 €. SIRET 75205989900019 - APE 4322B - Numéro TVA intracommunautaire FR61 752 059 899
RCS VILLEFRANCHE SUR SAONE 752059899 - ASSURANCE MAAF 169332217L001 / IBAN FR76 1680 7004 0081 7064 9121 728



LIBELLE	QTE	U
MAIN D'OEUVRE ET DEPLACEMENT MAIN D'OEUVRE ET DEPLACEMENT POUR LA REALISATION DES TRAVAUX Installation par nos équipes en interne. L'entreprise Jaillet Energies ne fait appel à aucune sous traitance. Main d'œuvre dans les règles de l'art conforme au cahier des charges POLYTROPIC Sav assuré par Jaillet Energie	1,000	
SOUS TOTAL : Sous total : MAIN D'OEUVRE - TVA 10%		
NON COMPRIS: Tous travaux non précisés dans ce devis Dépose es lames de la terrasse Offre sous conditions du respect du calendrier d'intervention JAILLET ENERGIES. JAILLET ENERGIES est une entreprise Partenaire Officiel DAIKIN, possédant l'habilitation pour l'utilisation et la Manipulation des Fluides, pouvant réglementairement assurer la mise en service, le SAV et les contrats d'entretien des installations de pompe à chaleur. Il est fortement conseillé de mettre en place un contrat d'entretien pour assurer le bon fonctionnement et optimiser la durée de vie de votre installation. Toute l'équipe JAILLET ENERGIES, vous remercie de votre confiance. Lors de l'acceptation du présent devis, nous vous remercions de nous retourner l'attestation de TVA ci-jointe dûment remplie et signée pour application du taux de TVA réduit (10% ou 5.5%). Pour l'obtention de la Prime CEE - l'entreprise JAILLET ENERGIES dispose des qualifications requises. Pour rappel à notre aimable clientèle, le groupe extérieur d'une climatisation émet un écoulement d'eau lorsqu'il est utilisé en mode chauffage. Il y aura donc de l'eau qui s'écoulera par basse température extérieure sur votre extérieur si le mode chaud est utilisé, cependant, des solutions existent (pose d'un bac à condensats, grille d'évacuation) n'hésitez pas à nous contacter. De plus, toute installation d'un groupe extérieur nécessite l'accord de votre syndic de copropriété, parfois même de la mairie et des bâtiment de France. Il est de votre responsabilité d'informer votre voisinage et de posséder les autorisations nécessaires avant toute installation d'un groupe extérieur.		




Entreprise agréée pour l'utilisation et la manipulation des fluides frigorigènes. Attestation de capacité N° 24639

175 rue jacques coeur - 69380 CHESSY LES MINES - Tél. 04 72 54 20 67 - Fax. 09 70 63 19 35 - contact@jailletenergies.com - 

SAS UNIPERSONNELLE AU CAPITAL DE 30 000 € - SIRET 75205989900019 - APE 4322B - Numéro TVA Intracommunautaire FR61 752 059 899
 RCS VILLEFRANCHE SUR SAONE 752059899 - ASSURANCE MAAF 169332217L001 / IBAN FR76 1680 7004 0081 7064 9121 728

A black and white photograph of a floor plan for a building. The plan shows several rooms, including a large central hall, a staircase, and several smaller rooms. Handwritten text "21/10/1961" is visible in the top left corner. The plan is oriented with the entrance at the top right. The drawing is a technical sketch, likely a photocopy of a hand-drawn plan. It shows a complex layout with multiple rooms of varying sizes. A large room occupies the upper right portion, with a smaller room adjacent to it. A central corridor or hall connects these rooms to a staircase located in the lower right. Several other rooms are situated along the left and bottom edges of the plan. The drawing is somewhat faded and has a grainy texture. The handwritten date "21/10/1961" is written in the top left corner. The overall appearance is that of a historical document or a sketch for a building project.

Bouquet
Immit

[illegible]

Groupes extérieurs **R-32** BLUEEVOLUTION



MXM-M(9)/N - Groupes extérieurs				2MXM40M	2MXM50M9	3MXM40N	3MXM52N	3MXM68N	4MXM68N	4MXM80N	5MXM90N
Puissance restituée nominale	Froid		kW	1,50-3,00-4,20	1,80-5,00-5,30	1,70-4,00-4,60	1,80-5,20-7,00	1,96-6,00-6,64	1,97-6,80-7,75	2,39-7,40-8,06	2,85-8,50-9,21
	Chaud	à +7°C ext.	kW	1,30-4,20-4,60	1,20-5,60-5,80	1,30-4,60-5,1	1,30-6,80-8,00	2,01-7,80-10,44	2,47-8,60-10,81	2,79-9,60-10,84	3,49-10,00-11,54
	Chaud	max à -5°C ext.	kW	3,46	4,00	4,19	7,09	9,31	9,64	-	8,78
	Chaud	max à -10°C ext.	kW	2,94	3,10	3,29	6,19	8,17	8,46	-	7,53
Puissance absorbée	Froid	Nominal	kW	0,97	1,25	0,79	1,07	1,34	1,58	1,62	1,83
	Chaud	Nominal	kW	0,98	1,37	0,89	1,39	1,72	1,86	1,94	2,05
	Combinaisons*			20+20	25+25	15+15+15	20+20+20	20+20+20	20+20+20+20	20+20+20+20	20+20+20+20+20
Label énergétique standard**	Label	Froid / Chaud	Nominal	A/A	A/A	A/A	A/A	A/A	A/A	A/A	A/A
	EER / COP	Froid / Chaud	Nominal	4,13 / 4,30	4,01 / 4,08	5,18 / 5,18	5,20 / 4,91	4,51 / 4,56	4,31 / 4,63	4,57 / 4,97	-
Label énergétique saisonnier selon norme EN14825 - Climat tempéré	Label	Froid / Chaud	Salson	A+++ / A++	A+++ / A++	A+++ / A++	A+++ / A++	A+++ / A+	A+++ / A+	A+++ / A+	A+++ / A+
	SEER / SCOP	Froid / Chaud	Salson	8,53 / 4,64	8,53 / 4,61	8,55 / 4,65	8,54 / 4,61	7,84 / 4,07	8,03 / 4,24	8,32 / 4,55	7,83 / 4,47
	Pdesign	Froid / Chaud	kW	4 / 3,2	5 / 4,2	4 / 4,93	5,2 / 4,95	6 / 5,30	6,80 / 5,80	7,4 / 6,23	8,5 / 6,46
	Conso énergie	Froid / Chaud	kWh	165 / 966	205 / 1 274	164 / 1 505	214 / 1 516	268 / 1 821	297 / 1 821	311 / 1 915	380 / 2 023
Niveaux de puissance sonore	Froid	Nominal	dB(A)	60	61	59	59	61	61	62	66
Niveaux de pression sonore	Froid	Nominal	dB(A)	48	46	46	46	48	48	48	52
	Chaud	Nominal	dB(A)	50	48	47	47	48	49	49	52
Dimensions	H x L x P	mm		550x765x285							
Poids de l'unité		kg		36	41	57	57	62	62	67	68
Type de compresseur				Swing							
Type de réfrigérant / PRP				R-32/675							
Charge kg / T. eq CO ₂				0,88 / 0,6	1,15 / 0,8	1,8 / 1,2		2 / 1,4		2,4 / 1,6	
Flag F-Gas				Non hermétique							
Préchargé d'usine jusqu'à		m		20				30			
Plage fonctionnement T° ext.	Mode froid	°CBS		-10~-46							
	Mode chaud	°CBH		-15~-18							
Raccordements frigorifiques	Longueurs maxi par circuit	m		20				25			
	Longueurs maxi total cumulée	m		30			50	60	70	75	
	Dénivelés maxi	UE - UI	m	15							
		UI - UI	m	7,5							
	Diamètres	Liquide	"	2x1/4		3x1/4		4x1/4		5x1/4	
		Gaz	"	2x3/8	1x3/8-1x1/2	2x3/8-1x1/2	1x3/8-2x1/2	2x3/8-2x1/2	1x3/8-1x1/2-2x5/8	2x3/8-1x1/2-2x5/8	
Raccordements électriques	Alimentation	V/Ph/Hz		230/1/50							
	Protection	Disjoncteur		-		-					
	Câble liaison	Int. / Ext.	mm ²	4G1,5							
Blocage Chaud Seul***				Oui							

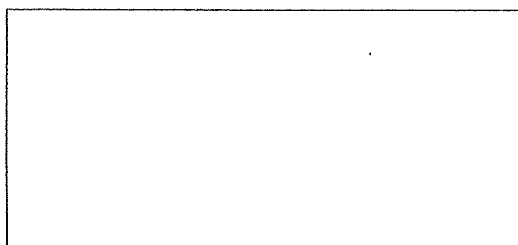
*Sélection d'unités intérieures de la gamme Perfera Bluevolution CTXM-M et FTXM-M (exemple). Données de performances et de puissances renseignées selon la combinaison choisie. **Valeurs données à titre indicatif pour un taux de connexion approximatif de 100%. ***Nous consulter pour la faisabilité du projet.

Tableau de compatibilité

	Muraux																				
	FTXJ-MW/S				CTXA-AW/S/T	CTXM-M	FTXA-AW/S/T					FTXM-M							FTXP-L		
Tailles	20	25	35	50	15	15	20	25	26	42	50	20	25	35	42	50	60	71	20	25	35
2MXM40M	*	*	*		*	*	*	*	*			*	*	*					*	*	*
2MXM50M9	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*		*	*	*
3MXM40N	*	*	*		*	*	*	*	*			*	*	*							
3MXM52N	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*				
3MXM68N	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*			
4MXM68N	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*			
4MXM80N	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*		
5MXM90N	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*			

	Consoles							Cassettes						Plafonniers			Gainables							
	FVXM-F			FNA-A				FCAG-A			FFA-A			FHA-A			FDXM-F3				FBA-A			
Tailles	25	35	50	25	35	50	60	35	50	60	25	35	50	60	35	50	60	25	35	50	60	35	50	60
2MXM40M	*	*																*	*					
2MXM50M9	*	*	*								*	*	*					*	*	*				
3MXM40N	*	*			*	*		*	*	*		*	*		*	*		*	*			*	*	*
3MXM52N	*	*	*	*	*	*		*	*	*	*	*	*		*	*		*	*	*		*	*	*
3MXM68N	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*		*	*	*	*	*	*		*	*	*
4MXM68N	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*		*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
4MXM80N	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*		*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
5MXM90N	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*		*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

DAIKIN AIRCONDITIONING FRANCE SAS - Z.A. du Petit Nanterre - 31, rue des Hautes Pâtures - Bât. B - Le Narval - 92737 Nanterre Cedex - Tél: 01 46 69 95 69 - Fax : 01 47 21 41 60 - www.daikin.fr



Les unités Daikin sont conformes aux normes européennes qui garantissent la sécurité des produits



*Certification des modèles 3, 4 et 5 sorties selon les types d'unités intérieures et extérieures.



**Contrat : MULTIRISQUE PROFESSIONNELLE DU
BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS
Numéro : 169332217 L - MCE - 001**

JAILLET ENERGIES
175 RUE JACQUES COEUR
69380 CHESSY

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE

Fonctionnant selon les règles de capitalisation

L'entreprise d'assurance MAAF ASSURANCES S.A. atteste que JAILLET ENERGIES n° SIREN 752059899, 175 RUE JACQUES COEUR 69380 CHESSY est titulaire d'un contrat d'assurance de responsabilité de nature décennale n° 169332217 L 001 pour la période * du 01/01/2020 au 31/12/2020.

1. PÉRIMÈTRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes :
 - METIER D'INSTALLATIONS THERMIQUES DE GENIE CLIMATIQUE
 - CHAUFFAGISTE
 - METIER DE L'ELECTRICITE
 - ELECTRICIEN
 - METIER DE LA PLOMBERIE ET INSTALLATIONS SANITAIRES
 - PLOMBERIE - SANITAIRES

Pour plus d'informations sur vos activités, se référer à l'annexe jointe "Périmètre ou complément de vos activités".

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période * de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du Code des assurances.
- aux travaux réalisés en France et en Principauté de Monaco.
- aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15 000 000 €.
- pour des marchés de travaux dont le montant HT n'est pas supérieur à 1 200 000 €.

- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - o travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P¹ ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012¹ non mises en observation par la C2P²,
 - o procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P³,
 - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
 - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

¹ Les Règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en oeuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

² Les recommandations professionnelles RAGE 2012 ("Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012") sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

³ Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

2. ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code. La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>• En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>• Hors Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>• En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>La garantie couvre, pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Pour toute opération d'un coût total de travaux et honoraires supérieur à 15 millions d'euros HT, la souscription d'un Contrat Collectif est vivement recommandée.

3. GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.	10 000 000 € par sinistre
Durée et maintien de la garantie	
Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

4. GARANTIES COMPLÉMENTAIRES

Nature de la garantie	Montant de la garantie
Effondrement, catastrophe naturelle	610 000 €
Garantie de bon fonctionnement	1 220 000 €
Garantie du sous-traitant lorsque la responsabilité du titulaire du marché est engagée sur le fondement de la garantie de bon fonctionnement	1 220 000 €
Dommmages aux existants divisibles	500 000 €
Garantie du fabricant	305 000 €
Dommmages immatériels consécutifs	305 000 €
Dommmages aux ouvrages ne relevant pas de l'assurance obligatoire	153 000 €
Dommmages intermédiaires	153 000 € par année d'assurance

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

* Attestation valable sous réserve de toute modification, suspension, annulation ou fin d'effet du contrat qui interviendrait postérieurement à la date de la présente attestation.

Fait le 2 décembre 2019
Pour MAAF Assurances SA



Stéphane Duroule
Directeur général

MAAF Assurances SA

Société anonyme au capital de 160 000 000 euros entièrement versé
Entreprise régie par le code des assurances - RCS Niort 542 073 580 - code APE 6512 Z
N° TVA Intracommunautaire : FR 38 542 073 580
Siège social : Chaban - 79180 CHAURAY - Adresse : Chauray - 79036 NIORT Cedex 9 - maaf.fr

ANNEXE DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE

PÉRIMÈTRE OU COMPLÉMENT DE VOS ACTIVITÉS

METIER D'INSTALLATIONS THERMIQUES DE GENIE CLIMATIQUE

Réalisation d'installations de chauffage (production, distribution, évacuation pour chaudières tous combustibles et Pompes à chaleur) et de refroidissement , y compris par les techniques de géothermie hors réalisation des sondages et forages réalisés exclusivement par des entreprises spécialisées détentrices de la qualification Qualiforage.

Seules sont garanties les installations géothermiques réalisées selon étude et prescriptions d'un Bureau d'Etude Technique spécialisé extérieur à l'entreprise, documents remis impérativement au maître d'ouvrage conjointement aux pièces du marché, et intégrant des pompes à chaleur certifiées NF PAC

Cette activité comprend les travaux de :

- installations sanitaires, de réseaux d'eau chaude ou froide sanitaire (production, distribution, évacuation), de réseaux de fluide ou de gaz,
- pose de chauffe-eau thermodynamique tous systèmes,
- installation de ventilation mécanique contrôlée (V.M.C.),
- pose de capteurs solaires thermiques pour l'eau chaude sanitaire et/ou le chauffage d'une surface maximum limitée à 30 m² par chantier,
- installation de poêles à bois (granulés, pellets, buches) et son système d'évacuation des produits de combustion,
- platelage, réalisation de socle et support d'appareils et équipements,
- tranchées, trous de passage, saignées et raccords,
- calorifugeage, isolation thermique et acoustique intérieure (panneaux rigides ou semi-rigides, par soufflage, par insufflation),
- raccordement électrique du matériel,
- installations de régulation, de téléalarme, de télésurveillance, de télégestion
- et de gestion technique centralisée des installations concernées.

Ainsi que :

- l'entretien/maintenance des moyens de production (chaudières, ballons de production), de distribution (canalisations, radiateurs) et d'évacuation (remplacement ou ramonage des conduits).

METIER DE L'ELECTRICITE

Réalisation de réseaux de distribution de courant électrique faible ou fort, de chauffage électrique, y compris installations aérothermiques (pompes à chaleur) air/air ou air extrait/air neuf, ainsi que le raccord et l'installation d'appareils électriques.

Cette activité comprend :

- l'installation de ventilation mécanique contrôlée (V.M.C.) sauf en locaux avec présence d'une piscine,
- la pose de chauffe-eau thermodynamiques monobloc tous systèmes,
- la pose de dispositifs de protection contre les effets de la foudre,
- La mise en oeuvre d'automatismes et de systèmes domotiques,
- La réalisation de réseaux intérieurs Voix-Données-Images (VDI),
- l'installation de systèmes d'alarme et de détection incendie ou intrusion, sans conception des systèmes pour les ERP (Etablissements Recevant du Public), les IGH (Immeubles de Grande Hauteur) ou sites industriels

- la mise en oeuvre intérieure des matériaux ou produits contribuant à l'isolation thermique (panneaux rigides ou semi-rigides, par soufflage, par insufflation), acoustique et à la sécurité incendie,
 - la réalisation de réseaux de Gestion Technique Centralisée (GTC) ou de Gestion Technique Bâtiment (GTB),
- la pose occasionnelle de panneaux photovoltaïques sans intégration en couverture pour une surface maximum de 50 m² par chantier, ainsi que les travaux complémentaires de tranchées, trous de passage, saignées et raccords.

METIER DE LA PLOMBERIE ET INSTALLATIONS SANITAIRES

Réalisation d'installations sanitaires, de réseaux d'eau chaude ou froide sanitaire (production, distribution, évacuation), de réseaux de fluide ou de gaz, hors techniques de géothermie.

Cette activité comprend les travaux de :

- pose de chauffe-eau thermodynamiques monobloc tous systèmes,
- platelage, réalisation de socle et support d'appareils et équipements,
- tranchées, trous de passage, saignées et raccords,
- calorifugeage, isolation thermique et acoustique intérieure (panneaux rigides ou semi-rigides, par soufflage, par insufflation),
- raccordement électrique du matériel,
- réalisation de gouttières, descentes d'eaux pluviales, noues, chéneaux et de solins.
- réalisation de l'étanchéité sous carrelage ou tout autre produit en matériau dur , de receveurs ou formes à carreler des douches dites "à l'italienne",
- pose de capteurs solaires thermiques pour l'eau chaude sanitaire d'une surface maximum limitée à 12 m² par chantier,
- pose sans conception de réseaux de sprinklers et de RIA,
- installations de colonnes sèches,
- le raccordement de récupérateurs d'eau de pluie enterrés ou non réservés à un usage privé et externe.



ATTESTATION D'ASSURANCE

Contrat Multirisque Professionnelle

JAILLET ENERGIES
175 RUE JACQUES COEUR
69380 CHESSY

Valable * pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020

Contrat Multirisque Professionnelle : 169332217 L 001

MAAF ASSURANCES S.A. atteste que JAILLET ENERGIES est titulaire à ce jour du contrat référencé ci-dessus pour les activités** suivantes :

- METIER D'INSTALLATIONS THERMIQUES DE GENIE CLIMATIQUE
CHAUFFAGISTE
- METIER DE L'ELECTRICITE
ELECTRICIEN
- METIER DE FRIGORISTE
FRIGORISTE
- METIER DE LA PLOMBERIE ET INSTALLATIONS SANITAIRES
PLOMBERIE - SANITAIRES

** Pour plus d'informations sur vos activités, se référer à l'annexe jointe « Périmètre ou complément de vos activités ».

Ce contrat garantit, dans la limite des plafonds ci-après indiqués, les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il peut encourir en raison des dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs causés aux tiers.

EVENEMENTS GARANTIS	MONTANT MAXIMUM DES GARANTIES PAR SINISTRE sauf Exception
RESPONSABILITE CIVILE LIEE A L'EXPLOITATION DE L'ENTREPRISE	
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs) DONT :	8 000 000 €
- Dommages corporels	8 000 000 €
- Dommages matériels et immatériels consécutifs y compris lors de foires, salons, marchés, expositions... en raison d'occupation de locaux à titre précaire	2 500 000 € dont 300 000 € pour les dommages immatériels consécutifs



N° de client : 169332217 L
 Nom : JAILLET ENERGIES

RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE	
AVANT LIVRAISON DE BIENS ET/OU RECEPTION DE TRAVAUX Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs) DONT : <ul style="list-style-type: none"> - Dommages corporels - Dommages matériels et immatériels consécutifs - Intoxication alimentaire 	8 000 000 € 8 000 000 € 2 500 000 € dont 300 000 € pour les dommages immatériels consécutifs 2 500 000 €
APRES LIVRAISON DE BIENS ET/OU RECEPTION DE TRAVAUX : Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs) DONT : <ul style="list-style-type: none"> - Dommages corporels - Dommages matériels et immatériels consécutifs - Intoxication alimentaire EXCEPTION : <ul style="list-style-type: none"> - Dommages immatériels non consécutifs 	8 000 000 € limité à 8 000 000 € par année d'assurance 8 000 000 € limité à 8 000 000 € par année d'assurance 2 500 000 € limité à 2 500 000 € par année d'assurance dont 1 500 000 € pour les dommages immatériels consécutifs limité à 1 500 000 € par année d'assurance 2 500 000 € limité à 2 500 000 € par année d'assurance 75 000 € limité à 75 000 € par année d'assurance
Atteinte accidentelle à l'environnement : Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs)	200 000 € limité à 400 000 € par année d'assurance
DEFENSE DE VOS INTERETS	
- Défense	Sans limitation de somme pour notre action et application du barème du contrat pour les honoraires de l'avocat choisi par vos soins
- Recours	Application du barème du contrat pour les honoraires de l'avocat choisi par vos soins



N° de client : 169332217 L
Nom : JAILLET ENERGIES

La présente attestation vaut présomption simple d'assurance pour les seules périodes indiquées et ne peut engager MAAF ASSURANCES S.A. en dehors des limites précisées par les clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère et dont l'assuré a pris connaissance.

* Attestation valable sous réserve de toute modification, suspension, annulation ou fin d'effet du contrat qui interviendrait postérieurement à la date de la présente attestation.

Fait à Niort, le 2 décembre 2019
Pour MAAF ASSURANCES S.A.

Attention : document original, établi en un seul exemplaire, à photocopier chaque fois qu'il vous en sera fait la demande. Toute mention manuscrite en dehors de la signature est réputée non écrite.

Stéphane Duroule
Directeur général



N° de client : 169332217 L
Nom : JAILLET ENERGIES

ANNEXE DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE

PERIMETRE OU COMPLEMENT DE VOS ACTIVITES

METIER D'INSTALLATIONS THERMIQUES DE GENIE CLIMATIQUE

Réalisation d'installations de chauffage (production, distribution, évacuation pour chaudières tous combustibles et Pompes à chaleur) et de refroidissement, y compris par les techniques de géothermie hors réalisation des sondages et forages réalisés exclusivement par des entreprises spécialisées détentrices de la qualification Qualiforage.

Seules sont garanties les installations géothermiques réalisées selon étude et prescriptions d'un Bureau d'Etude Technique spécialisé extérieur à l'entreprise, documents remis impérativement au maître d'ouvrage conjointement aux pièces du marché, et intégrant des pompes à chaleur certifiées NF PAC

Cette activité comprend les travaux de :

- installations sanitaires, de réseaux d'eau chaude ou froide sanitaire (production, distribution, évacuation), de réseaux de fluide ou de gaz,
- pose de chauffe-eau thermodynamique tous systèmes,
- installation de ventilation mécanique contrôlée (V.M.C.),
- pose de capteurs solaires thermiques pour l'eau chaude sanitaire et/ou le chauffage d'une surface maximum limitée à 30 m² par chantier,
- installation de poêles à bois (granulés, pellets, bûches) et son système d'évacuation des produits de combustion,
- platelage, réalisation de socle et support d'appareils et équipements,
- tranchées, trous de passage, saignées et raccords,
- calorifugeage, isolation thermique et acoustique intérieure (panneaux rigides ou semi-rigides, par soufflage, par insufflation),
- raccordement électrique du matériel,
- installations de régulation, de téléalarme, de télésurveillance, de télégestion
- et de gestion technique centralisée des installations concernées.

Ainsi que :

- l'entretien/maintenance des moyens de production (chaudières, ballons de production), de distribution (canalisations, radiateurs) et d'évacuation (remplacement ou ramonage des conduits).

METIER DE L'ELECTRICITE

Réalisation de réseaux de distribution de courant électrique faible ou fort, de chauffage électrique, y compris installations aérothermiques (pompes à chaleur) air/air ou air extrait/air neuf, ainsi que le raccord et l'installation d'appareils électriques.

Cette activité comprend :

- l'installation de ventilation mécanique contrôlée (V.M.C.) sauf en locaux avec présence d'une piscine,
- la pose de chauffe-eau thermodynamiques monobloc tous systèmes,
- la pose de dispositifs de protection contre les effets de la foudre,
- La mise en oeuvre d'automatismes et de systèmes domotiques,
- La réalisation de réseaux intérieurs Voix-Données-Images (VDI),



N° de client : 169332217 L
Nom : JAILLET ENERGIES

- l'installation de systèmes d'alarme et de détection incendie ou intrusion, sans conception des systèmes pour les ERP (Etablissements Recevant du Public), les IGH (Immeubles de Grande Hauteur) ou sites industriels
 - la mise en oeuvre intérieure des matériaux ou produits contribuant à l'isolation thermique (panneaux rigides ou semi-rigides, par soufflage, par insufflation), acoustique et à la sécurité incendie,
 - la réalisation de réseaux de Gestion Technique Centralisée (GTC) ou de Gestion Technique Bâtiment (GTB),
- la pose occasionnelle de panneaux photovoltaïques sans intégration en couverture pour une surface maximum de 50 m² par chantier, ainsi que les travaux complémentaires de tranchées, trous de passage, saignées et raccords.

METIER DE FRIGORISTE

Réalisation de l'installation, de la maintenance et de la réparation, des équipements et matériels professionnels frigorifiques de production et de conservation du froid.

Cette activité comprend également le montage en intérieur de cellules frigorifiques.

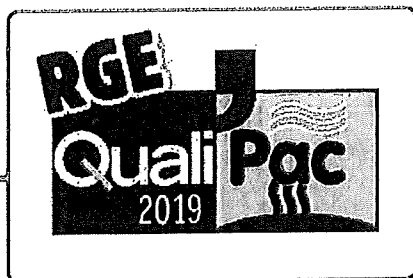
METIER DE LA PLOMBERIE ET INSTALLATIONS SANITAIRES

Réalisation d'installations sanitaires, de réseaux d'eau chaude ou froide sanitaire (production, distribution, évacuation), de réseaux de fluide ou de gaz, hors techniques de géothermie.

Cette activité comprend les travaux de :

- pose de chauffe-eau thermodynamiques monobloc tous systèmes,
- platelage, réalisation de socle et support d'appareils et équipements,
- tranchées, trous de passage, saignées et raccords,
- calorifugeage, isolation thermique et acoustique intérieure (panneaux rigides ou semi-rigides, par soufflage, par insufflation),
- raccordement électrique du matériel,
- réalisation de gouttières, descentes d'eaux pluviales, noues, chéneaux et de solins.
- réalisation de l'étanchéité sous carrelage ou tout autre produit en matériau dur, de receveurs ou formes à carreler des douches dites "à l'italienne",
- pose de capteurs solaires thermiques pour l'eau chaude sanitaire d'une surface maximum limitée à 12 m² par chantier,
- pose sans conception de réseaux de sprinklers et de RIA,
- installations de colonnes sèches,
- le raccordement de récupérateurs d'eau de pluie enterrés ou non réservés à un usage privé et externe.

La présente annexe est indissociable de l'ATTESTATION D'ASSURANCE éditée ce même jour et ne saurait être appréciée isolément. Ces documents valent ensemble présomption simple d'assurance pour les seules périodes indiquées et ne peuvent engager maaf assurances s.a. en dehors des limites précisées par les clauses et conditions du contrat auquel ils se réfèrent et dont l'assuré a pris connaissance.



JAILLET ENERGIES

(Siret : 75205989900019)

M. JAILLET

175 Rue Jacques Coeur
69380 CHESSY

Entreprise titulaire de la qualification

QualiPAC module chauffage et ECS

Engagée pour la qualité d'installation des pompes à chaleur aérothermiques et géothermiques ainsi que les chauffe-eau thermodynamiques

Période couverte par le certificat : 17 février 2019 au 17 février 2020



Numéro QualiPAC : QPAC/44836

Forme juridique : SASU

Police d'assurance responsabilité civile

- générale au 28/11/2018 : 169332217L001 - MAAF ASSURANCES (Niort)

- décennale au 28/11/2018 : 169332217L001 - MAAF ASSURANCES (Niort)

L'entreprise s'engage à renouveler toute assurance obligatoire pendant la durée de son engagement

Fait le 28 février 2019

Gaël Parrens,

Président de l'instance de qualification

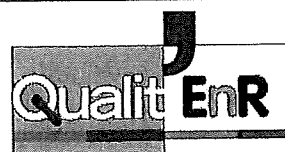
Grâce au site www.qualit-enr.org, rubrique « Annuaire » contrôlez en continu la qualification de l'entreprise

Association Qualité Energies Renouvelables

Siège social :

24 rue Saint-Lazare • 75009 PARIS

SIREN 489 907 360



QualiPAC est un signe de qualité géré par Qualit'EnR.

L'association Qualit'EnR est propriétaire de la marque collective communautaire QUALIPAC n° 009007105 déposée dans les classes 11, 35, 37, 38, 41 et 42

Le présent certificat couvre les périodes de validité précisées ci-dessus pour chaque qualification, sous réserve du respect des conditions définies dans le règlement d'usage des qualifications. La qualification est délivrée pour une durée de deux ou quatre ans décomposée en 2 ou 4 certificats de 12 mois délivrés après contrôle du respect des exigences définies dans les règlements d'usage. L'échéance de chaque qualification est : 17 février 2021 pour QualiPAC module chauffage et ECS

Installation d'une climatisation

message

abrielle cornier

4 février 2020 à 08:45

: m.ruivo@groupe-evotion.com

A L'ATTENTION DE Monsieur RUIVO

Nous envisageons d'installer une climatisation dans notre appartement.

Nous souhaitons avoir l'accord lors de la prochaine assemblée générale.

Les groupes seront aux mêmes normes que ceux déjà installés dans notre résidence "LE JARDIN BACCARA au 42 Ter Avenue du 8 Mai 1945 à TASSIN "

Ci-joint le courrier de l'installateur. Nous sommes à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Cordialement

Gabrielle CORNIER



Scan_0004.pdf
250K



EASY'CLIM

58, Chemin de la Bruyère

69570 Dardilly

Siren 483 935 573

Dardilly, le 21 Janvier 2020

Objet : Installation d'un système de climatisation dans l'appartement de Mr et Mme Cornier

Je soussigné, Mr Esebag Philippe, gérant de la société Easy'clim, atteste que le matériel proposé de marque Mitsubishi respectera la tranquillité du voisinage.

Ces appareils ont un très faible niveau sonore, ne sont pas émetteurs de gaz à effet de serre (R32), et sont labellisés selon la Norme EN 14511-2.

L'installation sera réalisée dans les règles de l'art où tout a été mis en œuvre pour ne pas impacter la façade de l'immeuble et la tranquillité des copropriétaires. A ce titre, nous rappelons que les installations déjà réalisées par notre société dans la copropriété ont toujours respectées le cahier des charges de l'architecte et de la régie.

Le groupe extérieur sera posé au sol sur des supports acoustiques avec silentblocs anti vibratiles (aucune fixation murale sur la façade), ce qui le rendra inaudible pour le voisinage.

Je reste à la disposition des copropriétaires pour des renseignements complémentaires,

Philippe Esebag

Gérant Easy'clim

06.33.07.48.91

04.78.20.93.79

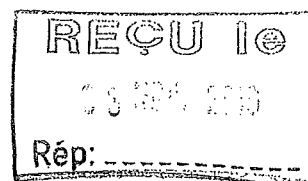
M. GRIGLIO PASCAL

2655A route de Cluses

Lieu-dit le BEZU

74300 – Châtillon sur Cluses

Tel



Châtillon sur Cluses, le 05/11/2019

Madame, monsieur,

Je souhaite passer au vote lors de la prochaine assemblée de copropriétaires les travaux suivants :

Installation d'une climatisation dans deux pièces de l'appartement : salle à manger / cuisine et une chambre à coucher.

Il s'agit de l'appartement n°000266 du jardin baccara, dont je suis le propriétaire.

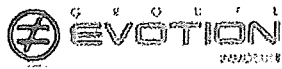
Rappel : copropriétaire : P007002.

En effet, les personnes locataires actuellement sont âgées et par sécurité en prévision des épisodes de canicule récurrents, l'installation d'une climatisation semble nécessaire.

Je vous remercie de me confirmer que cette demande sera à l'ordre du jour de la prochaine assemblée.

Vous souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, madame, monsieur, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

P. GRIGLIO



Anna THIMONIER <a.thimonier@groupe-evotion.com>

Fwd: Demande prochaine AG

1 message

Michel RUIVO <m.ruivo@groupe-evotion.com>

29 novembre 2019 à 09:18

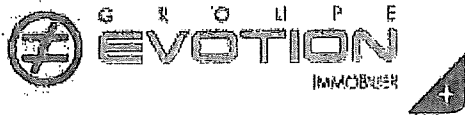
À : Anna THIMONIER <a.thimonier@groupe-evotion.com>

A imprimer pour prochaine AG + pochette

Bonne réception**Cordialement,****Michel RUIVO - Directeur Service Copropriété**
Assistante Anna THIMONIER : 04.72.40.54.93

11 place Bellecour, 69002 Lyon

Tél. 04 78 42 01 09

www.groupe-evotion.comHoraires d'ouverture :

Du lundi au jeudi de 9 heures à midi et de 14 heures à 18 heures,

Le vendredi de 9 heures à midi et de 14 heures à 17 heures

Vous n'avez pas souscrit au service E-recommandé eIDAS ??!**Cliquez sur la vidéo ci-dessous et prenez quelques instants pour découvrir ce service :)**

► Découvrez les nouveaux sites

**GESTION
LOCATION**www.appartenloc.com**SYNDIC
DE COPROPRIÉTÉ**www.nouveausyndic.com**VENTE
TRANSACTION**www.appartenvente.immo

----- Forwarded message -----

De : **patrick FERNOUX**

Date: dim. 24 nov. 2019 à 19:49

Subject: Demande prochaine AG

To: Michel Ruivo <m.ruivo@groupe-evotion.com>, Alan BELL

Bonjour,

Je souhaite mettre au vote de la prochaine assemblée générale l'autorisation d'effectuer des travaux d'installation d'un groupe climatiseur sur ma terrasse.

Ce groupe sera conforme à ceux déjà installés dans notre résidence et respectera le cahier des charges.

Veuillez trouver en pièces jointes:

- Le devis de l'entreprise POYARD FROID ET CLIMATISATION;
- Le plan de la terrasse avec le groupe extérieur;
- L'attestation de responsabilité décennale;
- L'attestation de responsabilité civile;
- L'attestation de capacité.

Je vous remercie de bien vouloir prendre ma demande en considération.


Cordialement

Patrick Fernoux
42 bis avenue du 8 mai 1945
69160. Tassin la demi-lune

-
-
-

5 pièces jointes

 **responsabilité decennale.pdf**
141K

 **responsabilité civile.pdf**
1685K

 **attestation CAPACITE 2019-2024.pdf**
115K

 **Plan.pdf**
745K

 **Poyard.pdf**
1586K



FROID • CLIMATISATION • POMPES À CHALEUR

POYARD

votre confort avant tout

E.U.R.L. POYARD FROID ET CLIMATISATION

127 rue Pierre August Roiret

Parc d'activité des tourrales

69290 CRAPONNE

Tél : 04 78 57 04 73

Web : www.poyard.frEmail : contact@poyard.fr**FERNOUX PATRICK****42 BIS AVENUE DU 8 MAI 1945****69160 TASSIN LA DEMI LUNE**

Devis N°

DE2611

Date

20/11/2019

Client

CLI1950

Référence	Désignation	Quantité	P.U. HT	Remise	Montant HT
	objet: climatisation réversible				
	fourniture et pose d'un équipement de climatisation réversible au R32 (nouveau gaz "vert") pour le séjour descriptif: <u>séjour</u> 1 unité intérieure murale STYLISH marque: DAIKIN modèle: FTXA35A façade blanche dimensions: 295H x 798L x 189P puissance frigorifique: 3400w puissance calorifique: 4000w <u>à l'extérieur:</u> 1 unité extérieure réversible Inverter monosplit marque: DAIKIN modèle: RXA35A STYLISH dimensions: 550H x 765L x 285P puissance absorbée: 1000w max alimentation électrique: 230/1N/50 protection 16A accessoires de montage pour tous ces équipements: - tubes cuivre isolés - câbles électriques - goulottes et supports - tubes à condensats raccordements frigorifiques, électriques et condensats mise au vide charge en R32 essais et mise en service				
CLIM	UNITES DAIKIN + ACCESSOIRES DE MONTAGE	1,000			
CLIM	ECO PARTICIPATION	1,000			
CLIM.	MAIN D'OEUVRE ET DEPLACEMENT	1,000			
	le matériel DAIKIN est garanti 3 ans et 5 ans pour le compresseur le reste du matériel, la main d'oeuvre et le déplacement sont garantis 1 an				

E.U.R.L. POYARD FROID ET CLIMATISATION

127 rue Pierre August Roiret

Parc d'activité des tourrales

69290 CRAPONNE

Tél : 04 78 57 04 73

Web : www.poyard.fr

Email : contact@poyard.fr

FERNOUX PATRICK

42 BIS AVENUE DU 8 MAI 1945

69160 TASSIN LA DEMI LUNE



Devis N°
DE2611

Date
20/11/2019

Client
CLI1950

Référence	Désignation	Quantité	P.U. HT	Remise	Montant HT
	<p><u>Important:</u></p> <p>la TVA est à taux réduit sur la main d'oeuvre et le déplacement sous réserve de remplir l'attestation jointe au devis</p> <p>le client doit être en possession de toutes les autorisations nécessaires à la pose de cet équipement</p>				

Code	Base HT	Taux TVA	Montant TVA
5		20,00	
6		10,00	

Total HT	
Net HT	
Total TVA	
Total TTC	
NET A PAYER	

POYARD FROID ET CLIMATISATION

Capital de 30500€ - Code APE : 2825Z - RCS Lyon - N°d CEE : FR 63421254624 - SIRET : 42125462400032

Pénalités de retard: taux annuel de la BCE le plus récent, majorée de 10 points et une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement - escompte pour paiement anticipé (taux mensuel) : 0,63%

RESERVE DE PROPRIETE : Nous nous réservons la propriété des marchandises jusqu'au paiement du prix par l'acheteur. Notre droit de revendication porte aussi bien sur les marchandises que sur leur prix si elles ont déjà été revendues (Loi du 12 mai 1980).

Votre conseiller

CBT OFRACAR

3 RUE GEORGES CHARPAK BP 310

PARC ACTIVITE DE LA VATINE

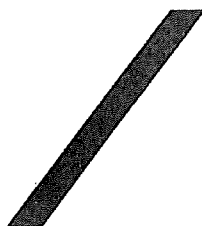
76136 MONT ST AIGNAN CEDEX

☎ **02 35 12 35 50**

📠 **02 35 12 35 51**

N° ORIAS **07 008 315 (OFRACAR)**

Site ORIAS **www.orias.fr**



réinventons / notre métier



EURL POYARD

FROID ET CLIMATISATION

127 RUE PIERRE AUGUSTE ROIRET

PA DES TOURRAIS

69290 CRAPONNE

Votre contrat

Construction BTPLUS

Vos références

Contrat

0000003920941904

Client

0298583120

Date du courrier

31 décembre 2018

ATTESTATION D'ASSURANCE

AXA France, dont le siège social est situé **Terrasses de l'Arche 92000 Nanterre** atteste que :

EURL POYARD

FROID ET CLIMATISATION

127 RUE PIERRE AUGUSTE ROIRET

PA DES TOURRAIS

69290 CRAPONNE

N°SIREN/SIRET : **42125462400032**

Est titulaire du contrat d'assurance n° **0000003920941904** pour la période du **01/01/2019** au **01/01/2020**.

Assurance de responsabilité décennale obligatoire

1. Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- Aux activités professionnelles ou missions suivantes : activités rappelées au paragraphe «Activités souscrites» ci-après.
- Aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- Aux travaux réalisés en France métropolitaine ou dans les départements d'outre-mer.
- Aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de **15 000 000 euros**. Cette somme est portée à **30 000 000 euros HT** en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 10 millions d'euros pour les lots structure et gros œuvre et 6 millions d'euros pour les autres lots.

Vos références

Contrat

0000003920941904

Client

0298583120

- Aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - Travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P¹ ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P² ;
 - Procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - d'un agrément technique européen (ATE) en cours de validité ou d'une évaluation technique européenne (ETE) bénéficiant d'un document technique d'application (DTA), ou d'un avis technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P³,
 - d'une appréciation technique d'expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
 - d'un Pass innovation 'vert' en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission prévention produits mis en œuvre par l'Agence qualité construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence qualité construction (www.qualiteconstruction.com).

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (règles de l'art Grenelle environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

2. La garantie de responsabilité décennale obligatoire

- Nature de la garantie :

Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévues par les dispositions des articles L.241-1 et L.241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L.243-1-1 du même code.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

- Montant de la garantie :

En habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.

Hors habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances. (*)

Lorsqu'un contrat collectif de responsabilité décennale est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.

(*) Par dérogation, le montant de la garantie hors habitation couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.

- Durée et maintien des garanties :

La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3. Autres garanties souscrites dans les limites et conditions du contrat auquel elles se réfèrent

Les garanties ci-dessous s'entendent dans les mêmes limites que celles visées au paragraphe 1.

Vos références

Contrat

0000003920941904

Client

0298583120

- Dommages matériels accidentels en cours de chantier, lorsqu'ils surviennent entre la date d'effet et la date de résiliation ou d'expiration du contrat et entre la date d'ouverture du chantier et celle de la réception.
- Responsabilité de sous-traitant en cas de dommages de nature décennale. Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception et est gérée selon le régime de la capitalisation.

Les garanties ci-dessous s'entendent dans la limite des activités, coût total de construction, étendue géographique, travaux, produits et procédés de technique courante visés au paragraphe 1. Elles s'appliquent aux réclamations notifiées à l'assureur à compter du 01/01/2019 et, qui se rapportent à des faits dommageables survenus avant la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, engageant la responsabilité de l'assuré en sa qualité de locateur d'ouvrage ou de sous-traitant.

- Responsabilité décennale pour travaux de construction non soumis à l'assurance obligatoire en cas d'atteinte à la solidité. Cette garantie couvre les interventions de l'assuré sur des chantiers de construction non soumis à l'obligation d'assurance décennale dont le coût TTC des travaux y compris maîtrise d'œuvre n'est pas supérieur à **1 000 000 euros**.
- Bon fonctionnement des éléments d'équipements dissociables des ouvrages soumis à l'assurance obligatoire.
- Responsabilité pour dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'assurance obligatoire survenant après réception.
- Responsabilité pour dommages matériels subis après réception par les existants, et qui sont la conséquence directe de l'exécution des travaux neufs.
- Responsabilité pour non-conformité à la réglementation thermique 2012.
- Responsabilité pour dommages immatériels consécutifs résultant d'un dommage garanti ci-dessus et survenant après réception.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Ce contrat n'a pas pour objet de garantir une activité de constructeur de maisons individuelles, avec ou sans fourniture de plans, telle que définie par la loi du 19 décembre 1990 et son décret d'application du 27 novembre 1991.

Fait à Nanterre, le 31/12/2018

Matthieu Bébéar

Directeur Général Délégué



Vos références

Contrat

0000003920941904

Client

0298583120

Activités souscrites

Activités « travaux » réalisées dans le domaine du Bâtiment (suivant la nomenclature FFSA d'activités des entreprises du BTP) et des travaux publics :

Activités « travaux » réalisées dans le domaine du Bâtiment

- MENUISERIES INTÉRIEURES

Sauf * :

- Cloisons démontables uniquement
- Parquets pour sols sportifs

- ISOLATION THERMIQUE – ACOUSTIQUE – FRIGORIFIQUE

Y compris :

- Isolation de chambres froides d'une capacité supérieure à 20 M3

Sauf * :

- Isolation thermique par l'extérieur
- Isolation antivibratile, traitement acoustique de salles, studios

- PLOMBERIE – INSTALLATIONS SANITAIRES – SAUF GÉOTHERMIE VISÉE À LA RUBRIQUE 5.10

Sauf * :

- Installation de capteurs à énergie solaire par capteurs thermiques hors pose de capteurs intégrés visée à la rubrique 3.1 (couverture)
- Maintenance, réparation et entretien d'installations, uniquement
- Réseaux industriels de process
- Installations de protection contre l'incendie

- INSTALLATIONS THERMIQUES DE GÉNIE CLIMATIQUE – SAUF GÉOTHERMIE VISÉE À LA RUBRIQUE 5.10

Sauf * :

- Maintenance, réparation et entretien d'installations, uniquement
- Installations thermiques à haute pression ou haute température
- Télégestion, télésurveillance, téléalarme d'installations
- Installation de capteurs à énergie solaire par capteurs thermiques hors pose de capteurs intégrés visée à la rubrique 3.1 (couverture)
- Installation à énergie solaire par capteurs photovoltaïques hors pose de capteurs intégrés
- Pose de capteurs solaires intégrés - voir rubrique 5.11 (photovoltaïque)

- FUMISTERIE

Sauf * :

- Ramonage uniquement
- Pose d'inserts

- INSTALLATIONS D'AÉRAULIQUE ET DE CONDITIONNEMENT D'AIR – SAUF GÉOTHERMIE VISÉE À LA RUBRIQUE 5.10

Y compris :

- Climatisation d'une puissance supérieure à 50 Kw restituée
- Installations frigorifiques

Sauf * :

- Maintenance, réparation et entretien d'installations, uniquement

Vos références

Contrat

0000003920941904

Client

0298583120

- Installations de froid industriel, climatisation de salles blanches
- Télégestion, télésurveillance, téléalarme d'installations
- Installation de capteurs à énergie solaire par capteurs thermiques hors pose de capteurs intégrés visée à la rubrique 3.1 (couverture)
- Installation à énergie solaire par capteurs photovoltaïques hors pose de capteurs intégrés
- Pose de capteurs solaires intégrés - voir rubrique 5.11 (photovoltaïque)

- ELECTRICITÉ

Sauf * :

- Installations Haute Tension B
- Installation électrique de process industriel
- Plancher ou plafond chauffant
- Détection et/ou protection contre l'incendie, l'explosion, le vol, l'intrusion
- Installation à énergie solaire par capteurs photovoltaïques
- Pose de capteurs solaires intégrés – voir rubrique 3.1 (couverture)

() : pour autant que ces activités ne soient pas souscrites dans une autre rubrique*

Autres activités réalisées

- La fourniture et la pose des éléments et matériels de cuisines professionnelles de collectivités, laboratoires exclusivement alimentaires, bars, commerces, boulangeries, buanderies, salles de bain, sauf revêtement ou aménagements spéciaux est comprise dans l'activité Menuiseries intérieures - L'activité « aérothermie » (système air/air ou air/eau) est incluse dans la famille « installation thermique de génie climatique »

Vos références

Contrat

0000003920941904

Client

0298583120

Montants des garanties et franchises

Garanties	Montant de la garantie en €	Montant de la franchise en €
Dommages sur chantier	Montant unique pour l'ensemble des garanties par année d'assurance	Par sinistre
<ul style="list-style-type: none">• Effondrement des ouvrages (art 2.1)• Autres dommages matériels aux ouvrages (art 2.2)• Dommages matériels aux matériaux (art 2.3)• Dommages matériels aux installations, matériels de chantier et ouvrages provisoires (art 2.4)• Attentats, tempêtes, ouragans, cyclones, grêle (art 2.5)	642 067 €	3 210 €
<ul style="list-style-type: none">• Catastrophes naturelles (art 2.6)		Franchise légale
Responsabilité civile décennale	Montant par sinistre	Par sinistre
<ul style="list-style-type: none">• Responsabilité décennale pour travaux de construction soumis à l'assurance obligatoire (art 2.8)	A hauteur du coût des réparations (1)	1 605 €
<ul style="list-style-type: none">• Responsabilité de sous-traitant en cas de dommages de nature décennale (art 2.9)	10 701 111 €	1 605 €
<ul style="list-style-type: none">• Responsabilité décennale pour travaux de construction non soumis à l'assurance obligatoire et limitée à l'atteinte à la solidité (art 2.10)	535 056 € par sinistre et 856 089 € par année d'assurance	1 605 €
Responsabilités connexes	Montant unique pour l'ensemble des garanties par année d'assurance	Par sinistre
<ul style="list-style-type: none">• Bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables des ouvrages soumis à l'assurance obligatoire (art 2.12)• Dommages immatériels consécutifs (art 2.15)• Dommages matériels aux existants par répercussion (art 2.14)• Dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'obligation d'assurance (art 2.13)	642 067 €	3 210 €
<ul style="list-style-type: none">• Responsabilité pour non-conformités à la RT2012		20 % du sinistre mini 1 fois le montant de la franchise ci-dessus maxi 4 fois le montant de la franchise mini

Vos références
 Contrat
 0000003920941904
 Client
 0298583120

Responsabilité civile du chef d'entreprise (art 2.17)	Limites de garanties en €		Montant de la franchise en €
Garanties Tous dommages confondus y compris les extensions spécifiques :	Montant par sinistre	Montant par année	Par sinistre
• Avant réception	Garantie non souscrite	Garantie non souscrite	Garantie non souscrite
• Après réception	Garantie non souscrite	Garantie non souscrite	Garantie non souscrite
Dont avant/après réception			
• Dommages matériels	Garantie non souscrite	Garantie non souscrite	Garantie non souscrite
• Dommages immatériels	Garantie non souscrite	Garantie non souscrite	Garantie non souscrite
• Dommages de pollution	Garantie non souscrite	Garantie non souscrite	Garantie non souscrite
• Faute inexcusable	Garantie non souscrite	Garantie non souscrite	Garantie non souscrite
• Défense recours	Garantie non souscrite	Garantie non souscrite	Garantie non souscrite
Extensions spécifiques (art 2.17.3.)			
• Frais financiers en cas de référé provision (Garantie non souscrite)	Garantie non souscrite		Garantie non souscrite
• Mise en conformité avec les règles de l'urbanisme et erreur implantation (Garantie non souscrite)			
• Mission de pilotage mandataire commun (Garantie non souscrite)			
• Négocier et vente de matériaux de construction (Garantie non souscrite)			
• Travaux non constitutifs d'ouvrages (Garantie non souscrite)	Garantie non souscrite	Garantie non souscrite	Garantie non souscrite
Protection juridique	Garantie non souscrite		

(¹) Sans pouvoir excéder le montant du seuil de déclenchement du Contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD)

Les montants de garanties et de franchises s'expriment en euros à l'indice 90510 en date du 01/07/2018.

COURTIER
OFRACAR
3 RUE GEORGES CHARPAK BP 310
PARC ACTIVITE DE LA VATINE
76136 MONT ST AIGNAN CEDEX

☎ **02 35 12 35 50**

📠 **02 35 12 35 51**

💻 **CONTACT@OFRACAR.FR**

N°ORIAS **07 008 315 (OFRACAR)**

Site ORIAS **www.orias.fr**

réinventons / notre métier



SARL POYARD
FROID ET CLIMATISATION
127 RUE AUGUSTE ROIRET
PA DES TOURRAIS
69290 CRAPONNE

Votre contrat

Responsabilité Civile Entreprise
Souscrit le 01/10/2011.

Vos références

Contrat
5155838104
Référence client
298583120

Date du courrier
31 décembre 2018

Votre attestation Responsabilité Civile

AXA France IARD atteste que :
SARL POYARD
FROID ET CLIMATISATION
127 RUE AUGUSTE ROIRET
PA DES TOURRAIS
69290 CRAPONNE

Est titulaire du contrat d'assurance n° **5155838104** ayant pris effet le **01/10/2011**.

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité civile pouvant lui incombent du fait de l'exercice des activités suivantes :

- Installations d'aéraulique et de conditionnement d'air. - Climatisation d'une puissance supérieure à 50KW restituée. - Installations frigorifiques. - Isolation thermique, acoustique, frigorifique. - Isolation de chambres froides d'une capacité supérieure à 20m3. - Installations thermiques de génie climatique y compris par : . aérothermie (systèmes air/air, air/eau). - Menuiseries intérieures y compris fourniture, pose des équipements et matériels de cuisines, laboratoires exclusivement alimentaires, bars, commerces et salles de bains. - Fumisterie. - Plomberie, Installations sanitaires. - Electricité de bâtiment basse et moyenne tension (hors systèmes de détection et/ou de protection contre le vol, l'incendie, l'intrusion). - Téléalarme, télégestion ou télésurveillance dans le domaine exclusif du froid. - Maintenance, entretien, dépannage dans le cadre des activités ci-dessus. - Etudes, conception d'installations ou d'équipements pour son propre compte ou celui de ses sous-traitants à l'exclusion de toute étude pour le compte de tiers. - Installations frigorifiques, vitrines réfrigérées...relevant du PROCESS tel que défini par l'article 1792-7 du Code Civil. - Vente de matériels aérauliques, frigorifiques, thermiques dans la limite de 10 % du chiffre d'affaires global de l'entreprise sans installation par l'assuré.

Vos références

Contrat

5155838104

Client

298583120

La garantie s'exerce à concurrence des montants de garanties figurant dans le tableau ci-après.

La présente attestation est valable du **01/01/2019** au **01/01/2020** et ne peut engager l'assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Nanterre, le 31/12/2018

Matthieu Bébéar

Directeur Général Délégué



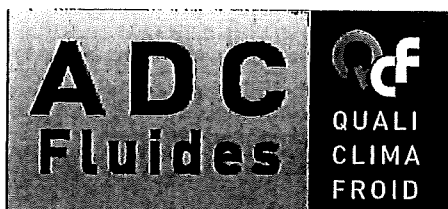
Vos références

Contrat
5155838104
Référence client
298583120

Montants des garanties

Nature des garanties	Limites de garanties en €
RC Avant livraison des produits ou réception des travaux	
Tous dommages garantis confondus pour toutes les garanties sauf celles paragraphes A et B ci-après, sans pouvoir excéder pour :	9400000 € par sinistre
Dommages corporels	9400000 € par sinistre
Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	2400000 € par sinistre
Dommages immatériels non consécutifs (art.3.3 des C.G.)	286 000 € par sinistre
A Dommages aux biens confiés (art.3.1 des C.G.) Dommages matériels et immatériels confondus	286 000 € par sinistre
B Atteintes accidentelles à l'environnement (art.3.2 des C.G.) Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus	750 000 € par année d'assurance
RC Après livraison des produits ou réception des travaux	
Tous dommages garantis confondus sans pouvoir excéder pour :	2 400 000 € par année d'assurance
Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus	2 400 000 € par année d'assurance
Dommages immatériels non consécutifs (art.3.4 des C.G.)	286 000 € par année d'assurance
Dont pour les frais de dépose / repose (art.3.4.2 des C.G.)	150 000 € par année d'assurance
Frais de retrait	Garantie non souscrite

C.G. : Conditions Générales du contrat.



ATTESTATION DE CAPACITE

N° 12005

(Rév. : 5)

Délivrée en application de l'article R543-99 du Code de l'environnement

Conformément à l'article R.543-99 du Code de l'Environnement, QUALICLIMAFROID, agréé par arrêté du ministère de l'écologie en date du 29 Août 2008, et renouvelé par arrêté du 10 Septembre 2013 atteste que l'opérateur :

POYARD FROID ET CLIMATISATION
127 rue Pierre Auguste Roiret
69290 CRAPONNE

SIRET n°42125462400032

dispose des capacités nécessaires pour intervenir sur les équipements et réaliser les activités suivantes :

CATEGORIE I : Contrôle d'étanchéité, maintenance, entretien, assemblage, mise en service, récupération des fluides des équipements de tous les équipements de réfrigération, de climatisation et de pompe à chaleur.

L'attestation de capacité est attribuée pour une période de cinq (5) ans sur la base du programme de certification défini par l'Arrêté du 29 février 2016 modifié par l'Arrêté du 25 juillet 2016 et des conditions générales de services applicables à la demande de délivrance des attestations de capacité à manipuler les fluides frigorigènes.

Validité du : 05/01/2019

Au : 04/01/2024

Fait à Paris,

Le : 11/12/2018

Claude Malley

Président de QUALICLIMAFROID



Accréditation
N°5-0585
Portée
Disponible sur

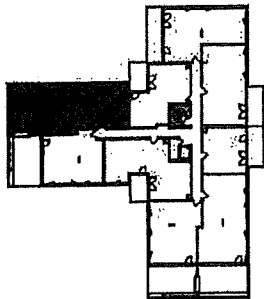
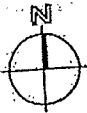
Cette attestation pourra être suspendue ou retirée avant sa date d'échéance dans les cas prévus aux articles R.543-101 et R.543-104 du code de l'environnement. Pour vérifier à tout moment la validité de cette attestation, consulter la liste des opérateurs attestés sur www.datafluides.fr

Association Technique de Qualification et de Classification des entreprises d'Installation de Matériel Frigorifique, de Ventilation, de Traitement d'air, de Climatisation, de Conditionnement de l'air

3, cité Paradis • 75010 PARIS • Tél. : 01 44 83 68 20 - Fax : 01 44 83 68 21 Email : contact@qualiclimafroid.com
TVA Intracommunautaire : FR 63 313 243 669 • Code APE 8299Z • Siret 313 243 669 00030

www.qualiclimafroid.com

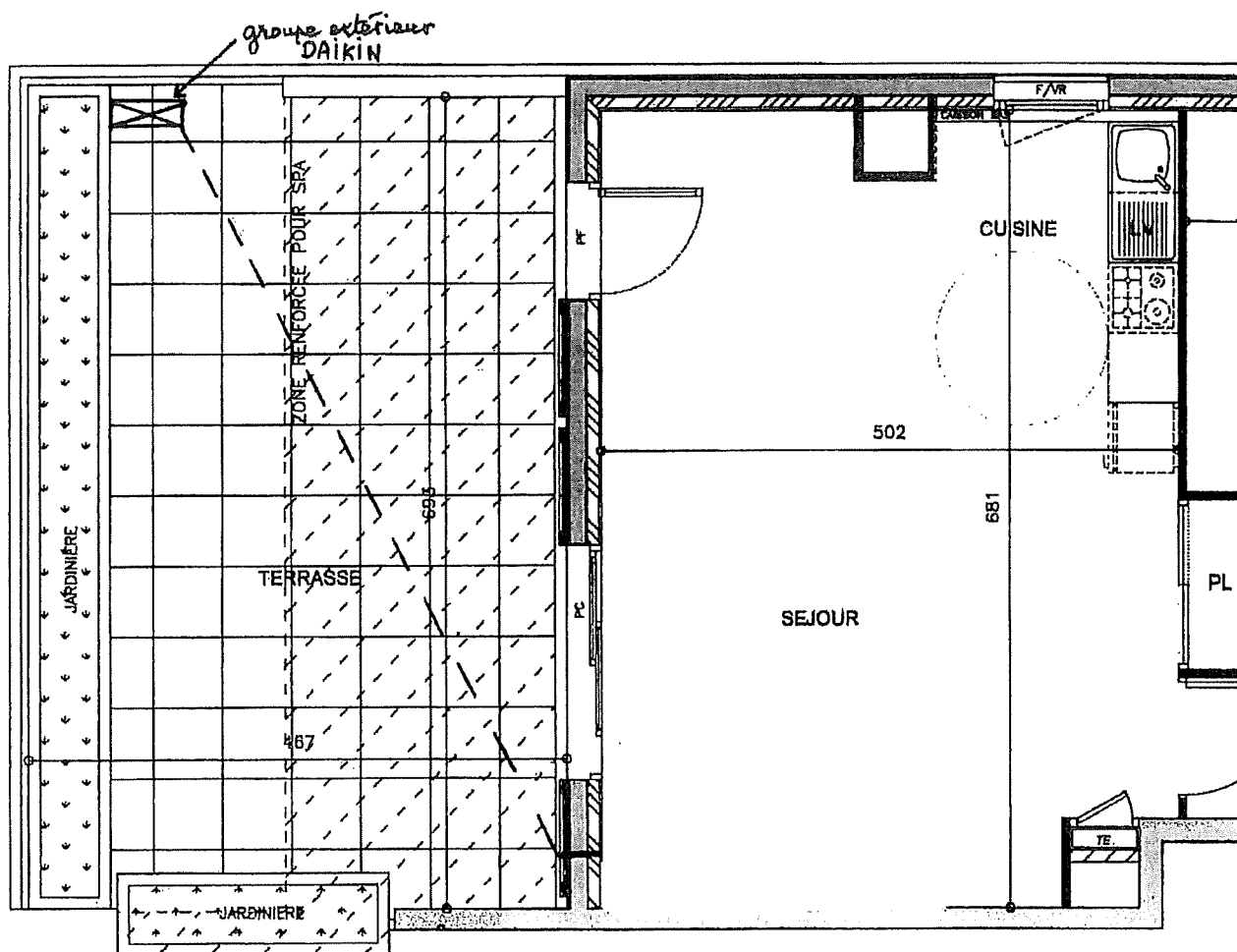




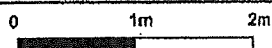
Type de logement : T3

Etage : 3ème

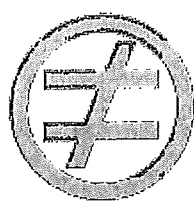
N° de logement : B309



Echelle
graphique



Les cotes et surfaces sont mentionnées à titre indicatif et sont susceptibles de variations dans les tolérances du contrat. Les techniques, administratives ou réglementaires ils sont susceptibles d'être modifiés et/ou créés. La représentation des éléments descriptifs de vente sont contractuels. La représentation graphique des haies et arbres est purement symbolique et n'a pas d'



G R O U P E
EVOTION

IMMOBILIER

COURRIER M. MAZOYER



**NOUVEAU
SYNDIC.COM**

Mr MAZOYER YANNICK
42 BIS AVENUE DU 8 MAI 45
69160 TASSIN LA DEMI-LUNE

LE 01/06/20

Madame, monsieur,

Actuellement ne sont autorisées dans la résidence que les planchas électriques et je demande que soit aussi autorisés les barbecues électriques.

noter syndic
↓

Je demande que soit mentionné par écrit dans le règlement de la copropriété que les barbecues et les planchas au charbon et à gaz soient interdits et que seuls sont autorisés les barbecues et planchas électriques.) = Modifier RC!

Je demande qu'une bâche soit achetée par la copropriété et qu'elle soit mise en place à chaque fermeture hivernale de la piscine puis qu'elle soit retirée à chaque ouverture estivale par le responsable de l'entretien de la piscine afin de la protéger des intempéries et surtout éviter de changer le liner trop souvent.) = Ténir le liner plus longtemps entre autres

Je demande que le bracelet de couleur, officiel de la résidence, soit porté obligatoirement au poignet ou à la cheville à l'intérieur de l'espace clôturé de la piscine par chaque personne à partir de 11 ans ou 14 ans au minimum si les votants trouvent que 11 ans, c'est trop jeune. (occupant de la résidence et de la maison bourgeoise ainsi que chaque invité)) = voir règlement intérieur

Je demande que soit interdit, à l'intérieur de l'espace clôturé de la piscine, l'utilisation des transats, chaises longues, matelas gonflables et autres produits du même type car cela tient beaucoup trop de place. Si chaque personne vient avec ce genre d'objet, cela va limiter le nombre d'utilisateur de l'espace en dehors de l'eau, autour de la piscine.) = voir règlement intérieur

Je demande que soit interdit, à l'intérieur de l'espace clôturé de la piscine, l'utilisation des parasols.) = "

Je demande que soit acheté par la copropriété et affiché à l'intérieur et à l'extérieur de chaque ascenseur, un panneau ou une pancarte ou une affiche ou un panonceau, etc... afin de signaler l'obligation, pour chaque utilisateur, de demander à la régie ou au conseil syndical (mentionnez les coordonnées pour les joindre), la mise en place des protections pour l'intérieur de chaque ascenseur avant chaque déménagement ou emménagement ou le transport de charges volumineuses afin d'éviter de dégrader l'ascenseur.) = Aner carte plaque signal

Je demande que la terrasse autour de la piscine, composée de lames en bois, soit poncée et protégée par un produit appliqué dessus (verni ou autres) pour éviter que des échardes pénètrent sous les pieds.) = Entretien et protection du bois

Je demande que soit installé un miroir sur le mur de la copropriété au niveau des deux portails d'accès au garage afin que l'on puisse contrôler la présence des piétons, des trottinettes, des skateboards, des bicyclettes et des véhicules qui circulent dans la rue lorsque l'on sort en voiture afin d'éviter un accident.) = reflète la rue

Je veux que mes huit demandes ci-dessus soient inscrites au vote de la prochaine assemblée générale de la copropriété et si elles sont approuvées, qu'elles soient mentionnées, par écrit, dans le règlement de la copropriété.) Non, pas besoin de voter la RC!

Pas possible sinon modification inutile

Cordialement

Yannick MAZOYER

[Signature]

Mr MAZOYER YANNICK
42 BIS AVENUE DU 8 MAI 45
69160 TASSIN LA DEMI-LUNE

LE 01/06/20

Madame, monsieur,

Un rappel pour l'utilisation de la piscine est affiché à l'entrée de la piscine et sur le panneau d'affichage dans le hall des bâtiments A et B.

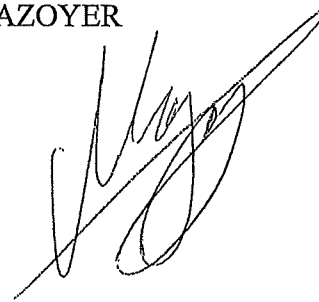
Il est précisé que les invités ne sont pas admis et que le temps de baignade est de 2 heures pour laisser d'autres baigneurs en profiter.

Ces deux interdictions sont illégales car elles n'ont pas été soumises au vote lors d'une assemblée générale de la copropriété qui a déjà un règlement qui a été approuvé à la majorité par un vote lors d'une assemblée générale donc je demande que ces 2 mentions soient immédiatement retirées de ces affichages.

A défaut, je me réserve le droit de mandater un huissier de justice pour qu'il effectue un constat puis de saisir la justice pour faire supprimer l'affichage de ces 2 interdictions en demandant que le ou les responsables de cette décision et de son affichage soient condamnés à une amende et à me rembourser mes frais de constat d'huissier.

Cordialement

Yannick MAZOYER



Inf. C.S.
→ 16/6/20

Mr MAZOYER YANNICK
42 BIS AVENUE DU 8 MAI 45
69160 TASSIN LA DEMI-LUNE

LE 01/09/19

Madame, monsieur,

Actuellement ne sont autorisées dans la résidence que les planchas électriques et je demande que soit aussi autorisés les barbecues électriques.

Je demande que soit mentionné par écrit dans le règlement de la copropriété que les barbecues et les planchas au charbon et à gaz soient interdit et que seuls sont autorisés les barbecues et planchas électriques.

x Je demande qu'une bâche soit achetée par la copropriété et qu'elle soit mise en place à chaque fermeture hivernale de la piscine puis qu'elle soit retirée à chaque ouverture estivale par le responsable de l'entretien de la piscine afin de la protéger des intempéries et surtout éviter de changer le liner trop souvent.

x Je demande que le bracelet de couleur, officiel de la résidence, soit porté obligatoirement au poignet ou à la cheville à l'intérieur de l'espace clôturé de la piscine par chaque personne à partir de 11 ans ou 14 ans au minimum si les votants trouvent que 11 ans, c'est trop jeune. (occupant de la résidence et de la maison bourgeoise ainsi que chaque invité)

x Je demande que soit interdit, à l'intérieur de l'espace clôturé de la piscine, l'utilisation des transats, chaises longues, matelas gonflables et autres produits du même type car cela tient beaucoup trop de place. Si chaque personne vient avec ce genre d'objet, cela va limiter le nombre d'utilisateur de l'espace en dehors de l'eau, autour de la piscine.

x Je demande que soit interdit, à l'intérieur de l'espace clôturé de la piscine, l'utilisation des parasols.

x Je demande que soit acheté par la copropriété et affiché à l'intérieur et à l'extérieur de chaque ascenseur, un panneau ou une pancarte ou une affiche ou un panonceau, etc... afin de signaler l'obligation, pour chaque utilisateur, de demander à la régie ou au conseil syndical (mentionnez les coordonnées pour les joindre), la mise en place des protections pour l'intérieur de chaque ascenseur avant chaque déménagement ou emménagement ou le transport de charges volumineuses afin d'éviter de dégrader l'ascenseur.

Je veux que mes six demandes ci-dessus soient inscrites au vote de la prochaine assemblée générale de la copropriété et si elles sont approuvées, qu'elles soient mentionnées, par écrit, dans le règlement de la copropriété.

Cordialement

Yannick MAZOYER




Mr MAZOYER YANNICK
42 BIS AVENUE DU 8 MAI 45
69160 TASSIN LA DEMI-LUNE

Madame, monsieur,

Actuellement ne sont autorisées dans la résidence que les planchas électriques et je demande que soit aussi autorisé les barbecues électriques.

Je demande que soit mentionné par écrit dans le règlement de copropriété que les barbecues au charbon et à gaz soient interdit et que seuls sont autorisés les barbecues et planchas électriques.

 Je demande qu'une bâche soit achetée par la copropriété et qu'elle soit mise en place à chaque fermeture hivernale de la piscine.

Je veux que mes deux demandes ci-dessus soient inscrites à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale de la copropriété.

Cordialement

Yannick MAZOYER

AF Gestion Lyon 2
SAS au capital de 12.000 €
11 Place Bellecour - 69002 LYON
Tél. 04 78 42 01 09
SIRET 538 000 019 00017 - APE 6832A
CP CCI LYON n° CPE 6901 2018 000 025 051
Caisse de Garantie GAEIAN n° 111226 X
Site : www.appartenloc.com



13/7/2015
Ligne en vertu propre

Je demande que soit inscrit à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale le vote pour l'obligation du bracelet à partir de 1/1 ans.

Il sera interdit de faire supporter aux dalles une charge supérieure à leur résistance déterminée par l'architecte de la copropriété dans le cahier des charges, en particulier par un apport de terre.

Le REQUERANT précise que les terrasses des appartements situés aux troisième et quatrième étages des Bâtiments A et B sont dotées d'une dalle renforcée pour pouvoir éventuellement y installer un SPA.

L'utilisation des balcons, loggias, terrasses ou assimilés ne devra causer aucun trouble anormal aux autres copropriétaires.

9°/ - JARDINS PRIVATIFS

Les copropriétaires qui bénéficieront de la jouissance exclusive de jardins privés devront maintenir constamment ceux-ci en parfait état d'entretien et de propreté.

Ils ne pourront les utiliser que comme jardins d'agrément à l'exclusion de tout autre usage.

Il est interdit d'y entreposer des matériaux, outillage ou matériel, sauf le mobilier de jardin exclusivement, ni rien qui pourrait incommoder par la vue, le bruit ou l'odeur.

Plus particulièrement, il est formellement interdit de réaliser dans les jardins privés aucun grill, barbecue ou installation similaire fixe, ni d'en utiliser même de mobiles.) Barbecues

De même, sauf ceux qui existeraient à ce jour et qui pourront y être maintenus, il ne pourra être planté par les copropriétaires concernés aucun arbre à haute tige dans les parties sur dalle de ces jardins. En outre, dans les parties en pleine terre, il ne pourra en être planté sans l'autorisation préalable de l'assemblée des copropriétaires statuant à la majorité requise.

Par ailleurs, les copropriétaires concernés devront se conformer à tout règlement de l'IMMEUBLE comme à toutes règles de police urbaine quant à l'usage de tous motoculteurs, tondeuses à gazon ou autres engins de même nature et même plus généralement quant au bruit.

Les haies pouvant séparer ces jardins privés, soit entre eux, soit d'avec des parties communes, devront obligatoirement être entretenues et taillées par les propriétaires des lots délimités par celles-ci au moins deux fois l'an.) Haies

Ils devront faire procéder à leurs frais à l'égale des arbres de trouvant sur leurs jardins privés aussi souvent que celle sera nécessaire compte tenu du type d'arbre, le tout de façon à ne pas priver les autres lots de la vue qu'ils sont en droit d'attendre eu égard à leur situation. Si les arbres existent avant la mise en copropriété, il y a lieu de les considérer comme des parties communes.

Toutefois, si la copropriété vient à décider à la majorité requise, lesdits jardins pourront être entretenus dans le cadre de l'entretien général des espaces verts. Cette décision régulièrement prise s'imposera à tous les copropriétaires concernés. Dans ce cas, cet entretien incombera à l'ensemble des copropriétaires en considération de l'intérêt général qui s'attache à leur maintien et à leur entretien, et ce, nonobstant leur caractère privé, de façon à avoir des jardins entretenus.

10°/ - GARAGES - PARKINGS

Les garages et parkings ne pourront servir qu'au stationnement des voitures. Il ne pourra y être exploité aucun atelier de réparation. Des appareils extincteurs facilement accessibles devront y être placés aux frais des copropriétaires.

Il ne pourra y être entreposé une quantité d'essence ou autre matière inflammable supérieure à celle acceptée par les compagnies d'assurances sans surprime et autorisée par les règlements en vigueur.

L'emploi des avertisseurs n'est autorisé que pour l'entrée et la sortie des voitures. Il est interdit de faire tourner les moteurs autrement que pour les besoins des départs et arrivées.

Synthèse ⇒ Extrait des recommandations de l'ARS
"Agence Régionale de Santé".

La conformité de l'eau du bassin, évaluée lors de ces opérations d'auto-surveillance, conditionne la réouverture de l'établissement. En cas de non-conformité, des mesures correctives sont nécessaires afin de rétablir la conformité de l'eau de piscine.

L'ensemble des opérations effectuées dans le cadre de la réouverture des piscines doit être consigné dans le carnet sanitaire.

4) Prévention des risques de légionellose

Se référer à la fiche legio-ERP « Comment maîtriser la qualité des eaux vis-à-vis des légionnelles » :

- Entretien et purge des réseaux d'eau froide sanitaire ;
- Mettre en œuvre les mesures prévues dans l'arrêté du 1^{er} février 2010 relatif à la surveillance des légionnelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire, lorsqu'un ERP a fermé ses portes pendant plusieurs semaines.

Pendant l'ouverture de l'établissement

1) Entretien et maîtrise de la prolifération des virus dans les piscines

Des normes strictes sont imposées pour traiter les eaux de piscine de façon à inactiver les micro-organismes dont les virus.

Ces mesures de désinfection doivent s'accompagner des règles d'hygiène strictes et comportementales des baigneurs et d'une limitation de la capacité d'accueil des établissements.

Le respect des normes de désinfection appropriées et des comportements individuels adaptés doit permettre d'éviter le risque de transmission hydrique du virus Covid-19.

2) Recyclage de l'eau

Le recyclage de l'eau doit être assuré 24h/24. Pour rappel, la réglementation prévoit une fréquence de recyclage minimale en fonction du type et du volume du bassin :

- o 8h pour les bassins de plongeon, fosse de plongée subaquatique ;
- o 30min pour les pataugeoires ;
- o 1h30 pour les autres bassins de profondeur inférieure ou égale à 1,5m ;
- o 4h pour les autres bassins de profondeur supérieure à 1,5m.

3) Fréquentation maximale instantanée en baigneurs (FMI)

Rappel de la réglementation minimale (à respecter impérativement) :

- Piscines couvertes : la FMI ne doit pas dépasser 1 baigneur / m² de plan d'eau.
- Piscines en plein air : la FMI ne doit pas dépasser 3 baigneurs pour 2 m² de plan d'eau.

Afin de mieux gérer les conditions sanitaires, il est préconisé de diminuer la FMI actuelle des bassins, avec la préconisation suivante : la fréquentation maximum Covid-19 (FMC19) sera limitée à 1 personne pour 4 m² de surface ouverte au public, pelouses, plages (les surfaces à prendre en compte sont celles accessibles au public hors hall, vestiaires, douches et sanitaires). La FMC19 ne peut en aucun cas être supérieure à la FMI.

4) Auto-surveillance de la qualité de l'eau

Elle doit être réalisée au minimum 2 fois par jour. Les paramètres à rechercher sont rappelés dans le tableau ci-dessus. Les résultats sont consignés dans le carnet sanitaire de l'établissement.

De plus, un guide pratique de l'auto-surveillance, précisant les méthodes de mesure des différents paramètres et les actions à mettre en œuvre en cas de non-conformités est téléchargeable sur le site Internet de l'ARS : <https://www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr/hygiene-des-piscines>

5) Recommandations relatives aux baigneurs

Recommandations du Haut Conseil de la Santé Publique :

- Faire respecter une distanciation physique minimale et les règles comportementales des baigneurs (bonnet, douches, pédiluves, absence de troubles digestifs) dans les bassins et les espaces communs de la piscine. Pour rappel, le règlement intérieur doit être affiché de manière visible par les usagers.
- Une vigilance accrue devra être portée sur le respect des règles de distanciation physique des baigneurs sur les installations aquatiques sensibles suivantes : toboggans, pentagliss, rivières rapides, bassins ludiques, jeux et jets aquatiques, bains à remous. En cas d'impossibilité de faire respecter ces règles, les installations devront être fermées.
- Interdire l'accès aux personnes présentant des signes respiratoires ou digestifs (panneaux informatifs dans l'entrée).
- Inviter les baigneurs hors de l'eau à respecter les gestes barrières pour éviter une transmission interindividuelle en dehors des bassins.
- Assurer le nettoyage/désinfection des locaux hors bassins, selon les protocoles habituels en insistant plus régulièrement sur les zones fréquemment touchées par les nageurs.

Recommandations complémentaires :

- Limiter la fréquentation de l'établissement aux seuls baigneurs et accompagnateurs d'enfants ou de personnes en situation de handicap.
- Limiter le prêt de matériel aux baigneurs au seul matériel indispensable pour la sécurité et l'apprentissage de la natation. Le matériel devra être désinfecté au moment de sa restitution.
- Le matériel apporté par les baigneurs doit se limiter à celui nécessaire à l'hygiène (bonnet de bain...), à la sécurité (flotteurs, brassards...) et au confort des baigneurs (lunettes). Le matériel destiné au jeu et susceptible d'être échangé entre baigneurs (ballons...) est proscrit.

Autres recommandations à prendre en compte

Protocole national de déconfinement pour les entreprises pour assurer la santé et la sécurité des salariés (<https://travail-emploi.gouv.fr>).

Avis du Haut Conseil de Santé Publique du 24 avril 2020 sur les mesures barrières et de distanciation sociale à mettre en œuvre (<https://www.HCSP.fr>).

H. ~~Barth~~

Bonjour Christian,

Je me permets de te solliciter par mon
pouvoir, car je ne serais pas présent à
~~l'assemblée générale~~

Je démissionne du conseil syndical
Mon portemanteau d'habitats extérieurs à
BREMUS ne me permet pas de bien participer
aux décisions, je le regrette -

Bonne continuation - bonjour à l'équipe

Michel